Angela Davis

Une lutte sans trêve

Textes réunis par Frank Barat

Traduit de l'anglais par Frédérique Popet

La fabrique
éditions

Autres livres à télécharger sur le site
https://abbassa.wordpress.com

© La Fabrique éditions, 2016

ISBN : 9782358720809

La Fabrique éditions
64, rue Rébeval
75019 Paris
lafabrique@lafabrique.fr
www.lafabrique.fr
Diffusion : Les Belles Lettres

Sommaire

I. Un long chemin vers la liberté — 7

II. Au-delà de Ferguson — 23

III. Le complexe industrialo-carcéral — 51

IV. Ruptures et continuités — 65

V. Le Truth Telling Project :
sur la violence en Amérique — 89

VI. Féminisme et luttes anti-carcérales :
théories et pratiques pour le XXIe siècle — 105

VII. Libération noire :
des années 1960 à l'ère Obama — 135

VIII. Solidarités transnationales — 159

IX. De Ferguson à Paris, marchons
pour la dignité ! — 181

I. Un long chemin vers la liberté

Propos recueillis par Frank Barat (2014).

Vous évoquez souvent la force du collectif et misez sur les mouvements sociaux plutôt que sur des individu·es isolé·es. Comment peut-on construire un mouvement fondé sur cette éthique dans une société qui ne cesse d'encourager l'égoïsme et l'individualisme ?

Avec l'émergence du capitalisme mondialisé et des idéologies associées au néolibéralisme, il est devenu particulièrement important de mesurer les dangers de l'individualisme. Les luttes progressistes – qu'elles se concentrent sur le racisme, la répression policière, la pauvreté ou d'autres problématiques – sont vouées à l'échec si elles ne dénoncent pas la mise en avant insidieuse de l'individualisme capitaliste. Même si Nelson Mandela a toujours dit que son œuvre était le fruit d'un travail collectif qu'il fallait mettre au crédit des hommes et des femmes qui luttaient à ses côtés, les médias ont tout fait pour le sacraliser et le présenter comme un héros. On a cherché, par un processus analogue, à dissocier Martin Luther King du grand nombre de femmes et d'hommes qui constituaient le cœur

du mouvement pour les droits civiques. Il est essentiel de s'opposer à cette représentation de l'histoire qui se focalise sur l'action de quelques figures isolées : c'est la condition pour qu'on puisse prendre conscience aujourd'hui de notre propre force au sein d'une communauté de lutte toujours plus large.

Que reste-t-il aujourd'hui du mouvement Black Power ?

Le mouvement Black Power, ou ce que nous appelions à l'époque le « mouvement de libération noir », correspond pour moi à un moment précis du développement de notre soif d'émancipation. À de nombreux égards, ce fut une réponse à ce que nous percevions alors comme les limites du mouvement pour les droits civiques : il n'était pas seulement nécessaire de réclamer des droits juridiques dans le cadre de la société existante, mais également d'exiger des droits fondamentaux – en matière de travail, de logement, de santé, d'éducation, etc. – et de remettre en question la structure même de la société. De telles revendications – qui s'élaboraient également contre les emprisonnements racistes, les violences policières et l'exploitation capitaliste – ont été réunies dans le programme en dix points du Black Panther Party.

Même si certain·es Noir·es ont grimpé dans la hiérarchie économique, sociale et politique

(l'exemple le plus spectaculaire étant l'élection, en 2008, de Barack Obama), l'immense majorité de la population noire est soumise au racisme sur le plan économique, éducatif aussi bien que carcéral, dans une bien plus grande mesure que dans la période qui a précédé le mouvement des droits civiques. À bien des égards, les revendications du programme en dix points des Black Panthers s'avèrent toujours pertinentes aujourd'hui, si ce n'est encore plus que dans les années 1960, quand elles ont été formulées pour la première fois.

L'élection de Barack Obama a été largement célébrée comme une victoire contre le racisme. Pensez-vous que ce n'était qu'un leurre, et qu'en réalité cela a paralysé la gauche – ainsi que la communauté africaine-américaine impliquée –, pour longtemps ?

Un grand nombre d'hypothèses sur le sens de l'élection d'Obama me paraissent totalement fausses, en particulier celles qui veulent voir dans l'accession d'un Noir à la présidence des États-Unis l'ultime symbole de la disparition du racisme. Mais je reste cependant convaincue de l'importance de cette élection, notamment parce que la plupart des gens – y compris la majorité de la population noire – ne pensaient pas au départ qu'un Noir pourrait être élu à la présidence des États-Unis. Les jeunes ont réellement créé un mouvement – qu'on pourrait appeler un

« mouvement 2.0 » – qui a rendu possible ce qui paraissait impossible.

Le problème, c'est que ceux qui se sont reconnus dans ce mouvement ne se sont pas ensuite servis de cette puissance collective pour faire pression sur Obama, ce qui aurait pu le contraindre à prendre une direction plus progressiste (en s'opposant, par exemple, au renforcement militaire en Afghanistan, ou en se prononçant pour un démantèlement rapide du camp de Guantanamo, ou pour un meilleur régime d'assurance-maladie). Mais même si nous sommes critiques vis-à-vis d'Obama, il faut comprendre que la situation n'aurait pas été meilleure avec Romney à la Maison-Blanche. Ce n'est pas d'un bon Président dont nous avons manqué ces cinq dernières années : c'est plutôt de mouvements bien organisés.

Comment définiriez-vous le « féminisme noir » ? Et quel rôle, à votre avis, pourrait-il jouer dans la société actuelle ?

Le féminisme noir a correspondu, dès son apparition, à une tentative théorique et pratique de démontrer que dans la société dans laquelle nous vivons, la race, le genre et la classe sont inséparables. Au moment de son émergence, on demandait régulièrement aux femmes noires de se positionner par rapport au mouvement noir et au mouvement féministe, et de dire lequel

leur paraissait le plus important. Ce n'était évidemment pas la bonne question. Il aurait davantage convenu de s'interroger sur les recoupements et les connexions entre les deux mouvements. Aujourd'hui encore, nous sommes mis au défi de comprendre à quel point des notions telles que la race, la classe, le genre, l'orientation sexuelle, la nationalité ou le handicap sont inextricablement liées. Il nous faut apprendre à dépasser ces catégories afin de mettre en lumière les interactions entre des idées et des processus qui semblent pourtant distincts et sans aucun lien. Insister sur les convergences entre les luttes contre le racisme aux États-Unis et les luttes contre la répression des Palestiniens par Israël constitue, de ce point de vue, une démarche féministe.

Pensez-vous qu'il est temps de rompre avec les principaux partis politiques et de nous désengager de ce que nos « dirigeants » appellent la « démocratie représentative » ? S'engager dans un système aussi pourri et corrompu, régi par l'argent et la cupidité, revient à lui donner de la légitimité, ne croyez-vous pas ? Pourquoi alors ne pas cesser cette mascarade – cesser de voter et commencer à créer, depuis la base, quelque chose de nouveau et qui pourrait servir de fondement à une autre politique ?

Je doute évidemment que les partis politiques existants puissent constituer notre terrain de

lutte privilégié, mais je persiste à croire que l'arène électorale peut être utilisée comme une occasion pour s'organiser. Aux États-Unis, il nous manque depuis très longtemps un parti politique indépendant, un parti des travailleurs antiraciste et féministe. Mais vous avez tout à fait raison de considérer que si l'on veut construire des mouvements radicaux, c'est le militantisme de terrain qu'il nous faut privilégier.

Le monde arabe a connu des bouleversements considérables ces dernières années, de nombreux pays ayant été le théâtre de révolutions qui sont loin d'être terminées. En Occident, nous paraissons nous en réjouir sans pour autant réfléchir à ce qui se passe dans nos propres pays et à l'implication de nos « dirigeants » dans les dictatures du monde arabe. Ne pensez-vous pas qu'il est également temps pour les Occidentaux de faire leurs propres révolutions ?

Peut-être devrions-nous changer de point de vue et comprendre que nous avons aussi des devoirs vis-à-vis du monde arabe. Je pense qu'il est tout à fait justifié pour les peuples du monde arabe d'exiger qu'en Occident, nous empêchions nos gouvernements de soutenir les régimes répressifs – et en particulier Israël. La soi-disant « guerre contre le terrorisme » a fait dans le monde des dégâts considérables, en renforçant notamment l'islamophobie aux États-Unis, en Europe et en

Australie. En tant que progressistes du Nord mondialisé, il nous faut incontestablement reconnaître notre grande responsabilité dans la poursuite des attaques militaires et idéologiques contre les peuples du monde arabe.

Vous avez récemment donné à Londres une conférence à propos de la Palestine, du G4S (Group 4 Security, la plus grande société de sécurité privée au monde) et du système industrialo-carcéral. Pouvez-vous nous dire ce qui relie ces trois thèmes ?

Sous prétexte de sécurité, et pour répondre aux politiques sécuritaires mises en œuvre par les États, G4S s'est insinuée dans la vie des citoyens du monde entier, et tout particulièrement en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Palestine. Il s'agit de la troisième plus grande compagnie privée au monde après Walmart et Foxconn, et du plus grand employeur du secteur privé sur le continent africain. Elle a su tirer profit du racisme, des politiques anti-migratoires et des technologies de répression en Israël comme dans le reste du monde. G4S est ainsi directement responsable de ce que subissent les Palestiniens en matière d'incarcération de masse. G4S est également impliquée, d'une manière ou d'une autre, dans le mur de l'apartheid en Palestine, les prisons en Afrique du Sud, l'organisation carcérale de certaines écoles aux États-Unis et le mur de

séparation de la frontière américano-mexicaine. Nous avons même eu la surprise d'apprendre lors de cette conférence londonienne que G4S gérait maintenant, en Grande-Bretagne, des centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles.

À quel point le complexe industrialo-carcéral est-il rentable ? Vous dites souvent que c'est « une forme d'esclavage moderne ».

Le complexe industrialo-carcéral mondial est en constante expansion, comme le montre l'exemple de G4S. Par conséquent, on peut supposer que ses profits augmentent. Ce secteur inclut dorénavant non seulement des établissements pénitentiaires publics et privés (les prisons publiques, davantage privatisées qu'on ne pourrait l'imaginer, sont de plus en plus soumises à des exigences de rentabilité), mais aussi des établissements pour mineurs, des prisons militaires et des centres d'interrogatoire. Par ailleurs, le secteur le plus rentable de l'industrie carcérale privée est constitué de centres de détention pour migrants. On comprend dès lors pourquoi la loi anti-immigration la plus répressive des États-Unis a été rédigée par des sociétés pénitentiaires privées avec l'intention non dissimulée de maximiser leurs profits.

Une société sans prison est-elle une utopie ou bien est-elle réalisable ? Comment pourrait-elle fonctionner ?

Je crois vraiment qu'une société sans prison est une éventualité réaliste pour le futur. Mais elle ne pourra advenir que dans une société nouvelle, dans laquelle la priorité ne sera pas accordée aux profits mais aux besoins sociaux. En même temps, si l'abolition des prisons semble une idée utopique, c'est précisément parce que les pratiques carcérales et les idéologies qui les encouragent sont profondément ancrées dans notre monde contemporain. Un très grand nombre de personnes sont aujourd'hui derrière les barreaux aux États-Unis – quelque deux millions et demi de personnes. L'incarcération est de plus en plus utilisée comme une stratégie de contournement de problèmes sociaux plus profonds tels que le racisme, la pauvreté, le chômage, le manque d'instruction... Ces problèmes ne sont jamais sérieusement abordés. Mais ce n'est qu'une question de temps avant que les gens ne commencent à réaliser que la prison est une fausse solution. Le plaidoyer en faveur de leur abolition devrait s'accompagner d'autres revendications – un enseignement de qualité, une discrimination positive à l'emploi, la gratuité des soins de santé –, et être relayé par d'autres mouvements progressistes. Il peut aider à promouvoir des positions anticapitalistes et des mouvements d'orientation socialiste.

Que révèle l'essor du complexe industrialo-carcéral sur notre société ?

La progression inexorable des personnes incarcérées à travers le monde et l'accroissement de la rentabilité des moyens de détention constituent l'un des exemples les plus frappants des dérives destructrices du capitalisme mondialisé. Mais les profits indécents générés par l'incarcération de masse sont directement liés aux bénéfices provenant de l'industrie de la santé, du secteur de l'éducation et d'autres services sociaux intégrés au secteur marchand qui devraient en réalité être gratuits et accessibles à tou·tes.

Dans une scène de The Black Power Mixtape, *un documentaire sur les Black Panthers et le mouvement Black Power sorti il y a quelques années, un journaliste vous interroge depuis la prison où vous êtes incarcérée et vous demande si vous approuvez l'utilisation de la violence. Vous répondez alors : « Vous me demandez si j'approuve la violence ?! Cela n'a aucun sens. » Pouvez-vous nous donner quelques explications sur cette scène ?*

Ce que j'essayais de dire, c'est que cette question sur la légitimité de la violence aurait plutôt dû être posée aux institutions qui avaient, et ont toujours, le monopole de la violence : la police, les prisons et l'armée. J'ai expliqué à ce journaliste que j'avais grandi dans le sud des États-Unis à une époque où le Ku Klux Klan était autorisé par le gouvernement à se livrer à des attaques terroristes

contre les communautés noires. J'étais alors en prison – accusée à tort de meurtre, de kidnapping et de conspiration –, j'étais devenue une cible privilégiée de la violence institutionnelle, et j'étais celle à qui l'on demandait si j'approuvais la violence ? C'est quand même curieux. Ce que j'essayais de dire aussi, c'est que la lutte en faveur d'une transformation révolutionnaire de la société ne s'attarde pas sur la question de la violence, mais s'attaque avant tout à des questions de fond qui visent de meilleures conditions de vie pour les personnes pauvres et non blanches (*people of color*).

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent que vous faisiez partie du Black Panther Party – certains pensent même que vous en étiez une des fondatrices. Pouvez-vous expliquer quel a été votre rôle exactement, quelles étaient vos appartenances politiques à l'époque ?

Je n'ai pas participé à la fondation du Black Panther Party. En 1966, l'année où il a été créé, je poursuivais mes études en Europe. Mais après avoir rejoint le Parti communiste en 1968, je suis également devenue membre du Black Panther Party, et je me suis impliquée dans une de ses sections à Los Angeles, où j'étais responsable de l'éducation politique. À un moment donné, la direction a décidé que les membres des Black Panthers ne pouvaient être affilié·es à aucun autre parti. J'ai choisi de rester au Parti communiste,

même si je continuais à collaborer avec les Black Panthers. Quand je me suis retrouvée en prison, ses militant·es ont défendu ma cause et ont joué un rôle majeur dans ma libération.

Pour en revenir à votre réponse à ce journaliste au sujet de la violence : ce que vous dites dans ce documentaire m'a fait penser à la Palestine. La communauté internationale et les médias occidentaux ne cessent de demander, comme condition préalable à toute discussion, que la résistance palestinienne mettent fin aux actes de violence. Comment expliquez-vous la popularité de ce discours qui veut que ce soit les opprimé·es qui garantissent la sécurité des oppresseurs ?

Mettre la question de la violence au premier plan permet de dissimuler les enjeux qui sont au cœur des luttes émancipatrices. Ce fut déjà le cas en Afrique du Sud durant la lutte contre l'apartheid. Il est intéressant de noter à cet égard que Nelson Mandela – qui a été sacralisé comme le plus grand défenseur de la paix de notre époque – a été maintenu sur la liste noire des terroristes, aux États-Unis, jusqu'en 2008. Les véritables enjeux de la lutte pour la libération de la Palestine sont ainsi minimisés et occultés par ceux qui essaient de nous faire croire que la résistance palestinienne à l'apartheid israélien équivaut à du terrorisme.

À quand remonte votre dernier voyage en Palestine ? Quelle impression ce séjour vous a-t-il laissée ?

J'ai voyagé en Palestine en juin 2011 avec une délégation de féministes indigènes et non blanches, universitaires et activistes. Ce groupe comprenait des femmes qui avaient grandi sous le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, dans le sud des États-Unis sous les lois Jim Crow, ou dans des réserves indiennes. Même si nous avions déjà été impliquées auparavant dans des actions de solidarité avec la Palestine, nous avons toutes été profondément choquées par ce que nous avons vu. C'est pourquoi nous avons décidé d'encourager nos camarades de lutte à rejoindre le mouvement BDS (« Boycott, désinvestissement, sanctions ») et à intensifier la campagne pour une Palestine libre. Plus récemment, des membres de notre délégation ont contribué à faire adopter par l'American Studies Association une résolution incitant à participer au boycott universitaire et culturel d'Israël, et par la Modern Language Association une autre résolution censurant l'État israélien pour avoir refusé l'entrée en Cisjordanie à des universitaires américains qui voulaient faire des recherches et donner des cours dans les universités palestiniennes.

Les peuples opprimés par des régimes racistes ou coloniaux, ou par une occupation étrangère (selon les

termes du Protocole additionnel – protocole 1 – aux Conventions de Genève), ont le droit de résister par différents moyens, notamment la lutte armée. À l'heure actuelle, le mouvement de solidarité avec la Palestine est engagé dans la voie de la résistance non-violente. Pensez-vous que cela soit suffisant pour mettre fin à l'apartheid israélien ?

Les mouvements de solidarité sont non-violents par nature. En Afrique du Sud, malgré le soutien d'un mouvement de solidarité internationale, l'ANC (Congrès national africain) et le SACP (Parti communiste sud-africain) sont arrivés à la conclusion que leurs mouvements devaient se doter d'une aile armée – l'Umkhonto we Sizwe (« fer de lance de la nation »). Ils avaient tout à fait le droit de prendre cette décision. Il appartient de manière analogue au peuple palestinien d'employer les méthodes qu'il juge les plus à même de mener son combat à la victoire. En même temps, il est certain que si Israël se retrouve isolé politiquement et économiquement – ce qui est aujourd'hui l'objectif de la campagne BDS –, il ne pourra pas continuer à exercer ses méthodes d'apartheid. Si nous pouvions par exemple, contraindre l'administration Obama à cesser son soutien à Israël (qui s'élève à 8 millions de dollars par jour), cela contribuerait largement à faire pression sur ses gouvernants pour mettre fin à l'occupation.

Vous faites partie d'un comité pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers et prisonnières politiques palestinien·nes. En quoi leur libération vous paraît-elle importante ?

Il est essentiel que Marwan Barghouti et tous les prisonniers et prisonnières politiques détenu·es dans les prisons israéliennes soient libéré·es. Barghouti a passé plus de deux décennies derrière les barreaux. Sa situation douloureuse fait écho à celle de la plupart des familles palestiniennes, dont au moins un·e des membres a été emprisonné·e par les autorités israéliennes. Il y a actuellement quelque 5 000 Palestiniens et Palestiniennes derrière les barreaux, et nous savons aujourd'hui que depuis 1967, 800 000 Palestinien·nes – soit 40 % de la population masculine – ont été emprisonné·es par Israël. Demander leur libération est un élément essentiel des revendications visant à mettre fin à l'occupation.

Vous avez déclaré, à l'occasion d'une conférence au Birkbeck College de Londres, que la question palestinienne devait devenir un enjeu mondial, une question de société que tous les mouvements de lutte en faveur de la justice devraient considérer comme un objectif prioritaire et inscrit à leur programme. Pouvez-vous préciser ce que vous vouliez dire par là ?

De la même manière que le combat contre l'apartheid en Afrique du Sud a été soutenu par des

personnes du monde entier et est devenu un objectif prioritaire pour de nombreux mouvements progressistes dans le monde, la question de la solidarité avec la Palestine doit devenir une question centrale pour les organisations et les mouvements émancipateurs à l'échelle mondiale. On a eu tendance jusqu'à présent à considérer la Palestine comme une question à part – et trop souvent malheureusement comme un problème marginal. Le moment est venu d'encourager tous ceux et toutes celles qui croient à l'égalité et à la justice à rejoindre l'appel en faveur d'une Palestine libre.

Cette lutte est donc sans trêve ?

Je dirais que nos luttes mûrissent, qu'elles produisent de nouvelles idées, font surgir de nouvelles questions et ouvrent de nouvelles voies à notre quête de la liberté. Comme Nelson Mandela, il nous faut être prêts à accepter ce long chemin vers la liberté.

II. Au-delà de Ferguson

Propos recueillis par Frank Barat (2014).

Suite aux événements de Ferguson, que pensez-vous de l'argumentation développée par The New Jim Crow[1], *le livre de Michelle Alexander sur l'incarcération de masse ?*

Ce livre a été publié précisément à l'apogée de la mobilisation contre le complexe industrialo-carcéral. C'est devenu un best-seller, et il a largement contribué à populariser les luttes contre l'incarcération de masse. Évidemment, le parallèle dressé par Michelle Alexander entre, d'une part, le système de ségrégation – combattu au tournant du XX^e^ siècle par le mouvement des droits civiques – et, d'autre part, le système industrialo-carcéral me paraît très important.

Les événements de Ferguson nous rappellent cependant que nous devons globaliser notre réflexion sur ces questions. Et si je devais faire une critique amicale à propos du livre, je dirais qu'il

1. *The New Jim Crow : Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, The New Press, 2010. À paraître aux éditions Syllepse.

souffre de l'absence d'une mise en perspective mondiale – d'un cadre de référence international. Michelle Alexander est elle-même consciente de l'importance de ce contexte plus vaste. Souvent, en conférence, elle explique que nous en avons besoin pour comprendre les mécanismes du système qui est à l'origine de l'incarcération de masse aux États-Unis.

C'est ainsi que j'en viens à dire que Ferguson nous renvoie à la nécessité d'une perspective internationale. La réponse de la police, face à la rébellion qui a spontanément éclaté à la suite du meurtre de Michael Brown, a été une réponse armée qui a révélé à quel point les forces de police locales sont aujourd'hui pourvues d'armes, de technologies et d'un entraînement militaires. Cette militarisation de la police nous conduit à faire un parallèle avec ce qui se passe en Israël. Si la télévision avait montré des images de policiers en action (au lieu de se focaliser sur les manifestant·es), on aurait d'ailleurs pu penser que Ferguson est situé à Gaza. Il est important d'admettre à quel point la « guerre contre le terrorisme » a permis aux forces de police d'être équipées, à travers tous les États-Unis, de moyens militaires.

Dans les commentaires qui ont suivi les événements de Ferguson, il a été fait remarquer que la police était censée avoir pour but de « protéger » et de « servir ». Telle est en tout cas sa devise aux États-Unis. Les soldats sont entraînés

à tirer pour tuer : les événements de Ferguson en ont été la parfaite démonstration.

J'ai vécu dix ans à Londres. À l'époque, à chaque fois que l'on croisait un policier dans la rue, on commençait à paniquer. Les policiers sont en principe des « agents publics », mais ils sont loin d'exercer ce rôle. Vous avez évoqué la militarisation de la police aux États-Unis : pendant les manifestations pro-Gaza à Paris, ce n'étaient pas des « agents publics » qui étaient dans la rue, mais des CRS. C'est déjà en soi une forme de violence.

C'était précisément le but visé. Il me paraît également important de souligner que la police israélienne participe à entraîner la police américaine. Il y a donc un lien direct entre l'armée américaine et l'armée israélienne. Ce qui veut dire que quand on essaie d'organiser des campagnes de solidarité avec la Palestine, quand on tente de s'opposer à l'État israélien, ce n'est pas simplement pour détourner notre combat vers l'international : la lutte des Palestinien·nes est également liée à ce qui se passe dans les communautés non blanches aux États-Unis.

On parle souvent ici de la « reproduction de l'occupation » : ce qui se passe en Palestine – on le voit bien avec la militarisation des forces de police – est maintenant reproduit en Europe, aux États-Unis, etc. Il est important

de faire ce genre de lien pour que les gens comprennent à quel point le combat est global. Mais à votre avis, les événements de Ferguson sont-ils un phénomène isolé ?

Absolument pas. Grâce à ceux et celles qui s'efforcent de construire un mouvement de masse, des affaires de meurtres commis par la police (ou des *vigilantes*[1]) ont été récemment largement médiatisées à travers tous les États-Unis comme à l'étranger. L'affaire Trayvon Martin n'est bien sûr que la partie visible de l'iceberg. Tout comme l'affaire Michael Brown. Évidemment, ces brutalités et ce type d'homicides se produisent tout le temps, dans les grandes villes comme dans les petites localités. C'est donc à mon sens une erreur de croire que les problèmes peuvent être résolus à un niveau individuel.

Il ne suffit pas que le policier qui a tué Michael Brown soit poursuivi devant la justice. L'enjeu majeur de la période actuelle est de faire naître, au sein des mouvements spontanés, une prise de conscience du caractère structurel de la violence d'État. Je ne sais pas si nous pouvons d'ores et déjà affirmer qu'un mouvement politique est né, car il n'y a pas de politique sans organisation. Mais cette résistance spontanée qui s'érige encore et toujours, aboutira bientôt à quelque chose de plus organisé, à un mouvement plus durable.

---

1. Milices privées.

Plus de cinquante ans après Martin Luther King et Malcolm X, les communautés noire et latino sont toujours prises pour cible. Cela signifie-t-il que le mouvement pour les droits civiques a échoué, ou bien doit-on considérer qu'il s'agit d'un combat permanent ?

Le recours à la violence d'État contre les Noir·es et les personnes non blanches en général remonte à une époque bien antérieure au mouvement des droits civiques : à l'époque de la colonisation et de l'esclavage. Au cours de la polémique médiatique qui a entouré l'affaire Trayvon Martin, on a fait remarquer que George Zimmerman, en tant que pseudo-policier – ou *vigilante*[1] si vous préférez utiliser cette expression –, reproduisait la fonction des patrouilles de surveillance d'esclaves d'autrefois. On faisait alors appel à des représentants de l'État armés mais également à des civils pour exercer la violence d'État, tout comme aujourd'hui.

La période du mouvement pour les droits civiques ne marque donc pas la fin du combat, et il nous faut admettre que ce mouvement n'a pas pu faire disparaître des pratiques dont l'origine remonte à l'esclavage. Nous n'avons peut-être pas à subir les lynchages et la violence du Ku Klux Klan de la même manière qu'autrefois, mais la

1. George Zimmerman, le meurtrier de Trayvon Martin, était membre d'un groupe d'autodéfense de surveillance de quartier.

violence d'État, la violence policière, la violence militaire sont loin d'avoir disparu. Le Ku Klux Klan lui-même continue de sévir en partie.

Je ne pense pas que cela signifie pour autant que le mouvement pour les droits civiques a échoué. Son héritage est au contraire remarquable : il a mis fin à la discrimination juridique et au système de ségrégation. Les conquêtes sont réelles, et il ne faut pas sous-estimer leur importance. Malheureusement, on croit souvent qu'éliminer le dispositif juridique sur lequel repose en partie le racisme revient à le faire disparaître. Mais le racisme persiste au sein d'un cadre légal.

Le racisme est toujours une réalité sur le plan économique. Le racisme se rencontre à tous les niveaux des plus grandes institutions – y compris l'armée, le système de santé et la police.

On ne peut pas éradiquer le racisme tant qu'il est si profondément ancré dans la structure de notre société. C'est pourquoi il est important de développer une analyse qui va au-delà de la simple dénonciation d'actes individuels racistes : nous ne pouvons plus nous contenter de poursuivre en justice des coupables isolés.

Tout ceci nous rappelle bien évidemment l'Afrique du Sud, où l'apartheid juridique a été éliminé, mais où un apartheid économique et même sociologique sévit toujours. Quand je me suis rendu au Cap à l'occasion d'une session du Tribunal Russell, j'ai été choqué de voir

des foules noires attendre chaque matin au coin de la rue dans l'espoir d'une embauche auprès d'employeurs qui jugeaient normal de payer 3 dollars l'heure. J'ai été horrifié par les ghettos et par les bidonvilles. Vous vous promenez le long des plus belles plages du Cap et quelques minutes plus tard, c'est comme si vous étiez à Bombay ou dans n'importe quelle mégalopole du tiers-monde.

Ce qui est également intéressant en Afrique du Sud, c'est qu'un grand nombre des postes à responsabilité dont les Noir·es étaient bien sûr totalement exclu·es durant l'apartheid leur est aujourd'hui largement dévolu, y compris au sein de la police. J'ai récemment vu un film sur les mineurs de Marikana, qui ont été agressés, blessés et, pour un grand nombre d'entre eux, assassinés par la police. Les mineurs étaient noirs, les policiers étaient noirs et la cheffe de la police provinciale était noire – comme l'est également la cheffe de la police nationale. Pourtant, cela n'a pas empêché les événements de Marikana d'être la reproduction, à bien des égards, du massacre de Sharpeville[1]. C'est ce qui rend le racisme redoutable : il ne dépend pas forcément d'actes

1. Le 21 mars 1960, la police du township sud-africain de Sharpeville a ouvert le feu sur des manifestant·es noir·es venu·es protester devant le commissariat. On a dénombré 69 mort·es et nombre de blessé·es parmi les manifestant·es.

individuels mais s'ancre profondément de manière structurelle.

Et une fois la structure posée…

Effectivement, cela ne change rien que ce soit une Noire qui soit nommée à la tête de la police nationale. Les moyens, les structures, les cibles restent les mêmes. J'ai bien peur que si nous ne prenons pas au sérieux la façon dont le racisme est intégré dans la structure même des institutions, si nous partons du principe qu'il s'incarne forcément dans des personnes…

Car il y a toujours une brebis galeuse…

… sur laquelle rejeter la responsabilité, bien sûr : si nous continuons à raisonner de la sorte, nous n'arriverons jamais à éradiquer le racisme.

Vous avez été à l'avant-garde de la réflexion sur l'intersectionnalité. Comment votre pensée a-t-elle évolué ?

Le concept d'intersectionnalité – ou l'attention portée pour analyser et organiser les multiples liens qui s'établissent entre la race, la classe, le genre et l'orientation sexuelle – a naturellement beaucoup évolué au cours des dernières décennies. Je considère mon travail non pas comme le reflet d'une analyse individuelle, mais plutôt

comme celui d'une intuition, partagée par différents mouvements et collectifs, selon laquelle on ne peut pas séparer les questions relatives à la race des questions relatives à la classe sociale ou au genre. Le concept d'intersectionnalité est le fruit du travail de diverses pionnières, mais je crois important de souligner le rôle de la Third World Women's Alliance (« Alliance des femmes du tiers-monde »), une organisation féministe new-yorkaise active de la fin des années 1960 à la fin des années 1970, qui publiait un journal intitulé *Triple Jeopardy* – le « triple péril » évoqué par son titre étant le racisme, le sexisme et l'impérialisme. La référence à l'impérialisme reflétait évidemment une prise de conscience internationale des problématiques de classe.

Un grand nombre d'organisations tentaient à l'époque de faire converger toutes ces questions. Mon livre *Femmes, race et classe* fut l'un des nombreux ouvrages à être publiés sur ce sujet, au même titre que, pour n'en citer que quelques-uns, *This Bridge Called My Back* écrit sous la direction de Gloria Anzaldua et Cherrie Moraga, les travaux de bell hooks et Michelle Wallace, et l'anthologie *All the Women Are White, All the Blacks Are Men, but Some of Us Are Brave*[1] *: Black Women's Studies.*

1. « Toutes les femmes sont blanches, tous les Noirs sont hommes, mais nous sommes quelques-unes à être courageuses. »

Une longue tradition de luttes se cache donc derrière ce concept d'intersectionnalité. Une longue tradition de dialogues, également, entre les militantes de différentes organisations, relayés par des débats avec les universitaires et des débats entre universitaires. Il est important de ne pas effacer l'histoire militante qui a permis à ce terme d'émerger. C'est en vertu de notre expérience et pas tant par le biais d'une recherche académique que nous avons été amenés à trouver un moyen de penser ensemble tous ces enjeux. Ces enjeux traversaient nos corps comme ils traversent nos luttes.

L'évolution à mon sens la plus intéressante aujourd'hui, si l'on considère cette longue tradition de militantisme et tous les livres et articles qui ont été écrits sur le sujet, c'est la réflexion autour de l'intersectionnalité des luttes. Au départ, la notion d'intersectionnalité nous permettait d'aborder des questions portant sur le corps et le vécu individuel. Mais comment parvenir aujourd'hui à faire converger les différentes luttes pour la justice sociale au-delà des frontières nationales ? Nous évoquions tout à l'heure les événements de Ferguson et de la Palestine : comment pouvons-nous réellement créer un cadre qui nous permette d'analyser toutes ces questions de manière globale et, à partir de là, de se mobiliser ensemble ?

Nous avons organisé une session du Tribunal Russell sur la Palestine à New York. À cette occasion, nous

avons essayé d'obtenir le soutien des Amérindiens et des luttes noires, mais cela s'est avéré très difficile. Sur les 800 personnes réunies dans la salle, il y avait peut-être 5 % de non-Blancs...

Mais vous ne pouvez pas vous contenter d'inviter les gens à vous rejoindre, et vous attendre à ce qu'ils soient immédiatement partants ! D'autant plus que les communautés dont vous parlez n'ont pas forcément été représentées pendant la phase d'élaboration du projet. Vos modes d'organisation doivent offrir à ces militants la possibilité de faire leurs ces revendications. C'est pourquoi j'ai insisté, en réponse à votre question à propos du livre de Michelle Alexander, sur le fait que ces convergences doivent se faire dans le cadre des luttes. Ainsi, lorsqu'on se mobilise contre les crimes commis par la police, contre le racisme de la police, il ne faut pas oublier de souligner les parallèles et les similitudes avec ce qui se passe ailleurs dans le monde.

Il ne faut pas non plus s'arrêter aux similitudes : il faut également aborder la question des rapports structurels entre différentes situations. Quels sont les liens entre l'équipement militaire et l'entraînement des forces de police américaines, par exemple, et l'armée et la police israéliennes ? Quand on essaie de diffuser le plus largement possible une idée, il faut encourager les gens à y réfléchir...

Une lutte sans trêve

... de manière globale.

Exactement. C'est une des raisons pour lesquelles tant de gens ont pu s'identifier à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Ils et elles ne se sont pas dit : « Nous devons exprimer notre solidarité envers le peuple sud-africain. » Ils ont simplement commencé à comprendre ce que nous avions en commun avec lui. Si le terrain n'est pas préparé en ce sens, peu importe le mal que vous vous donnez pour mobiliser les gens, et la sincérité avec laquelle vous les invitez à se joindre à vos luttes : ils et elles continueront à considérer votre combat comme propre à vous, et non pas comme le leur.

Cette mise en rapport est cruciale ?

En réfléchissant à la nécessité de diversifier les modes de solidarité avec la Palestine, j'ai réalisé qu'on avait tendance à envisager les questions qui nous tiennent à cœur dans un cadre trop étroit. Les gens agissent ainsi quels que soient leurs engagements mais le mouvement de solidarité avec la Palestine est particulièrement affecté par ce phénomène. J'ai pu constater par moi-même que beaucoup de gens supposent que pour s'impliquer dans le mouvement palestinien, il faut être spécialiste de la question.

Les gens n'osent pas nous rejoindre dans la lutte, et se disent : « Je n'y comprends rien. C'est

si compliqué. » Et puis un jour, quelqu'un·e qui est réellement spécialiste, parfaitement informé·e de l'histoire du conflit, leur parle de l'échec des accords d'Oslo et de tout ce qui a suivi, en leur disant quand cela s'est produit et pourquoi toutes ces questions sont importantes… Mais trop souvent, les gens ont l'impression de ne pas être suffisamment informé·es pour pouvoir se considérer comme dignes de défendre la cause palestinienne. Le problème est donc de réussir à créer des passerelles pour que les personnes qui croient en la justice puissent rejoindre le mouvement de solidarité avec la Palestine.

Pour amener différents mouvements à converger, il faut aussi réfléchir au langage qu'on utilise, et à la prise de conscience qu'on cherche à éveiller. Il est important pour cela d'insister sur l'intersectionnalité des différents mouvements sociaux : au sein du mouvement pour l'abolition des prisons, nous essayons par exemple de trouver des moyens d'évoquer la Palestine afin que tous ceux et celles qui sont attiré·es par la campagne en faveur du démantèlement carcéral réfléchissent également à la nécessité de mettre fin à l'occupation de la Palestine. Cette réflexion ne peut pas venir après coup : elle doit faire partie d'un processus d'analyse continu.

Pour ce qui est du mouvement pour l'abolition de la prison, il y a une chose qui me frappe, même chez mes

propres enfants : j'ai remarqué que quand je joue avec mon fils de trois ans et demi, il me dit souvent : « Si tu es méchant, tu iras en prison. » Donc, pour lui, la prison est associée aux méchants. Il en va de même pour la plupart des gens. C'est pourquoi l'idée de supprimer les prisons ne doit pas être facile à défendre… Quel est votre angle d'attaque ? Et comment plaidez-vous pour un démantèlement carcéral plutôt que pour une réforme de l'institution pénitentiaire ?

L'histoire de l'emprisonnement, dès son origine, est précisément l'histoire d'une réforme. Foucault lui-même l'a fait remarquer. La réforme ne vient pas après l'apparition de la prison, elle accompagne sa naissance. C'est pourquoi la réforme du système pénitentiaire n'a jamais servi qu'à créer de « meilleures » prisons, permettant de placer plus de gens sous la surveillance des services pénitentiaires et des services de police. La question que vous soulevez montre à quel point la prison n'est pas uniquement un espace matériel et objectif, mais également un appareil idéologique et psychique. Nous intériorisons cette notion de lieu où mettre les « méchants ». C'est précisément l'une des raisons pour lesquelles le mouvement anticarcéral doit s'attaquer à ces aspects idéologiques autant que psychiques. L'enjeu n'est pas seulement de supprimer matériellement l'institution ou les infrastructures pénitentiaires.

Pourquoi une personne est-elle considérée

comme « mauvaise » ? La prison exclut toute discussion à ce sujet. Quelle est la nature de sa « méchanceté » ? Cette personne en effet, qu'a-t-elle fait ? Et pourquoi l'a-t-elle fait ? Si l'on prend le cas d'une personne qui a commis des actes de violence : qu'est-ce qui a rendu cette violence possible ? Il est intéressant de se poser ces questions. Pourquoi, par exemple, les hommes ont-ils des comportements aussi violents envers les femmes ? L'existence même de la prison exclut ce type de débats dont nous aurions pourtant besoin pour tenter de mettre fin à ce type de violences.

Qu'on les jette en prison ! Une fois enfermés, bien évidemment, ils se retrouvent pris au piège d'une institution violente qui reproduit elle-même la violence. À de nombreux égards, on peut dire que l'institution se nourrit de cette violence, de telle sorte que quand la personne incarcérée est libérée, elle est probablement pire qu'en entrant.

Dès lors, comment persuader les gens de penser différemment ? C'est une question de mobilisation. Aux États-Unis, le mouvement pour l'abolition des prisons a émergé au tournant des années 1960 et des années 1970. Les Quakers ont largement contribué à faire émerger l'idée qu'il faut en finir avec l'incarcération. Pourtant, ces mêmes Quakers ont accompagné la naissance de l'institution pénitentiaire à la fin du XVIII^e^ et au début du XIX^e^ siècle : ce sont eux qui ont pensé, à l'origine, que la prison était une alternative humaine aux

formes de châtiment qui existaient alors, parce qu'elle offrait aux coupables la possibilité de se réinsérer dans la société.

Au cours des années 1970, cette idée de supprimer les prisons a fait son chemin. À l'époque de la mutinerie d'Attica, un certain nombre de personnes – des juges et des avocat·es reconnu·es, ainsi que des journalistes – ont sérieusement commencé à réfléchir à une solution alternative à l'emprisonnement. Bien évidemment, cela s'est soldé par un retour de balancier. C'est ainsi, d'une certaine manière, qu'on pourrait résumer l'histoire de l'institution pénitentiaire. Des voix se sont élevées pour que les choses changent, pour s'opposer à la violence et à la répression, et pour défendre des réformes et des mesures de réinsertion. Mais cela n'a jamais réellement fonctionné. Et à l'opposé, bien sûr, on a assisté à des appels en faveur de mesures de neutralisation et de modes de contrôle plus punitifs. En définitive, le système est toujours resté le même.

L'idée qui anime les militant·es pour l'abolition des prisons, c'est que nous devons inscrire notre réflexion dans une perspective plus large. Nous ne pouvons pas seulement penser en termes de crimes et de châtiments. Nous ne pouvons pas penser la prison uniquement comme un lieu de punition pour ceux et celles qui ont commis des actes criminels. Nous devons donc nous efforcer d'élargir notre réflexion. Ce qui nécessite de se

demander : pourquoi, par exemple, y a-t-il dans les prisons un nombre si disproportionné de Noir·es et de non-Blanc·hes en général ? La question du racisme surgit alors immanquablement. Abolir la prison pose la nécessité d'en finir avec le racisme. Pourquoi y a-t-il tant d'illettré·es parmi les personnes incarcérées ? Ces questions supposent que nous repensions le système éducatif. Et pourquoi les trois plus grandes institutions psychiatriques des États-Unis sont-elles aussi des prisons (Rikers Island à New York, Cook County Jail à Chicago et L.A. County Jail à Los Angeles) ? Ce qui implique donc de réfléchir également à notre système de santé, et en particulier à la question de la santé mentale. Nous devons également réfléchir aux moyens pour en finir avec le mal-logement et l'exclusion.

Tout ça pour dire qu'on ne peut pas continuer de penser dans un cadre aussi étroit. C'est ce qui a permis selon moi aux établissements pénitentiaires de continuer à prospérer et à se développer : le sens commun veut que quand on a commis un crime, on doit nécessairement être puni. Au sein du mouvement anti-carcéral, nous avons donc essayé d'établir une distinction entre « crime » et « châtiment », au sens ordinaire du terme, en réfléchissant à la notion de « complexe industrialo-carcéral ». Mike Davis a été le premier universitaire militant à utiliser ce terme, à l'occasion d'une étude de l'économie pénitentiaire

florissante en Californie. Le groupe à l'origine de l'association Critical Resistance y a trouvé un moyen d'inciter les gens à refuser l'idée qu'il existe des « méchants » méritant d'être punis, et de commencer à se poser des questions sur l'économie, la politique et la fonction idéologique de la prison.

Il s'agit en effet d'un secteur très lucratif…

Extrêmement rentable, en effet.

Il ne peut donc pas se passer de personnes à incarcérer ?

Bien sûr que non – d'autant plus si l'on considère la privatisation croissante des prisons. Cette privatisation dépasse largement le cadre des prisons privées : les services pénitentiaires sont aujourd'hui sous-traités par le biais de toutes sortes de sociétés privées qui ont tout intérêt à ce que la population carcérale augmente. Il leur faut toujours plus de monde. Toujours plus de profits. Et les politiques ne sont pas en reste : quel que soit le taux de criminalité, les discours sur le « maintien de l'ordre » les aideront à mobiliser leur électorat.

Tout cela nous amène également à réfléchir aux lois. Je me souviens qu'à l'époque où je me suis rendu en Australie pour m'entretenir avec des Aborigènes, il y était question d'une loi qui revenait en pratique à

appliquer la fameuse « loi des trois coups ». Premier coup : on commence par exemple par voler une miche de pain. Deuxième coup : on vole un stylo. Troisième coup : on vole un autre stylo. On se retrouve ensuite en prison. Certains Aborigènes sont emprisonnés pour ce genre de délits. On croit d'abord que c'est du délire, avant de réaliser qu'un grand nombre d'individus sont emprisonnés pour des infractions vraiment mineures.

Je pense que l'on peut dire que partout dans le monde, l'institution de la prison sert aujourd'hui de lieu où parquer les personnes qui incarnent les principaux problèmes sociaux. Tout comme il y a un nombre disproportionné de Noir·es dans les prisons américaines, il y a un nombre tout aussi disproportionné d'Aborigènes dans les prisons australiennes. Se débarrasser des gens en les mettant en prison est notamment un moyen de ne pas avoir à affronter le problème de l'immigration en Europe. L'immigration, bien évidemment, est le produit de tous les changements économiques survenus à l'échelle mondiale – l'avènement d'un capitalisme mondial, et les transformations structurelles de l'économie des pays du Sud qui obligent leur population à s'exiler pour survivre. À de nombreux égards, la prison fonctionne comme une institution qui conforte l'impuissance de l'État et son refus de s'attaquer aux problèmes sociaux majeurs.

Pour en revenir au mouvement anti-carcéral, qui vise à instaurer une société meilleure : il ne s'agit pas seulement de supprimer les prisons, cela va bien au-delà ?

Il s'agit d'abolir les prisons. Le mouvement anti-carcéral revendique l'héritage de la pensée de W. E. B. Du Bois, qui a écrit sur l'abolition de l'esclavage. Du Bois a souligné que la fin de l'esclavage n'allait pas résoudre à elle seule les multiples problèmes engendrés par l'institution de l'esclavage. On peut retirer les chaînes, mais si on ne développe pas les institutions qui permettront d'intégrer les ancien·nes esclaves à une société démocratique, l'esclavage ne sera pas réellement aboli. D'une certaine manière, l'idée que nous défendons, c'est que le combat pour l'abolition de la prison se situe dans le prolongement de la lutte pour l'abolition de l'esclavage au XIX^e^ siècle. Le combat pour une démocratie sans prisons a ainsi pour ambition de créer les institutions qui permettront l'avènement d'une société réellement démocratique.

Qu'en est-il des personnes en détention ? Pouvez-vous nous dire à quel niveau se situe votre action et la façon dont la population carcérale lutte aujourd'hui ?

En matière de lutte pour la justice sociale, on va toujours à l'encontre de ses objectifs si on ne considère pas les personnes autour desquelles se

cristallise notre combat comme des partenaires à part entière. Par conséquent, et c'est là un problème inhérent à tous les mouvements de transformation sociale, si vous envisagez uniquement les personnes incarcérées comme des personnes qui ont besoin d'être soutenues et aidées, vous allez à l'encontre de l'objectif poursuivi par la mobilisation anti-carcérale : vous les considérez comme des personnes inférieures tout en prétendant défendre leurs droits.

Le mouvement pour l'abolition des prisons en a fait l'expérience : sans la participation effective des personnes en détention, il ne peut y avoir de mobilisation en leur faveur. C'est un fait. Un grand nombre de prisonniers et de prisonnières ont contribué à nous faire prendre conscience de cette nécessité : le complexe industrialo-carcéral doit être aboli. Il n'est pas toujours facile de faire en sorte que les personnes incarcérées participent, mais sans leur participation – et si on ne les considère pas sur un pied d'égalité –, nous sommes condamné·es à échouer.

Il faut nous donner les moyens de cette participation. Je peux vous donner quelques exemples. En détention, il est possible de passer des appels en PCV. Ce n'est pas très difficile techniquement de bricoler un appareil d'amplification sur un téléphone et de faire intervenir un ou une prisonnière dans des débats publics. J'ai organisé ainsi un meeting de solidarité en faveur de Mumia

Abu-Jamal. J'étais sur scène avec un téléphone. Mumia a appelé et il a pu s'adresser au public.

Je collabore par ailleurs avec une organisation qui agit au sein d'une prison pour femmes en Australie, Sisters Inside, dirigée par Debbie Kilroy. À chaque fois que je vais là-bas, et je dois d'ailleurs m'y rendre très bientôt, nous faisons une visite à la prison, parce qu'une bonne partie des responsables de cette association y sont incarcérées. C'est tellement facile d'en faire l'impasse, de réfléchir à la prison et aux personnes incarcérées de manière abstraite. Si vous voulez véritablement développer une relation d'égalité avec les détenu·es, vous devez tout faire pour établir des liens avec eux et elles. Il faut se donner les moyens de garder le contact avec ceux et celles qui sont derrière les barreaux, et leur permettre de faire entendre leur voix.

Il faut donc redoubler d'efforts. Mais comment s'y prend-on ? Comment fait-on pour rallier les hommes à la lutte pour l'émancipation des femmes, et pour rallier les Blancs à la lutte contre le racisme et pour l'émancipation des personnes non blanches ?

Nous devons sortir d'une approche identitaire trop étroite si nous voulons encourager les franges progressistes à accepter tous ces combats comme les leurs. Pour ce qui est des luttes féministes, c'est aux hommes qu'il revient principalement de faire

des efforts. Je vois le féminisme non pas comme un courant de pensée fondé sur notre corps sexué, mais plutôt comme une approche théorique, une façon de conceptualiser les choses, une méthodologie qui permet d'orienter stratégiquement nos luttes. Ce qui veut dire que le féminisme n'appartient à personne en particulier. Le féminisme n'est pas monolithique. En tant qu'enseignante, je constate d'ailleurs que les hommes se spécialisent de plus en plus dans les études féministes, ce qui me paraît constituer une évolution positive.

Au sein du mouvement anti-carcéral, je constate que de nombreux jeunes hommes adoptent une perspective féministe. Mais comment garantir que cette évolution va se confirmer ? Il faut évidemment y travailler. Aussi bien les hommes que les femmes – et les personnes trans – doivent agir dans ce sens. Je ne pense pas pour autant que les femmes doivent inviter les hommes à participer à leurs combats. Il s'agit plutôt d'encourager une certaine prise de conscience afin que les hommes les plus progressistes sachent qu'il est de leur responsabilité de rallier d'autres hommes à la cause féministe. Les hommes peuvent parfois convaincre d'autres hommes plus efficacement. Il est important que ceux que nous voudrions associer à nos luttes puissent avoir des modèles. Qu'est-ce que cela signifie de s'inscrire en tant qu'homme dans la lutte féministe ? À l'occasion d'une conférence que j'ai donnée dans le cadre

du Black History Month à l'université du Sud de l'Illinois, à Carbondale, j'ai rencontré un groupe de jeunes gens membres d'une association qu'ils appellent Alternative Masculinities (« Masculinités alternatives ») qui m'ont beaucoup impressionnée. Ils collaborent avec un centre pour femmes, où ils ont été formés à répondre aux appels de femmes victimes de viol. Ils sont véritablement engagés dans un militantisme qu'on suppose généralement réservé aux femmes. Cela m'a remémoré l'existence, dans les années 1970, d'un petit nombre d'associations masculines qui luttaient contre le viol et les violences conjugales – Men against Rape, Black Men against Rape, Against Domestic Violence. Je me rappelle avoir pensé à l'époque que ce n'était plus qu'une question de temps avant que ces luttes ne trouvent un écho beaucoup plus large chez les hommes, mais ça ne s'est jamais vraiment réalisé. Au fond, ces jeunes d'Alternative Masculinities devraient constituer la norme aujourd'hui.

Cependant, cela ne se fait pas tout seul. Les changements ne se produisent pas automatiquement. Il est nécessaire de prendre des initiatives qui vont directement dans ce sens.

Parlons maintenant de la peine de mort. Y a-t-il réellement une chance de la voir disparaître dans tous les États-Unis ?

Certains signes laissent heureusement penser qu'il pourrait être possible d'abolir la peine de mort à New York, par exemple. Toutefois, on a déjà eu l'impression, dans le passé, que certains États étaient sur le point de prendre cette décision, et cela n'a finalement débouché sur rien. Même si personne n'est exécuté, la peine capitale reste inscrite dans la loi. Au moment de l'exécution de Troy Davis, le 21 septembre 2011, il y a eu une immense mobilisation internationale. Les gens étaient convaincus que l'État de Géorgie allait revenir sur sa décision. Pourtant, l'exécution a bien eu lieu. Je ne sais pas si nous parviendrons jamais à abolir la peine de mort sans un véritable mouvement populaire. Et procéder État par État risque de prendre beaucoup trop de temps.

Pour autant, je crois qu'il y a toujours un moment où la conjoncture est telle qu'elle ouvre de nouveaux possibles. Ça a par exemple été le cas du formidable mouvement Occupy Wall Street. Je pense d'ailleurs que si nous nous étions organisés auparavant, nous aurions pu réellement profiter de cette occasion pour construire et structurer un mouvement populaire – autour de partis politiques ou pas –, et nous aurions aujourd'hui un mouvement anticapitaliste beaucoup plus puissant. Je pense que cet épisode a été important parce qu'il a permis de développer une réelle critique du capitalisme qui n'avait jamais été popularisée auparavant. Aujourd'hui, tout le monde sait de

quoi on parle quand on évoque « les 99 % » et « le 1 % » – cela fait partie du vocabulaire courant.

En changeant de discours, on change donc de perspective...

Oui. Il faut parfois nous atteler à la tâche quand bien même aucune lueur à l'horizon ne laisse espérer quoi que ce soit.

Ce travail de fond nécessite un engagement de tous les jours...

Le mouvement anti-carcéral inclut dans son programme des revendications en faveur de l'abolition de la peine de mort. Il nous faut susciter une lutte plus large contre la peine capitale. Dans le cas de Mumia, cela a fonctionné à petite échelle, puisqu'il a pu échapper au couloir de la mort. Mais cela aurait dû nous servir de tremplin pour d'autres revendications comme sa totale libération, l'abolition de la peine de mort et, bien évidemment, l'abolition des prisons. La peine capitale demeure un enjeu central. Nous devons être capables de faire comprendre au plus grand nombre comment la peine de mort, comme nombre d'autres institutions, est liée au racisme structurel et nous renvoie à des images de la période esclavagiste. On ne peut pas comprendre pourquoi la peine de mort continue d'exister aux États-Unis sans

nous pencher sur l'histoire de l'esclavage. C'est encore une fois l'un des principaux enjeux auxquels nous sommes confronté·es aujourd'hui, et nous ne réussirons à faire disparaître la peine de mort qu'à la faveur d'un réel mouvement de masse et d'une mobilisation internationale.

III. Le complexe industrialo-carcéral

Discours prononcé à l'université SOAS (School of Oriental and African Studies), à Londres, le 13 décembre 2013.

Lorsque cette rencontre pour le boycott de la multinationale de sécurité G4S a été organisée, nous ignorions qu'elle allait coïncider avec la mort de Nelson Mandela et la série d'hommages qui lui ont été rendus.

Pour moi, l'héritage de Mandela est indissociable des luttes qui ont conduit à la victoire dont sa libération fut le symbole, et de la mobilisation à partir de laquelle l'apartheid sud-africain a pu être aboli. Pour être fidèle à l'esprit de Mandela, qui a toujours insisté sur le caractère collectif du combat qui était le sien, il convient d'évoquer le nom de quelques-un·es de ses camarades qui ont joué un rôle essentiel dans l'élimination de l'apartheid. Ainsi je me souviens de Ruth First et de Joe Slovo, de Walter et Albertina Sisulu, de Govan Mbeki, d'Oliver Tambo, de Chris Hani et de tant d'autres qui ne sont plus aujourd'hui parmi nous.

Bien que ce déferlement unanime de louanges envers Nelson Mandela soit très émouvant, il me paraît important de s'interroger sur le sens de cette consécration. Je sais que Mandela lui-même, qui se considérait comme un individu ordinaire,

aurait tenu à ne pas être sacralisé de la sorte, et aurait exigé que l'on donne à ses camarades de lutte toute la place qu'ils et elles méritaient. Il n'en reste pas moins que Mandela était hors du commun mais, en tant qu'individu, il était d'autant plus remarquable qu'il s'insurgeait contre la personnification qui le mettait en avant au détriment de ceux et celles qui luttaient à ses côtés. Et c'est précisément ça qui le différenciait profondément des autres, c'était précisément ce refus critique de souscrire à l'individualisme qui correspond à une composante idéologique si fondamentale du néolibéralisme.

J'aimerais donc profiter de cette occasion pour remercier tous ceux et toutes celles – et notamment les membres, en exil à l'époque, de l'ANC et du Parti communiste sud-africain – qui se sont attaché·es à construire ici même, au Royaume-Uni, un mouvement anti-apartheid exemplaire et efficace. Dans les années 1970 et 1980, je me suis rendue à de nombreuses reprises au Royaume-Uni pour participer à des manifestations anti-apartheid : je remercie les femmes et les hommes qui en ont été à l'initiative et je les félicite pour leur engagement en faveur de la liberté aussi indéfectible que celui de Nelson Mandela. Le fait d'avoir participé à ces manifestations a joué un rôle aussi déterminant dans ma formation politique que les mouvements de solidarité qui m'ont sauvé la vie.

Alors que je pleure aujourd'hui la disparition

de Nelson Mandela, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à tous ceux et toutes celles qui ont maintenu vivant le combat contre l'apartheid durant tant de décennies – toutes ces décennies qui ont été nécessaires pour enfin débarrasser le monde du racisme et de la répression liés au système de l'apartheid. Permettez-moi de saluer au passage l'esprit de la Constitution sud-africaine et son rejet explicite du racisme et de l'antisémitisme aussi bien que du sexisme et de l'homophobie.

Une fois de plus, je me joins à vous dans le cadre d'une campagne contre un autre régime d'apartheid, cette fois en solidarité avec les luttes du peuple palestinien. Car comme l'a dit Nelson Mandela, « nous ne savons que trop bien que notre liberté est incomplète sans celle des Palestiniens ».

L'émergence politique de Mandela s'est produite dans le contexte particulier d'un internationalisme qui nous incitait alors à établir des liens entre les différentes luttes d'émancipation : entre les luttes noires du sud des États-Unis, notamment, et les mouvements de libération africains – dirigés par l'ANC en Afrique du Sud et le MPLA en Angola, la SWAPO en Namibie, le FRELIMO au Mozambique et le PAIGC en Guinée-Bissau et au Cap-Vert. Ces solidarités internationales ne se limitèrent pas aux populations afro-descendantes, mais s'exprimèrent également à l'égard des luttes d'émancipation asiatiques et latino-américaines, comme en témoigne la solidarité avec la

révolution cubaine et contre l'agression militaire américaine au Vietnam.

Un demi-siècle plus tard, indépendamment de la façon, bonne ou mauvaise, dont ces luttes se sont terminées, nous sommes tributaires de ces mouvements de solidarité : sources d'espoir et d'inspiration, ils ont contribué à penser concrètement les conditions pour avancer.

Nous avons aujourd'hui la responsabilité d'aider nos sœurs et nos frères de Palestine dans leur combat contre l'apartheid israélien. Leurs luttes comptent de nombreuses similitudes avec celles contre l'apartheid sud-africain, l'une des analogies les plus frappantes étant la condamnation idéologique qui frappe leur lutte de libération qu'on fait passer pour du terrorisme. À ce propos, j'ai appris que nous disposons désormais des preuves indiquant la collaboration historique entre la CIA et le gouvernement d'apartheid sud-africain, et que c'est semble-t-il un agent de la CIA qui, en 1962, a fourni aux autorités sud-africaines les informations nécessaires pour localiser Nelson Mandela, conduisant ainsi directement à sa capture et à son emprisonnement.

J'ajouterai qu'il a fallu attendre 2008 pour que le nom de Mandela soit retiré de la liste des terroristes aux États-Unis. George W. Bush a en effet signé un décret le rayant enfin de cette liste, avec d'autres membres de l'ANC. Cela signifie que quand Mandela s'est rendu aux États-Unis

après sa libération en 1990 et quand, plus tard, il y a séjourné en tant que président d'Afrique du Sud, il figurait toujours sur cette liste noire et son interdiction de séjour aux États-Unis a dû alors être à chaque fois levée pour l'occasion.

Ce que j'aimerais que vous compreniez, c'est que pendant très longtemps, Mandela et ses camarades ont partagé le même statut que nombre de dirigeant·es et de militant·es palestinien·nes aujourd'hui. Et de la même manière que les États-Unis ont explicitement collaboré avec le gouvernement d'apartheid sud-africain, ils continuent à soutenir l'occupation israélienne de la Palestine, sous la forme d'une aide militaire qui s'élève aujourd'hui à plus de 8,5 millions de dollars par jour. Nous devons faire savoir à l'administration Obama que le monde entier sait combien les États-Unis sont impliqués dans l'occupation de la Palestine.

C'est pour moi un honneur de participer à cette rencontre, tout particulièrement en tant que membre du Comité international des détenu·es politiques qui vient de se constituer au Cap – et qui réclame la libération des prisonniers et prisonnières politiques palestinien·nes –, et du Tribunal Russell pour la Palestine. Je voudrais, à cette occasion, remercier War on Want d'avoir mis sur pied cette conférence et tou·tes les étudiant·es, enseignant·es et employé·es progressistes de l'université SOAS de nous avoir permis d'être ici ce soir.

Cette conférence a pour objet la nécessité d'élargir le mouvement BDS – le mouvement « boycott, désinvestissement, sanctions » réclamé par la société civile palestinienne –, qui a été conçu sur le modèle efficace du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud. Même si ce boycott cible de nombreuses sociétés transnationales – comme Veolia, mais aussi, et la liste est loin d'être exhaustive, Sodastream, Ahava, Caterpillar, Boeing et Hewlett Packard –, nous nous concentrerons ici sur la société G4S.

Cette société joue un rôle en effet déterminant parce qu'elle participe directement et ouvertement au maintien et à la reproduction de l'appareil répressif en Palestine – à savoir les prisons, les checkpoints et le mur de l'apartheid, pour ne citer que quelques exemples. G4S est symptomatique de la place prépondérante de ce que l'on appelle la « sécurité » en régime néolibéral, et des idéologies sécuritaires qui encouragent non seulement la privatisation de la sécurité mais aussi la privatisation des prisons, de la guerre, de la santé et de l'éducation.

G4S est responsable des violences infligées aux prisonniers et prisonnières politiques en Israël. Par le biais de l'organisation Addameer, dirigée par Sahar Francis, nous disposons aujourd'hui d'informations terrifiantes sur le système de torture et d'emprisonnement auquel sont confrontés tant de Palestinien·nes, mais nous sommes également

informé·es de leurs grèves de la faim et des autres formes de résistance qui se mettent aujourd'hui en place.

G4S est la troisième plus grande société privée au monde. Sur son site Internet, elle se vante de pouvoir assurer la protection d'un large éventail « de personnes et de biens » : il s'agit autant de « garantir un voyage agréable et sécurisé dans les ports et aéroports du monde entier » aux stars du rock et du sport, que « d'assurer la détention et l'escorte de personnes qui ne sont pas légalement autorisées à demeurer dans un pays ».

« De bien plus de façons que vous ne pouvez l'imaginer, peut-on lire sur ce site, G4S sécurise votre monde. » Peut-être devrions-nous ajouter : de bien plus de façons que nous ne pouvons l'imaginer, G4S s'est insinuée dans nos vies sous prétexte de sécurité et de sûreté de l'État : cela va des méthodes d'incarcération politique et de torture que subissent les Palestinien·nes aux technologies racistes de séparation et d'apartheid ; du mur en Israël à celui qui longe la frontière américano-mexicaine, jusqu'à l'organisation carcérale de certaines écoles aux États-Unis. G4S-Israël a notamment fourni à la prison HaSharon, qui compte des enfants parmi ses détenus, et à la prison Damun, où sont incarcérées des femmes, des technologies de contrôle sophistiquées.

C'est contre ce dispositif que nous devons nous atteler à considérer l'ampleur de l'implication de

G4S dans le complexe industrialo-carcéral mondial. Non seulement la société G4S possède et exploite des prisons privées dans le monde entier, mais elle contribue également à brouiller les frontières entre l'école et la prison. Aux États-Unis, les écoles destinées aux communautés non blanches les plus démunies sont tellement insérées dans le système sécuritaire qu'on a parfois du mal à faire la distinction entre les établissements scolaires et les prisons. Les écoles ressemblent de fait à des prisons : elles utilisent les mêmes technologies de détection et elles ont parfois recours aux mêmes agents des forces de l'ordre. Aux États-Unis, la surveillance de certaines écoles primaires est assurée par des policiers armés. Et une tendance récente, dans les secteurs scolaires qui n'ont pas les moyens de se payer des sociétés de sécurité comme G4S, consiste à armer les enseignants. On leur propose même des exercices de tir. Je vous assure que ce n'est pas une blague.

G4S est directement impliquée dans le fonctionnement de certaines écoles. Un site Internet intitulé « Great Schools » contient des informations sur la Central Pasco Girls Academy en Floride, qui est présentée comme une petite école publique alternative. Si vous jetez un coup d'œil à la page « Youth Services Facilities » (« établissements pour la jeunesse ») du site de G4S, vous découvrirez la mention suivante : « La Central Pasco Girls Academy accueille des jeunes filles à risque

modéré, âgées de 13 à 18 ans, considérées comme nécessitant des soins de santé mentale intensifs. » G4S indique qu'ils utilisent dans cette école des « services adaptés aux besoins particuliers des jeunes filles » et qu'ils luttent notamment contre les abus sexuels et la toxicomanie. Cela pourrait paraître relativement inoffensif, mais c'est en réalité un exemple frappant de la manière dont la sécurité s'est immiscée à l'intérieur même du système éducatif, et dont l'éducation et l'institution carcérale sont aujourd'hui liées et placées sous le signe du profit capitaliste. Cela démontre également que la portée du complexe industrialo-carcéral dépasse de très loin l'univers carcéral.

G4S, qui assure la « sécurité » de nombreux organismes et propose donc, aux États-Unis, des services de rééducation pour jeunes filles « à risque » – tout en gérant le fonctionnement de prisons privées en Europe, en Afrique et en Australie –, fournit également des équipements et des services aux checkpoints israéliens en Cisjordanie – le long du tracé du mur d'apartheid ainsi qu'aux points de passage à partir desquels Gaza est maintenu sous un blocus permanent. G4S fournit également de l'équipement et des services à la police israélienne en Cisjordanie, et assure la sécurité de certaines entreprises et habitations privées dans les colonies israéliennes illégales de la Palestine occupée.

Les sociétés pénitentiaires privées le reconnaissent publiquement : le secteur le plus rentable

du complexe industrialo-carcéral est la détention et l'expulsion de migrants. Aux États-Unis, G4S assure le transport des personnes expulsées vers le Mexique, se rendant ainsi complice des pratiques états-uniennes de plus en plus répressives en matière d'immigration. Mais c'est ici, au Royaume-Uni, qu'a eu lieu l'affaire la plus scandaleuse liée à l'expulsion d'un sans-papiers.

Lors de mon dernier séjour à Londres, au mois d'octobre, à l'occasion d'une conférence au Birkbeck College, j'ai pu rencontrer Deborah Coles, la codirectrice de l'association Inquest : elle m'a détaillé le cas de Jimmy Mubenga qui a été tué par des employés de G4S au cours de son expulsion du Royaume-Uni vers l'Angola. À bord d'un avion de la British Airways, les mains menottées derrière le dos, Mubenga a été poussé de force contre le siège qui était devant lui par les agents de sécurité de G4S qui lui ont fait, pour empêcher ses cris d'être entendus dans l'avion, ce qu'ils appellent un « tapis de karaoké » (*carpet karoke*). Ce genre de méthode, bien qu'interdite par la loi, est assez stupéfiant : la personne détenue est contrainte de « crier dans le tapis » – ou, dans le cas de Mubenga, dans le siège rembourré devant lui –, ce qui étouffe ses protestations et les rend inintelligibles. Jimmy Mubenga a été maintenu dans cette position pendant quarante minutes, et personne n'est intervenu. Lorsqu'on a finalement tenté de le secourir, il était mort.

Ce traitement scandaleux des personnes sans-papiers, au Royaume-Uni aussi bien qu'aux États-Unis, nous oblige à faire un parallèle avec les Palestinien·nes désormais déclaré·es en situation irrégulière sur leurs terres ancestrales. Je dis bien : sur leurs propres terres. Et ce sont des sociétés comme G4S qui fournissent les moyens techniques pour opérer cette tragique farce.

Comme dit précédemment, G4S est impliquée dans la gestion de prisons privées partout dans le monde. Le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) s'est récemment exprimé contre cette société qui gère notamment le centre correctionnel de Mangaung dans la province de l'État-Libre, dénonçant le licenciement de quelque trois cents membres du syndicat de la police pour fait de grève. Selon la déclaration du COSATU :

« La manière de procéder de G4S est révélatrice de deux des aspects les plus inquiétants du néolibéralisme et de l'apartheid israélien : l'idéologie de la "sécurité" et la privatisation croissante de secteurs traditionnellement gérés par l'État. La sécurité, dans ce contexte, ne veut pas dire la sécurité pour tous. Quand on se réfère aux principaux clients de G4S Security (des banques, des gouvernements, des grandes compagnies, etc.), il devient évident que quand cette société dit "sécuriser notre monde", comme l'affirme son slogan, elle se réfère à un monde où règnent l'exploitation, la répression, l'occupation et le racisme. »

Quand, il y a deux ans, je me suis rendue en Palestine avec une délégation de féministes indigènes (*indigenous and women-of-color*), universitaires et militantes, la plupart d'entre elles visitaient la Palestine pour la première fois. Nous étions pour la plupart d'entre nous impliquées depuis des années dans des actions de solidarité avec la Palestine, mais nous avons toutes été profondément choquées de découvrir le caractère éhonté et la virulence de la répression liée aux colonies de peuplement israéliennes. L'armée israélienne n'a fait aucun effort pour dissimuler ou même atténuer la réalité de la violence infligée à la population palestinienne. Les militaires armés, hommes ou femmes – certains même extrêmement jeunes –, quadrillaient les environs de toute part. Le mur, le béton et les barbelés omniprésents nous donnaient l'impression d'être en prison. Avant même d'être proprement arrêté·es, les Palestinien·nes sont déjà enfermé·es dans une prison : il leur suffit ensuite d'un faux pas pour être interpellé·es et jeté·es dans une cellule, passant ainsi d'une prison à ciel ouvert à une prison fermée.

G4S incarne cet univers carcéral si manifeste en Palestine mais qui caractérise également de plus en plus l'engouement des multinationales, motivées par le profit, pour l'incarcération de masse aux États-Unis comme partout dans le monde.

On compte chaque jour aux États-Unis près de 2,5 millions de personnes enfermées dans les

prisons fédérales et les prisons d'État, dans les prisons militaires ainsi que dans les prisons des Territoires indiens et les centres de détention pour migrants. Il s'agit d'un recensement quotidien, qui ne reflète donc pas le nombre de personnes qui passent chaque semaine, chaque mois ou chaque année à travers le système carcéral. La majorité des personnes incarcérées sont non blanches. Et le groupe qui augmente le plus vite est celui des femmes – des femmes non blanches. Nombre de personnes incarcérées sont queers ou trans. Dans les faits, les personnes trans non blanches constituent la catégorie la plus susceptible d'être arrêtée et mise en prison. Le racisme alimente ainsi le maintien, la reproduction et l'expansion du complexe industrialo-carcéral.

Ainsi, quand nous disons qu'il faut abolir le complexe industrialo-carcéral, nous devons dire aussi qu'il faut mettre fin à l'apartheid et à l'occupation de la Palestine !

Aux États-Unis, quand on évoque – tout particulièrement devant un auditoire majoritairement composé de Noir·es – la ségrégation en Palestine occupée, qui reproduit si fidèlement l'apartheid historique engendré par le racisme dans le sud des États-Unis, les gens réagissent souvent en disant : « Mais pourquoi personne ne nous a-t-il jamais parlé de tout cela avant ? Pourquoi personne ne nous a-t-il parlé des autoroutes séparées qui permettent de rejoindre les différentes colonies, ou

des panneaux en hébreu qui organisent la ségrégation des piétons (lesquels ne sont pas tellement différents des panneaux associés aux lois Jim Crow dans le sud des États-Unis) ? Pourquoi personne ne nous en a-t-il jamais parlé avant ? »

De même que nous avons dit « plus jamais ça » à propos du fascisme qui a engendré l'Holocauste, nous devons dire « plus jamais ça » à propos de l'apartheid en Afrique du Sud et dans le sud des États-Unis. Ce qui implique, en première comme en dernière instance, d'étendre et d'approfondir notre solidarité envers le peuple palestinien. Solidaires quel que soit le genre ou l'orientation sexuelle. À l'intérieur comme à l'extérieur des murs de prison. À l'intérieur comme à l'extérieur du mur d'apartheid.

Boycott de G4S ! Soutien à BDS !

Pour une Palestine libre !

Merci.

IV. Ruptures et continuités

Discours au Birkbeck College de Londres, le 25 octobre 2013.

Ils disent que la liberté est une lutte sans trêve.
Ils disent que la liberté est une lutte sans trêve.
Ils disent que la liberté est une lutte sans trêve.
Ô Seigneur, nous avons lutté
depuis si longtemps.
Nous devons être libres, nous le devons.

Ces paroles, qui me serviront d'introduction, sont tirées d'un chant de libération souvent entonné dans le sud des États-Unis à l'époque du mouvement de libération. Les autres couplets évoquent les larmes, la douleur, le deuil et la mort : « Ils disent que la liberté est une agonie sans fin / Nous agonisons depuis si longtemps / Nous devons être libres. »

La dernière phrase de chaque couplet me touche particulièrement par son ironie sous-jacente : « Nous luttons depuis si longtemps / Nous pleurons depuis si longtemps / Nous souffrons depuis si longtemps / Nous nous lamentons depuis si longtemps / Nous agonisons depuis si longtemps / Nous devons être libres, nous devons

être libres. » Il y a tout à la fois de la résignation et de l'espérance dans ces paroles ; elles sont autant dénonciatrices qu'inspirantes : Nous devons être libres, nous devons être libres. Mais sommes-nous réellement libres ?

En 2007, j'ai été invitée par la baronne Lola Young à participer ici même, à Londres, à un débat organisé à l'occasion du bicentenaire de l'abolition de l'esclavage au Royaume-Uni. J'ai malheureusement dû me décommander à la dernière minute parce que ma mère est décédée le jour où j'étais censée partir pour Londres. Le hasard fait que cette année est également une année d'anniversaires importants : de nombreuses célébrations, aux États-Unis, commémorent l'histoire des luttes de libération noires. On m'a ainsi demandé de m'exprimer sur le sens de la liberté à l'occasion du 150e anniversaire de la Proclamation d'émancipation et du 50e anniversaire d'une série d'événements qui ont marqué au XXe siècle le mouvement de libération africain-américain.

J'aimerais donc commencer par évoquer quelques-uns des événements célébrés par ce 50e anniversaire. C'est tout d'abord le 50e anniversaire de la « Lettre de la geôle de Birmingham », dans laquelle Martin Luther King se justifie d'avoir organisé une action non-violente de désobéissance civile à Birmingham, où il était accusé d'être un agitateur venu de l'extérieur : « Je suis conscient, écrit-il, que nous sommes pris dans un

réseau de relations mutuelles. Je ne peux pas rester assis sans rien faire à Atlanta et ne pas me sentir concerné par ce qui se passe à Birmingham. Toute injustice, où qu'elle se produise, est une menace pour la justice partout ailleurs. »

Vous connaissez très certainement cette citation : « Nous sommes pris dans un réseau de relations mutuelles auquel nous ne pouvons échapper ; notre destinée commune est un vêtement sans couture. Ce qui affecte directement l'un de nous, nous affecte tous indirectement. »

Il continue ensuite par une évocation de l'Histoire : « Pendant plus de deux siècles, écrit-il, nos ancêtres ont travaillé dans ce pays sans être payés. Ils ont fait le coton roi. Ils ont construit les demeures de leurs maîtres tout en subissant injustices, brutalités et humiliations. Et pourtant, grâce à leur vitalité inépuisable, ils ont continué à croître et à se multiplier. Si les cruautés indescriptibles de l'esclavage ne sont pas parvenues à nous arrêter, l'opposition à laquelle nous faisons face aujourd'hui sera vaine. »

Nous célébrons également cette année le 50e anniversaire de la « croisade des enfants » de Birmingham. Tout le monde ne sait pas forcément que le succès de la campagne de Birmingham a été possible parce qu'un grand nombre d'écoliers – filles et garçons – ont affronté, au début du mois de mai 1963, les chiens policiers et les canons à eau de la police. Les images télévisées de leurs

manifestations – la télévision, soit dit en passant, en était encore à ses balbutiements et ce fut donc véritablement la première fois que les gens, en dehors du sud des États-Unis, étaient témoins de ces manifestations – ont révélé au monde entier la détermination avec laquelle les Noir·es poursuivaient leur lutte de libération.

1963 fut également l'année de la Marche sur Washington – la Marche sur Washington pour le travail et la liberté –, à laquelle participèrent quelque 250 000 personnes. Ce fut à l'époque le plus grand rassemblement jamais organisé à Washington.

Au mois d'août dernier, deux marches commémoratives ont eu lieu dans cette ville, l'une accompagnée d'un discours des présidents Clinton et Obama, et l'autre d'un discours des leaders actuels du mouvement des droits civiques, dont je vous épargnerai la liste détaillée.

Toute une série de manifestations ont marqué ce 50e anniversaire. Je crois me souvenir qu'une première marche a été organisée le 24 août, et une autre le 28 – ce qui a entraîné une certaine confusion, les gens ne sachant pas à quelle marche participer. Le mois dernier, d'autres célébrations ont été organisées à Birmingham, en Alabama, qui comme vous le savez certainement est la ville où je suis née et où j'ai grandi.

Ces cérémonies célébraient le 50e anniversaire de l'attentat à la bombe de l'église baptiste de la

16e Rue, dont quatre jeunes filles furent les victimes. Le point culminant des commémorations fut la remise de la plus haute distinction civile, la Médaille d'or du Congrès, aux familles des quatre jeunes filles tuées dans l'attentat. Il faut savoir cependant que la sœur de l'une des victimes, Sarah Collins (la sœur d'Addie Mae Collins), qui survécut à l'attentat mais perdit un œil et fut grièvement blessée, n'a à ce jour reçu aucune aide publique pour ses frais médicaux.

Je crains malheureusement qu'un grand nombre de ces commémorations n'équivaillent à refermer une parenthèse historique. Les événements qu'elles célèbrent sont présentés comme les moments marquants de l'Histoire ayant conduit au triomphe final de la démocratie – démocratie qui peut maintenant être érigée en modèle devant le monde entier, et sert même à justifier certaines incursions militaires. Celles-ci, au nom de la soi-disant « guerre contre le terrorisme », incluent un recours croissant aux drones, et se traduisent par la mort d'un grand nombre de civil·es, comme ce fut le cas en particulier au Pakistan.

Mais tout en critiquant le gouvernement actuel pour son utilisation des drones armés, il me faut saluer le discours d'Obama à l'occasion du 50e anniversaire de la Marche sur Washington. Dans ce discours, il s'est efforcé de présenter les luttes d'émancipation comme inachevées, et de se concentrer sur les continuités avec le passé plutôt

que sur les ruptures. Mais comme le dit le vieil adage : les actes parlent plus fort que les mots.

Nul ne peut nier que la culture de masse à l'échelle mondiale est aujourd'hui imprégnée de références au mouvement de libération noir. Martin Luther King est une des figures historiques les plus connues. Aux États-Unis, plus de 900 rues – réparties entre 40 États, Washington DC et Porto Rico – portent son nom. Certains géographes qui ont étudié ce phénomène ont estimé que ce nom avait été choisi pour détourner l'attention de problèmes sociaux tels que le manque d'éducation, de logements et de travail, et des stratégies carcérales qui sont mises en place pour masquer la persistance de ces problèmes.

Il y a plus de 900 rues « Martin Luther King », mais il y a en même temps quelque 2,5 millions de personnes détenues dans les prisons américaines – prisons fédérales et prisons d'État, établissements pénitentiaires pour jeunes, prisons militaires et établissements carcéraux des Territoires indiens. Ces détenu·es constituent 25 % de la population incarcérée dans le monde – à titre de comparaison, la population américaine représente 5 % de l'ensemble de la population mondiale –; 25 % de la population carcérale mondiale sert ainsi à alimenter un vaste complexe industrialo-carcéral à l'échelle mondiale qui tire profit des stratégies conçues pour dissimuler des problèmes sociaux qui n'ont pas été réglés depuis l'époque de l'esclavage.

En outre, les violences racistes engendrées par la police comme par les milices privées (*vigilante*) – atteignent aujourd'hui un paroxysme. Pas seulement aux États-Unis d'ailleurs : l'affaire Trayvon Martin trouve un écho, au Royaume-Uni, dans l'affaire Stephen Lawrence par exemple. Les violences islamophobes, également, se nourrissent de récits de violences racistes envers les Noir·es. Si la culture du mouvement de libération noir semble exercer une certaine fascination à travers le monde, son influence reste superficielle et la connaissance de ce mouvement demeure très abstraite.

J'irai même jusqu'à dire que la plupart de ceux qui ont entendu parler de Martin Luther King – et la grande majorité de la population mondiale en a entendu parler – ne savent pratiquement rien de lui à part qu'il a « fait un rêve ». Cela trouve un écho chez beaucoup de gens, car naturellement tout le monde rêve. Son célèbre « I have a dream » est d'ailleurs le plus lu de tous ses discours.

Rares sont ceux et celles en revanche qui connaissent son discours de Riverside sur le Vietnam, et les raisons pour lesquelles il a été amené à reconnaître des convergences et des points de rencontre entre le mouvement de libération noir et les campagnes de protestation contre la guerre du Vietnam. C'est dommage, car tout un pan des luttes d'émancipation du XX^e^ siècle – qui permettrait de développer une analyse plus fine

des espaces-temps des mouvements de libération – échappe de ce fait à notre compréhension.

Les représentations dominantes du mouvement de libération noir se limitent à une série d'événements historiques qui résultent en grande partie du boycott des bus de Montgomery en 1955. Assez curieusement, même si ce n'est qu'après ce boycott que Martin Luther King a commencé à émerger sur le devant de la scène, on considère généralement qu'il était déjà à l'époque le principal leader et porte-parole du mouvement pour les droits civiques.

Même si de nombreux ouvrages, de vulgarisation ou plus académiques, ont été écrits sur le rôle des femmes dans le boycott de 1955, c'est Martin Luther King – pourtant un parfait inconnu quand il a été invité à devenir le porte-parole d'un mouvement déjà bien constitué – qui est resté dans l'Histoire comme la personnalité marquante de cette période.

Je me demande si nous reconnaîtrons jamais véritablement le rôle joué par certaines organisations radicales du début des années 1930-1940 dans cette histoire collective. Je pense par exemple à une organisation connue sous le nom de Southern Negro Youth Congress (Congrès de la jeunesse noire du Sud), qui a été largement effacée de l'histoire officielle parce que nombre de ses dirigeant·es étaient communistes.

Carole Boyce Davies en fait état dans son

formidable livre, *Left of Karl Marx*, qui traite de Claudia Jones, l'une des dirigeantes du Negro Youth Congress (qui réunissait l'American Negro Youth Congress et le Southern Negro Youth Congress). Si j'évoque ici son nom, c'est à cause de son engagement important aux États-Unis, mais aussi parce que suite à ses activités politiques, elle a été arrêtée et finalement déportée au Royaume-Uni, où elle est devenue une figure majeure de la communauté afro-caribéenne organisée.

Comment faire alors pour empêcher que les figures de l'Histoire soient présentées comme des individus extraordinaires – des individus mâles extraordinaires –, et révéler enfin le rôle joué par les femmes, et notamment les employées de maison noires au sein du mouvement de libération ?

Ce n'est pas grâce à l'action des leaders des mouvements de contestation, des Présidents et des législateurs que les régimes marqués par la ségrégation raciale ont été renversés, mais parce que des citoyens et des citoyennes ordinaires se sont mis à porter un regard critique sur leur situation et la manière dont ils la percevaient. Des réalités sociales qui paraissaient jusque-là immuables et infranchissables ont été soudain considérées comme réformables et transformables. Les gens ont appris à imaginer ce que pourrait signifier le fait de vivre dans un monde qui ne serait pas exclusivement gouverné par le principe de la suprématie blanche. Et c'est dans ce contexte de luttes

sociales que cette prise de conscience collective a pu voir le jour.

Orlando Patterson soutient que le concept même de liberté – auquel l'Occident est si attaché, et qui a inspiré tellement de révolutions à travers le monde – a d'abord été imaginé par des esclaves. À l'époque du mouvement de libération noir, au XX^e^ siècle, les personnes dont la situation se rapprochait le plus de celle des esclaves – des esclaves dont elles étaient les descendantes – étaient les employées de maison noires : les femmes qui faisaient le ménage, la cuisine et la lessive dans les foyers blancs.

Il faut savoir que dans les années 1950, environ 90 % des femmes noires étaient employées de maison. Et étant donné qu'en 1955, la majorité des usagers des bus à Montgomery étaient des domestiques noir·es, il n'est pas difficile d'imaginer et de comprendre la répercussion qu'a pu avoir auprès de ces femmes noires employées de maison cette incroyable perspective collective d'un avenir libéré de l'oppression raciale, de genre et de classe.

Même si l'on ignore le nom de toutes ces femmes qui ont refusé de prendre le bus pour se rendre depuis leur quartier misérable vers les quartiers aisés des Blancs, il nous faut rendre hommage à leur victoire collective. Ce boycott n'aurait pas pu réussir sans leur refus de monter dans le bus. Et sans ce refus qui s'est avéré crucial, un personnage

tel que Martin Luther King n'aurait peut-être jamais émergé sur le devant de la scène.

Fannie Lou Hamer – certain·es d'entre vous ont peut-être étudié l'histoire du mouvement des droits civiques aux États-Unis et du mouvement de libération noir, et son nom vous dit dès lors quelque chose – était métayère et employée de maison. Dans les années 1960, elle travaillait comme chronométreuse dans une plantation de coton. Et elle a réussi à s'imposer comme une des dirigeantes du Student Nonviolent Coordinating Committee (Comité de coordination non-violent des étudiants) et du Mississippi Freedom Democratic Party (Parti démocrate de libération du Mississippi). On lui doit ces mots célèbres : « Toute ma vie, j'ai été malade et fatiguée. Maintenant, je suis malade et fatiguée d'être malade et fatiguée. »

En 1964, Fannie Lou Hamer s'est fait remarquer au plan national en exigeant que les membres de son parti, le Mississippi Freedom Democratic Party, qui était un parti racialement intégré, puissent siéger à la Convention nationale démocrate grâce au désistement de quelques sièges normalement attribués à la délégation du Parti démocrate (entièrement composée de Blancs). À bien des égards, elle a ouvert la voie à Obama. Mais c'est une autre histoire…

Pour en revenir à cette année de commémorations diverses : ce n'est pas seulement l'année

du 50e anniversaire des droits civiques, mais aussi celle du 150e anniversaire de la Proclamation d'émancipation. Curieusement, et même si l'on peut d'une certaine manière le regretter, nous n'avons été invités à participer à aucune célébration nationale. Je me souviens pourtant qu'au Royaume-Uni, vous avez eu au moins l'occasion de célébrer le bicentenaire de l'abolition de l'esclavage. Le héros qu'on célèbre ici est William Wilberforce, c'est bien ça ? Vous avez donc eu à contester vous aussi le fait qu'un personnage tel que lui soit emblématique de l'abolition de l'esclavage au Royaume-Uni.

Mais aux États-Unis, il n'y a pas eu de célébration digne de ce nom. Ce qui s'en est peut-être le plus rapproché a été le film *Lincoln*[1], qui en réalité porte essentiellement sur le combat pour faire adopter le XIIIe amendement – le 150e anniversaire de l'adoption de cet amendement aura lieu dans deux ans. L'importance historique de la Proclamation d'émancipation n'est pas tant qu'elle a promulgué l'émancipation des personnes afro-descendantes : ce fut avant tout une stratégie militaire pour gagner la guerre. Néanmoins, pour mieux être en mesure d'en évaluer les réussites et les échecs, il nous faut nous pencher sur la signification de ce moment historique.

---

1. Film de Steven Spielberg sorti en 2012.

À mon avis, si on ne nous a pas demandé, à nous les Noir·es, de réfléchir au rôle joué par la Proclamation d'émancipation, c'est parce que nous risquerions peut-être de réaliser que nous n'avons jamais été réellement émancipé·es. Mais sans aller jusque-là, il nous faut au moins comprendre dans quelle dialectique s'inscrit cette émancipation. Nous vivons encore, en effet, dans le mythe selon lequel les esclaves ont été libéré·es par Lincoln. Ce mythe se perpétue à travers la culture de masse – même à travers un film comme *Lincoln*. Or Lincoln n'a pas libéré les esclaves.

Nous vivons pareillement dans le mythe selon lequel le mouvement pour les droits civique nous a libéré·es de notre statut de citoyen·nes d seconde zone. Les droits civiques, naturellement, constituent un élément essentiel de la liberté qui fut revendiquée à cette époque. Mais leur obtention n'a résolu qu'une partie du problème – et peut-être reviendrons-nous plus tard sur cette question. J'aimerais citer à ce propos un extrait du livre d'Eric Foner, *The Fiery Trial : Abraham Lincoln and American Slavery* :

> La Proclamation d'émancipation est peut-être le plus mal interprété de tous les textes qui ont façonné l'histoire américaine. Contrairement à la légende, Lincoln n'a pas libéré la totalité des quelque 4 millions d'esclaves d'un seul trait de plume. La Proclamation n'a pas eu d'incidence

> sur la situation des esclaves des quatre États frontaliers, puisqu'ils n'étaient pas en rébellion. Certaines régions de la Confédération occupées par l'Union en ont également été exemptées. Au total, quelque 750 000 esclaves sont restés asservis.

La légende communément admise qui veut que ce soit cette Proclamation d'émancipation signée par Abraham Lincoln qui ait mis fin à l'esclavage efface évidemment le rôle qu'ont pu jouer les Noir·es. Toutefois, il y a quand même une chose pour laquelle Lincoln mérite d'être applaudi, c'est qu'il a été suffisamment perspicace pour comprendre que sa seule chance de gagner la guerre de Sécession était d'offrir aux Noir·es une occasion de se battre pour leur propre libération. C'est le sens de la Proclamation d'émancipation.

Mais pour en revenir au film : vous souvenez-vous d'une des premières scènes, celle qui montre une conversation entre deux soldats noirs ? C'est peut-être à mes yeux la scène la plus importante de tout le film. Il faut donc faire attention à ne pas le prendre en cours de route, sous peine de manquer le moment le plus crucial.

À ce propos, je voudrais évoquer W.E.B. Du Bois et le chapitre IV de son livre *Black Reconstruction*, qui montre que la Proclamation d'émancipation a eu pour conséquence une « grève générale ». Voici comment il décrit cette « grève générale »,

en reprenant le vocabulaire du mouvement ouvrier : « Comment la guerre de Sécession s'est traduite par l'émancipation d'esclaves et comment les ouvriers noirs ont gagné la guerre par une grève générale qui leur a permis de cesser leur travail pour le planteur confédéré au profit de l'envahisseur nordiste, dans l'armée duquel les travailleurs ont commencé à être organisés comme une nouvelle main-d'œuvre. »

Du Bois soutient ainsi que c'est grâce au désistement des esclaves qui ont octroyé leur force de travail à l'armée de l'Union que la guerre a pu être gagnée. Et ce qu'il appelle « cette armée de travailleurs en grève » a fini par fournir les 200 000 soldats « dont l'évidente aptitude au combat détermina l'issue de la guerre ». Parmi eux, il y avait également des femmes, comme par exemple Harriet Tubman, qui combattit comme soldate et comme espionne, et dut se battre pendant des années afin de pouvoir bénéficier plus tard d'une pension militaire.

La guerre a été suivie d'une période qui est l'une des plus largement passées sous silence de toute l'histoire des États-Unis : la période de la Reconstruction radicale. Ce fut certainement le moment le plus radical de toute notre histoire, et il est rarement évoqué dans les textes historiques. Nous avons eu à cette époque des représentant·es élu·es noir·es et les ancien·nes esclaves se sont battu·es pour obtenir le droit à l'enseignement

public. Et je précise en passant : ils et elles se sont battus pour une éducation non-marchandisée. En conséquence de quoi les enfants blancs les plus pauvres, ceux et celles qui n'avaient jamais reçu d'instruction, ont pu, dans le sud des États-Unis, accéder à l'éducation. Des lois progressistes remettant en cause le patriarcat furent également votées. C'est un pan de l'histoire encore très largement méconnu.

Pendant cette période, qui s'accompagna d'un développement économique, furent créées ce que nous appelons aujourd'hui les « universités traditionnellement noires[1] ». C'est cependant un temps assez court, qui s'étend de la période consécutive à l'abolition de l'esclavage – que l'on peut situer plus ou moins vers 1865 – jusqu'en 1877, date à laquelle la Reconstruction radicale fut balayée. Elle n'a pas seulement été balayée d'ailleurs, elle a été carrément effacée de notre mémoire. C'est pourquoi dans les années 1960, nous avons été confronté·es à des questions qui auraient dû être résolues dans les années 1860, c'est-à-dire un siècle auparavant.

En fait, le Ku Klux Klan et la ségrégation raciale qui fut si spectaculairement contestée par le mouvement de libération du milieu du XX^e^ siècle ne sont pas directement issus de la période de

1. HBCU en anglais, pour Historically Black Colleges and Universities.

l'esclavage, mais plutôt d'une volonté de contrôler les Noir·es désormais libres, qui auraient sans cela beaucoup plus efficacement réussi à ouvrir la voie à la démocratie pour tous.

On voit donc la dialectique à l'œuvre dans le mouvement de libération noir : il y a d'abord un mouvement d'émancipation, suivi d'une tentative de le circonscrire pour le faire entrer dans un cadre beaucoup plus étroit, celui des droits civiques. Ce qui ne veut pas dire que les droits civiques ne sont pas absolument essentiels, mais que la libération embrasse un domaine beaucoup plus vaste que les droits civiques.

Au fur et à mesure que ce mouvement se développait et prenait de l'ampleur, il s'inspira des luttes d'émancipation qui avaient lieu parallèlement en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Australie, lesquelles en retour s'inspirèrent de lui. Il ne s'agissait pas seulement d'acquérir les droits formels permettant de participer pleinement à la société, mais aussi d'acquérir des droits réels – comme le droit au travail, le droit à la gratuité de l'enseignement et des soins médicaux, le droit à un logement abordable – et de mettre un terme à l'emprise raciste de la police sur les communautés noires.

C'est dans ce contexte que, dans les années 1960, furent créées des organisations comme le Black Panther Party. Je précise en passant qu'il a été fondé en 1966, ce qui signifie que l'on devrait

bientôt célébrer son 50e anniversaire ! Je me demande comment nous allons aborder à cette occasion son programme en dix points. Je vais vous en résumer les principaux aspects, et vous comprendrez pourquoi rien n'est mis en œuvre actuellement pour garantir que le 50e anniversaire du Black Panther Party soit célébré en bonne et due forme.

Un, nous voulons la liberté.

Deux, le plein-emploi.

Trois, la fin du pillage par les capitalistes de la communauté noire opprimée – eh oui, ce programme était anticapitaliste !

Quatre, nous voulons des logements décents, aptes à accueillir des êtres humains.

Cinq, nous voulons une éducation décente pour notre peuple, qui fasse apparaître la véritable nature de la société américaine décadente. Nous voulons une éducation qui nous enseigne notre véritable histoire et notre rôle au sein de la société.

Six – et ce sixième point est particulièrement important quand on voit comment la droite s'évertue aujourd'hui aux États-Unis à vouloir annuler les maigres efforts déployés par l'administration Obama pour fournir une assurance maladie aux plus démuni·es –, nous voulons l'accès gratuit aux soins médicaux pour tous les Noir·es et pour tous les opprimé·es.

Sept, nous voulons la cessation immédiate des brutalités policières et des assassinats de Noir·es et de tous les opprimé·es aux États-Unis.

Huit, nous voulons la cessation immédiate de toutes les guerres d'agression – vous voyez comment tout ceci résonne avec l'actualité !

Neuf, nous voulons la liberté pour tous les Noir·es et tous les opprimé·es détenu·es aujourd'hui dans les établissements pénitentiaires fédéraux, d'État, de comté et municipaux, et dans les prisons militaires. Nous voulons, conformément aux lois de ce pays, le droit pour toute personne accusée de prétendus crimes d'être jugée par un jury composé de ses pair·es.

Dix, nous voulons des terres, du pain, des logements, une éducation, de quoi nous vêtir, la justice, la paix et un contrôle communautaire de la technologie moderne.

Ce qui est très intéressant, dans ce manifeste, c'est qu'il reprend les objectifs abolitionnistes du XIX^e^ siècle : les abolitionnistes les plus progressistes ont effectivement compris, à l'époque, qu'on ne pouvait pas mettre fin à l'esclavage uniquement de manière négative – en le rendant illégal –, mais qu'il fallait créer des institutions pour intégrer les ancien·nes esclaves à une nouvelle société démocratique.

Il y a donc là une véritable continuité : le Black Panther Party a été fondé en 1966, son programme récapitule les idées avancées par les abolitionnistes

au XIX^e siècle, et au XXI^e siècle il continue d'avoir un écho dans les mouvements pour l'abolition des prisons.

Certains d'entre vous ont peut-être entendu parler d'Herman Wallace. C'était un ancien membre des Black Panthers connu, dans les cercles engagés dans les campagnes de libération des prisonniers politiques, comme l'un des « Trois d'Angola[1] ». Herman Wallace a été libéré ce mois-ci, le 1^er octobre, après avoir passé quarante et un ans dans une cellule d'isolement, et il est mort le 4 octobre, soit trois jours après sa sortie de prison. Si vous vous intéressez à son cas, je vous conseille de jeter un coup d'œil à un projet artistique auquel il a collaboré : « La maison que Herman a construite ». Une artiste lui a demandé d'imaginer dans quel genre de maison il rêverait d'habiter, lui qui vivait depuis près d'un demi-siècle dans une cellule de 5 mètres carrés.

J'aimerais évoquer également une autre membre du Black Panther Party, Assata Shakur. À l'âge de 66 ans, Assata Shakur, qui a obtenu l'asile politique à Cuba après s'être évadée, dans les années 1980, d'une prison américaine, vient d'être désignée comme l'une des dix terroristes les plus recherchées au monde. Assata, qui a refait sa vie

1. Trois anciens membres des Black Panthers qui ont été placés dans une cellule d'isolement à la prison d'Angola, en Louisiane, après le meurtre d'un surveillant de prison en 1972.

à Cuba – elle est aujourd'hui artiste et écrivain –, vit désormais sous la menace des mercenaires de sociétés militaires privées telles que Blackwater, alléchées par la récompense de 2 millions de dollars offerte à toute personne permettant de mener à sa capture.

Quand j'ai appris cette nouvelle, au mois de mai dernier, cela m'a ramenée à l'époque où je figurais moi-même sur la liste des dix personnes les plus recherchées des États-Unis. Je ne figurais pas sur la liste des dix terroristes les plus recherchés – je crois d'ailleurs qu'elle n'existait pas à l'époque –, mais sur la liste des dix criminels les plus recherchés. J'étais présentée comme une personne dangereuse et armée. En y repensant, je me suis rappelé m'être demandé à l'époque : qu'est-ce que tout cela signifie ? Et qu'y puis-je ? C'est alors que j'ai réalisé que ce n'était pas moi qui étais en cause – que ce n'était pas moi en tant que personne qui étais visée. On cherchait à travers moi à faire passer un message à un grand nombre de personnes, en pensant que cela les dissuaderait de s'impliquer dans les luttes de libération alors en cours.

Assata Shakur est donc l'une des dix terroristes les plus dangereuses au monde selon le département de la Sécurité intérieure et le FBI. Mais quand je songe au climat de violence dans lequel s'est déroulée ma jeunesse à Birmingham, en Alabama… Il y avait tout le temps des attentats :

des maisons étaient détruites, des églises étaient détruites, des vies entières étaient détruites. Et pourtant, personne ne parle jamais à leur sujet d'actes de terrorisme.

Le terrorisme, qui est représenté comme une menace venant de l'extérieur, est pourtant essentiellement un phénomène national. Le terrorisme a en grande partie façonné l'histoire des États-Unis d'Amérique. Reconnaître ainsi une continuité historique entre les luttes contre l'esclavage au XIX^e^ siècle, les combats pour les droits civiques au XX^e^ siècle et les luttes anti-carcérales au XXI^e^ siècle, nécessite de remettre en cause les cloisonnements qui veulent faire des luttes de libération du XX^e^ siècle une simple parenthèse, et qui prétendent les dissocier du siècle précédent et du siècle en cours.

Il nous incombe non seulement de reconnaître ces continuités temporelles, mais également de prendre conscience d'autres continuités, géographiques celles-ci, et des parallèles que l'on peut faire aujourd'hui entre toute une série de mouvements et de luttes à travers le monde. Je tiens à mentionner à cette occasion la lutte de libération nationale menée aujourd'hui en Palestine. En Palestine où il n'y a pas si longtemps, un groupe de Freedom Riders palestiniens a organisé un nouveau « voyage de la liberté » pour contester les méthodes d'apartheid de l'État israélien.

Mais j'ai parlé trop longtemps. Et bien que j'aie

beaucoup critiqué ce soir les cloisonnements temporels qui nous incitent à clore trop rapidement certaines périodes de l'Histoire, je dois me plier aux contraintes horaires et m'interrompre pour conclure mon discours. Je vais donc tenter une conclusion ouverte.

Partout à travers le monde, des gens se lèvent aujourd'hui pour dire qu'il nous faut lutter ensemble, à partir de chacune de nos communautés, si nous voulons créer un monde libéré de la xénophobie et du racisme, si nous voulons créer un monde où il n'y a plus de pauvreté, et où l'accès aux denrées alimentaires n'est pas soumis aux exigences du profit capitaliste ; un monde, par exemple, où une entreprise telle que Monsanto serait considérée comme criminelle ; un monde où l'homophobie et la transphobie peuvent enfin être considérées comme des reliques du passé, tout comme l'emprisonnement et toute institution fermée pour les personnes souffrant d'un handicap ; un monde, enfin, où chacun apprend à respecter l'environnement et tous les êtres vivants, humains ou non-humains, avec lesquels nous cohabitons.

V. Le Truth Telling Project : sur la violence en Amérique

Discours prononcé à Saint-Louis, dans le Missouri, le 27 juin 2015.

Je tiens d'abord à vous remercier[1] pour m'avoir invitée à participer à cette rencontre réunissant des activistes de Ferguson et de la région de Saint-Louis. C'est un honneur de me joindre à vous et de vous accompagner dans votre réflexion sur la persistance de la violence en Amérique et dans vos interrogations sur sa signification actuelle et passée, ainsi que sur une réalité fort ancienne bien que trop rarement admise : le racisme pernicieux qui hante notre pays depuis ses origines. Nous savons que le processus historique de colonisation s'est accompagné d'une brutale conquête des premiers habitants et habitantes de ce pays et du territoire dont ils étaient les gardiens. Il est ainsi essentiel de reconnaître que les attaques génocidaires contre ce peuple perpétrées par l'État ou par diverses milices ont forgé les nombreuses formes de violence qui ont suivi – violences d'État et violences soi-disant justifiées par

1. Angela Davis a remercié à cette occasion la pasteur Cori Bush et le Dr David Ragland pour leur implication remarquable dans le Truth Telling Project.

un principe d'autodéfense. En outre, la violence de la colonisation européenne, et notamment la traite négrière, constitue un socle historique commun à l'Afrique, à l'Asie, au Moyen-Orient et au continent américain. Autrement dit, la violence à laquelle nous assistons aujourd'hui puise sa source dans une histoire beaucoup plus vaste et plus ancienne. Afin de mieux appréhender les formes contemporaines de violence raciste et pour s'y opposer, il convient donc d'élargir suffisamment notre analyse de manière à reconnaître l'enracinement de cette violence historique – contre les Amérindien·nes par la colonisation de peuplement et contre les Africain·es par le biais de l'esclavage. Notre travail aujourd'hui ne fait que témoigner du statut inachevé des luttes à l'échelle mondiale pour l'égalité, la justice et la liberté.

Je remercie également les intervenant·es de cette rencontre pour leur présentation du Truth Telling Project[1], dont ma sœur Fania Davis, qui travaille sur ce projet depuis son premier voyage à Ferguson. Près d'une année s'est écoulée depuis les manifestations qui ont suivi l'été dernier l'assassinat par la police de Michael Brown. Ce matin, nous nous sommes recueillies, ma sœur et moi, à l'endroit où Michael Brown a été tué, et nous avons suivi le trajet des manifestations à travers

1. Littéralement, projet « Dire la vérité ».

la localité de Ferguson. Je sais qu'il y a nombre de manifestant·es de Ferguson dans la salle, et je veux que vous sachiez combien je suis honorée d'être ici parmi vous. Comme tous ceux et celles qui s'identifient aux luttes contemporaines contre le racisme et les violences policières, j'ai déjà prononcé les mots « Ferguson » et « Michael Brown » un nombre incalculable de fois. À l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis, et pour moi comme pour les gens partout dans le monde, la seule mention du nom de « Ferguson » est évocatrice de luttes, de persévérance, de courage et de la perspective collective d'un avenir meilleur.

Laissez-moi vous raconter une petite anecdote qui témoigne de l'écho de votre détermination. J'ai récemment voyagé en Italie, à Savone – une petite ville d'environ 6 000 habitant·es située non loin de Gênes –, où l'on m'avait invitée à parler des Cuban Five[1]. Les gens, là-bas, suivaient avec enthousiasme les manifestations de Ferguson. Le groupe auquel je devais m'adresser s'efforçait depuis de nombreuses années d'obtenir la libération de ces cinq Cubains arrêtés, en 1998, par le gouvernement américain pour avoir tenté d'empêcher des agressions terroristes contre Cuba. Comme vous le savez peut-être, les trois derniers d'entre eux ont été libérés en décembre

1. Les « Cinq de Cuba ».

dernier dans le cadre d'un échange de prisonniers. Et tandis que nous sommes rassemblés ici aujourd'hui, la ville de Johannesburg célèbre les Cuban Five comme les héros emblématiques d'une détermination massive à l'échelle internationale, et des seize années de lutte ininterrompue qui ont conduit à leur libération. Là où je veux en venir, c'est que quand je suis arrivée à Savone, les gens étaient impatients d'avoir des nouvelles de Ferguson et de l'affaire Michael Brown : votre mobilisation apparaît comme un pas en avant vers la liberté – comme un pas en avant, notamment, vers la libération des Cuban Five.

Si je suis avec vous cet après-midi, ce n'est pas pour m'ériger en exemple ou pour vous donner des conseils sur ce qu'il faudrait désormais faire. Même si je me ferais un plaisir de discuter de tout cela avec vous, ce n'est pas la raison de ma présence. Je suis ici tout simplement parce que je souhaite remercier les militant·es de Ferguson : je veux vous remercier d'avoir refusé de laisser s'éteindre le flambeau de la lutte. Quand on a voulu vous persuader de rentrer chez vous et de reprendre vos habitudes, vous avez dit non. Ce faisant, vous avez fait de Ferguson un symbole mondial de résistance. À une époque où l'on nous incite à nous contenter de solutions rapides, de réponses faciles et stéréotypées, les manifestant·es de Ferguson ont eu le courage de dire non. Avec beaucoup de détermination, vous avez continué

à dénoncer la violence raciste qui frappe les communautés noires. Vous avez refusé de croire qu'il existait des réponses simples à ce problème, et vous avez démontré que vous ne permettriez pas qu'on l'enterre de la même façon que l'on cherche à enterrer les vies de nos frères et sœurs et tous les mouvements de contestation qui visent à les défendre. Aussi, je me joins aux millions de personnes qui vous remercient de ne pas avoir abandonné, de ne pas être rentrés chez vous, et d'avoir revendiqué votre droit à la liberté dans les rues de Ferguson avec tant de force que cette petite ville du Missouri est devenue synonyme de contestation progressiste, de la Palestine à l'Afrique du Sud, de la Syrie à l'Allemagne, et du Brésil à l'Australie.

C'est ici que tout a commencé. Quand Michael Brown a été assassiné, il y a pratiquement un an, les manifestations de Ferguson annonçaient une mobilisation non seulement pour ce jeune homme dont la vie a été sacrifiée sans raison, mais aussi pour tous ceux et celles qui ont malheureusement connu le même sort. Sans cette mobilisation, notre attention n'aurait pas été ensuite concentrée sur Eric Garner à New York, sur Tamir Rice – un enfant noir de 11 ans – à Cleveland, sur Walter Scott à North Charleston (Caroline du Sud), ou sur Freddie Gray à Baltimore. Sans la mobilisation de Ferguson, on ne se serait pas souvenu de Miriam Carey à Washington, de Rekia Boyd à

Chicago, et d'Alesia Thomas à Los Angeles. Sans les manifestations de Ferguson – qui ont rappelé à cette occasion que les femmes noires, les personnes non blanches, les communautés queer et les militant·es palestinien·nes étaient également les cibles d'une violence raciste officiellement admise –, nous ne serions peut-être pas parvenu·es à une prise de conscience aussi large de tous les efforts nécessaires pour construire un monde meilleur.

Nous n'aurions pas vécu de la même manière la terrible tragédie de Charleston : elle a rapproché des gens du monde entier qui ont constaté que le racisme était encore une réalité bien vivante quinze ans après le début du XXIe siècle. Nous n'aurions peut-être pas compris qu'il nous faut porter notre attention au-delà des individus et des symboles si nous voulons être capables d'admettre la persistance d'un racisme structurellement inscrit dans les rapports sociaux – quand bien même la ségrégation légale a été déclarée historiquement obsolète, et quand bien même les manifestations de racisme individuelles ne sont pas si facilement tolérées. Bien évidemment, c'est une bonne chose que le drapeau confédéré[1] soit finalement en voie de désuétude. Après avoir été ouvertement le symbole,

1. Après la tuerie de Charleston, le drapeau confédéré, symbole de l'oppression des Noirs, a été retiré de Caroline du Sud.

pendant plus de cinquante ans, de l'opposition aux droits civiques et à l'égalité, et le symbole des violences contre les populations noires et la communauté juive, le drapeau confédéré semble aujourd'hui définitivement disparaître du paysage politique officiel. Cependant, un problème persiste : il nous faut identifier et remettre en cause les fondements structurels aussi bien que symboliques du racisme.

Il est intéressant de constater que dans la toute dernière période du mandat d'Obama, les verrous sautent pour ouvrir la boîte de Pandore que constitue le racisme. Nombre de personnes néanmoins s'empressent de vouloir la refermer. En 2011, quand Troy Davis a dû affronter la peine capitale, nous avons désespérément essayé de construire un mouvement suffisamment fort pour qu'il ait la vie sauve. Mais les gens n'ont pas compris à quel point la peine de mort jouait un rôle essentiel dans la persistance du racisme structurel, et c'est pourquoi nous avons échoué à créer une mobilisation de masse suffisamment forte pour être entendue. En 2012, quand Trayvon Martin a été assassiné, le slogan « Justice pour Trayvon Martin » a fait prendre conscience aux gens de l'urgence qu'il y avait à construire des mouvements antiracistes. Mais on s'est peut-être un peu trop focalisé alors sur George Zimmerman, le coupable isolé, pour être capable d'identifier les fondements de cette violence raciste, et pour réfléchir en particulier aux

liens entre la violence des *vigilantes*[1] et la violence d'État. Pourtant, quand Michael Brown a été tué à Ferguson, le mouvement de protestation a refusé de se dissoudre. La police a utilisé des technologies et des tactiques militaires pour maîtriser les manifestant·es qui ont, malgré tout, refusé de se soumettre. Les Palestinien·nes, habitué·es à affronter les policiers munis de gaz lacrymogènes, leur ont envoyé via Twitter des conseils et des encouragements. Et quand la rage de certain·es les a poussé·es à riposter d'une manière qui aurait pu s'avérer contre-productive, le mouvement n'a pas capitulé pour autant et, encore une fois, les manifestant·es ont refusé de se disperser. Et quand un certain nombre de personnalités en vue ont demandé : « Mais où sont les leaders ? », il leur a été répondu que ce n'était pas un mouvement sans leader, mais un mouvement « entièrement composé de leaders ».

Votre mobilisation a ainsi proclamé qu'il nous est possible de nous dispenser de la figure éculée du leader charismatique noir. Nous vouons bien sûr à Martin[2] et à Malcolm[3] un amour indéfectible, et nous leur sommes profondément reconnaissants du rôle qu'ils ont joué dans l'Histoire.

---

1. George Zimmerman, le meurtrier de Trayvon Martin, était le coordinateur d'un groupe de surveillance de voisinage.
2. Martin Luther King.
3. Malcolm X.

Mais nous n'avons pas besoin de reproduire le passé. Nous sommes quand même au XXIe siècle et il serait temps de considérer que les positions de leadership ne constituent pas une prérogative masculine. Les femmes ont toujours assuré les tâches d'organisation du mouvement noir radical. Elles devraient de ce fait faire partie de ses instances dirigeantes. Au sein même du mouvement noir, nous avons engagé des discussions sur cet enjeu de genre depuis le début du XXe siècle, et tout particulièrement dans les années 1960 et 1970. Et voici qu'une mobilisation valorise aujourd'hui les femmes noires radicales, qu'une mobilisation valorise les queer noires radicales ! Quand les femmes noires se mobilisent – comme elles l'ont fait lors du boycott des bus de Montgomery, et comme elles l'ont fait à l'heure des luttes de libération –, elles s'avèrent alors porteuses de changements stupéfiants.

Mais ainsi que l'a fort justement remarqué l'historienne et militante Barbara Ransby, il ne faut pas idéaliser pour autant l'absence de direction politique. Comme elle l'a souligné récemment :

> Ceux qui glorifient le principe d'organisations fonctionnant au consensus interprètent souvent de façon erronée les mots d'Ella Baker, « les personnes fortes n'ont pas besoin de figures fortes ». Baker a délivré ce message à diverses occasions au cours des cinquante

années qu'elle a passées sur le front des luttes pour l'égalité raciale, mais ce qu'elle voulait dire par là était lié à un contexte particulier. Il s'agissait de s'affranchir de l'idée du leader charismatique, de la figure messianique qui offrait le salut politique contre un peu de déférence. De la même manière, Baker n'a jamais pensé que les grandes mobilisations sociales pouvaient surgir naturellement, sans une analyse collective et sans véritables stratégie, organisation, construction et concertation.

Black Lives Matter, Dream Defenders, Black Youth Project 100, Justice League NYC et We Charge Genocide sont quelques exemples de jeunes organisations qui proposent aujourd'hui d'autres modèles de leadership et accordent une grande importance à la pensée féministe noire pour que les mouvements noirs radicaux soient à la mesure du XXIe siècle. Ces associations sont lucides sur le fait que des catégories supposées universelles dissimulent des enjeux de race et de genre. Elles constatent, par exemple, que ceux qui opposent au slogan « Black Lives Matter » (les vies noires comptent) un mot d'ordre prétendument plus universel, « All Lives Matter » (toutes les vies comptent), sont les plus déterminés à passer sous silence les raisons spécifiques qui impliquent de tout mettre en œuvre pour mettre fin aux violences racistes. Je crois savoir qu'Hillary Clinton,

il y a quelques jours, a fait un discours dans une église de Florissant, à quelque huit kilomètres de Ferguson, dans lequel elle a repris à son compte le slogan « toutes les vies comptent ». Réalise-t-elle à quel point ce genre de proclamation universelle a toujours encouragé le racisme ? S'opposer de manière efficace au racisme nécessite de prendre conscience de la tyrannie de l'universel. Au cours de la majeure partie de notre histoire, la catégorie même d'« humain » n'a pas inclus les personnes non blanches. On a considéré de manière abstraite que « l'être humain » était blanc et de sexe masculin. Je me demande à ce propos si Hillary Clinton a lu l'ouvrage *All the Women Are White, All the Blacks Are Men, but Some of Us Are Brave*[1].

Si, en effet, toutes les vies comptaient, nous n'aurions pas besoin d'insister sur le fait que « les vies noires comptent ». Ou, comme on peut le lire sur le site Internet du mouvement Black Lives Matter : que les femmes noires comptent, que les filles noires comptent, que la vie des gays noirs compte, que la vie des bisexuel·les noir·es compte, que les garçons noirs comptent, que la vie des queers noirs compte, que les hommes noirs comptent, que les lesbiennes noires comptent, que la vie des transgenres et des transsexuels noir·es

1. « Toutes les femmes sont blanches, tous les hommes sont noirs, mais nous sommes quelques-unes à être courageuses. »

compte, que les immigré·es noir·es comptent, que la vie des détenu·es noir·es compte, que la vie des Noir·es souffrant de handicap compte. Oui, la vie des Noir·es compte, comme celle des Chicanos et Chicanas, des Américain·es d'origine asiatique, des Amérindien·nes, des musulman·es, et celle de la classe ouvrière blanche. Et ce ne sont que quelques-uns des cas particuliers qu'il faut se donner la peine d'énumérer avant de pouvoir éthiquement prétendre, sans aucune gêne, que « toutes les vies comptent ».

À cet égard, je ne suis pas d'accord avec une des remarques formulées par Barack Obama lors de l'éloge funèbre tout à fait déroutant qu'il a prononcé hier aux obsèques du pasteur Clementa Pinckney à Charleston, en Caroline du Sud. Je ne partage pas son affirmation selon laquelle un combat victorieux contre le racisme ne mérite pas davantage de débats à propos de la race – il nous faut au contraire passer à l'action. Je suis d'accord pour dire qu'il nous faut plus que des discours, mais il est également vrai qu'il nous faut apprendre à parler du racisme et de la question raciale. Si nous ne savons pas parler du racisme de manière convaincante, nos luttes risquent de perdre en clarté.

Exiger un débat public sur le racisme et la question raciale nécessite également de développer une terminologie qui permette de réellement mener cette discussion. Si nous nous appuyons

sur un langage dépassé historiquement, notre perception du racisme restera superficielle et on pourra facilement nous faire croire, par exemple, qu'il suffit de modifier la loi pour obtenir une transformation sociale immédiate. Ceux et celles qui pensent notamment que l'esclavage a été relégué aux oubliettes de l'Histoire parce qu'il a été légalement aboli au XIX^e^ siècle sont ceux-là mêmes qui refusent souvent d'admettre à quel point certains de ses aspects culturels et structurels sont encore vivaces. Le complexe industrialo-carcéral fournit pourtant de nombreux exemples de cette persistance de l'esclavage. Il est préjudiciable de penser que nous avons définitivement remporté la lutte pour les droits civiques : un grand nombre de Noir·es sont toujours privés du droit de vote – en particulier les personnes en détention ou condamnées par le passé. Par ailleurs, même ceux et celles qui ont obtenu des droits dont ils et elles ne disposaient pas auparavant n'ont pas pour autant obtenu un travail ou le droit à l'éducation, au logement ou à la santé.

La campagne pour les droits civiques, au milieu du XX^e^ siècle, a été un moment essentiel de notre combat pour l'égalité raciale. Il reste cependant indispensable d'adopter un langage qui aide à comprendre que les droits civiques n'ont jamais été et ne seront jamais une fin en soi. Une telle analyse pourrait être utile à ceux et celles, notamment, qui célèbrent la décision rendue hier par la

Cour suprême sur l'égalité du mariage comme si la dernière étape de l'émancipation était enfin atteinte pour la communauté LGBTQ[1]. Cette décision est en effet historique, mais le combat contre la violence d'État homophobe ou pour l'obtention de droits économiques et l'accès aux soins de santé, par exemple, est malheureusement loin d'être terminé. J'ajouterai également que l'intersectionnalité des luttes contre le racisme et contre l'homophobie et la transphobie ne doit pas être minimisée. C'est là une condition pour que nos luttes émancipatrices obtiennent des victoires substantielles. C'est une raison supplémentaire pour laquelle il me paraît essentiel de développer un discours plus riche et plus critique pour exprimer notre point de vue sur le racisme.

L'incapacité à saisir la complexité du racisme peut conduire à nous faire accepter des théories délirantes, comme par exemple celle qui affirme l'existence d'un phénomène spécifique de « délinquance interne à la communauté noire » (« *Black-on-black crime* ») qui n'aurait rien à voir avec le racisme. Le développement de nouvelles manières de penser le racisme nécessite ainsi de prendre conscience non seulement des structures économiques, sociales et idéologiques qui sous-tendent

1. La communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et queer.

le racisme, mais également des structures mentales qui le favorisent. La manière dont sont éduquées des générations de Noir·es auxquelles on n'a pas donné les moyens de se projeter dans l'avenir, est un exemple particulièrement révélateur de la violence du racisme. C'est une forme de violence qui entraîne d'autres formes de violence – la maltraitance des enfants, la violence entre partenaires, contre les proches... À l'intérieur du cercle familial et communautaire, on reproduit ainsi inconsciemment les mécanismes du racisme, en partant du principe que cette violence *sui generis* est forcément individuelle.

Si la popularisation d'analyses plus complexes du racisme, en particulier celles qui ont été développées par les féministes noires et les féministes non blanches, peut nous aider à comprendre combien la violence raciste est profondément intégrée aux structures économiques et idéologiques de notre pays, ces différentes manières de parler du racisme peuvent également nous aider à comprendre que nos luttes ont une portée internationale. Tandis que la communauté palestinienne vivant aux États-Unis s'impliquait dans les manifestations de Ferguson, les Palestinien·nes de Cisjordanie et de Gaza ont également exprimé leur solidarité avec nos mobilisations. Les événements de Ferguson nous ont ainsi appris que certains problèmes locaux pouvaient avoir des ramifications mondiales. La militarisation de la

police à Ferguson et les conseils postés sur Twitter depuis la Palestine nous ont aidés à saisir un certain nombre de convergences politiques avec le mouvement « Boycott, désinvestissement, sanctions » et le combat plus large pour la justice en Palestine. Cela nous a également amené·es à comprendre le rôle central de l'islamophobie dans l'émergence de nouvelles formes de racisme après le 11 septembre 2001.

Une compréhension plus profonde de la violence raciste nous prémunit ainsi contre les formules trompeuses. Quand on essaie de nous faire croire que ce qu'il nous faut, c'est une meilleure police et des prisons plus efficaces, nous devons contre-attaquer et exprimer nos besoins réels : ce qu'il nous faut, c'est réinventer l'idée même de sécurité, ce qui implique de mettre fin aux formes de maintien de l'ordre et d'incarcération que nous connaissons actuellement. Disons-le : il faut démilitariser la police et il faut la désarmer. Il faut abolir l'institution de la police telle que nous la connaissons. Il faut abolir l'emprisonnement comme principal moyen de châtiment. Et même en posant tout cela, nous aurons à peine commencé à donner à voir la vérité de la violence aux États-Unis.

VI. Féminisme et luttes anti-carcérales : théories et pratiques pour le XXIe siècle

Discours prononcé le 4 mai 2013 à l'université de Chicago, à l'occasion de la conférence annuelle du Center for the Study of Race, Politics and Culture, et en collaboration avec le Center for the Study of Gender and Sexuality.

Chicago est une ville incroyable ; l'histoire de cette ville a été scandée par toute une série de luttes emblématiques : c'est la ville des martyrs de Haymarket Square, la ville des syndicats radicaux, la ville qui s'est révoltée contre l'assassinat par la police de Fred Hampton et Mark Clark[1]. C'est la ville de la résistance portoricaine contre le colonialisme. La ville des luttes pour les droits des immigré·es. Et bien sûr, plus récemment, la ville du Chicago Teachers Union[2].

C'est également à Chicago que le mouvement national de soutien envers Assata Shakur a pu renaître il y a quelques années. Je me souviens de Lisa Brock et de Derrick Cooper, de Tracye Matthews, de Beth E. Richie et de Cathy Cohen

1. Fred Hampton et Mark Clark étaient des membres du Black Panther Party qui furent assassinés par la police en 1969.
2. Syndicat des enseignant·es de Chicago, majoritairement noir et singulièrement combatif, dans un paysage syndical états-unien marqué par la cogestion et la cooptation.

lançant, avec quelques autres, un appel pour une reprise de la campagne de solidarité en sa faveur. Pourtant hier, le 2 mai 2013, quarante ans après avoir été blessée par la police d'État du New Jersey et avoir été accusée à tort du meurtre de l'officier de police Werner Foerster, Assata Shakur est devenue la première femme à figurer sur la liste des terroristes les plus recherchés du FBI.

Il me semble légitime de se demander pourquoi il a paru nécessaire de mettre un visage de femme sur le terrorisme, en particulier au lendemain du tragique attentat du marathon de Boston. Pourquoi a-t-il été nécessaire de mettre un visage noir sur le terrorisme, sachant en particulier que d'après les premières informations au sujet de l'attentat, le principal suspect était un Noir, ou du moins un homme au teint foncé avec un sweat-shirt à capuche – le fantôme de Trayvon Martin, peut-être ?

Assata n'est pas une menace dans le sens où l'entend le FBI – une personne qui aurait pour projet de commettre un acte similaire à l'attentat du marathon de Boston. Assata n'est certainement pas une terroriste. Et puisqu'elle ne commettrait jamais d'actes de violence contre le gouvernement américain, et n'est de toute façon pas en mesure de le faire, alors, que le FBI ait décidé d'annoncer à grand bruit qu'elle était la seule femme à figurer sur la liste noire des vingt-cinq terroristes les plus recherchés doit nous amener à nous interroger

sur les intentions sous-jacentes de cette mise en scène.

Je dois dire que j'éprouve une empathie toute particulière envers Assata. Il y a maintenant quarante-trois ans, j'ai été moi-même placée sur la liste des dix personnes les plus recherchées par le FBI. Vous avez peut-être eu l'occasion de voir le documentaire sur mon procès sorti récemment ? Il montre le président Richard Nixon en train de féliciter publiquement et solennellement le FBI pour m'avoir arrêtée, et pour m'avoir du même coup collé l'étiquette de « terroriste ». Je suis donc très au fait des conséquences néfastes de ce type de marquage idéologique.

Que tout ceci se produise quarante ans après l'arrestation d'Assata devrait nous inciter à réfléchir. Cela confirme tout d'abord que, même si nous avons tourné la page du XX^e^ siècle, de nombreux efforts restent à accomplir : la tâche est ardue pour ceux et celles qui comme nous militent en faveur de la paix, pour la justice raciale, de genre et de sexualité et pour un monde expurgé des ravages du capitalisme.

Quatre décennies se sont écoulées depuis les années 1960, qui sont aujourd'hui considérées par tout le monde comme une période de militantisme radical et révolutionnaire. La distance historique ne doit néanmoins pas nous soustraire à nos responsabilités : il nous faut défendre et obtenir la libération de toutes les personnes qui se sont

montrées prêtes, et le sont toujours, à donner leur vie pour que nous puissions construire un monde libéré du racisme, des guerres impérialistes, du sexisme, de l'homophobie et de l'exploitation capitaliste.

Je voudrais faire remarquer à ce sujet que les gens n'ont pas la mémoire aussi longue que les institutions, et en particulier les institutions répressives. Le FBI reste hanté par le fantôme de J. Edgar Hoover. Et la CIA et l'ICE[1] sont des institutions qui ont un souvenir très vif des mouvements populaires qui ont été organisés pour mettre fin au racisme, pour mettre fin à la guerre et pour renverser le capitalisme.

Mais Leonard Peltier est toujours détenu par les États-Unis. Mondo we Langa et Ed Poindexter sont en prison depuis près de quarante ans. Sundiata Acoli, condamné en même temps qu'Assata Shakur, est en prison. De même que Herman Bell, Veronza Bowers et Romaine Fitzgerald. Ruchell Magee, mon coaccusé, est en prison depuis pratiquement cinquante ans – un demi-siècle entier. Deux des « Trois d'Angola », Herman Wallace et Albert Woodfox, sont toujours emprisonnés en cellule d'isolement. Et bien sûr Mumia Abu-Jamal, même s'il a pu finalement échapper au couloir de la mort grâce à une forte

1. Immigration and Customs Enforcement – agence fédérale de police aux frontières des États-Unis.

mobilisation internationale – ce qui représente une incontestable victoire populaire –, est toujours derrière les barreaux.

Et tandis que le gouvernement américain qualifie aujourd'hui Assata de terroriste et offre une récompense à quiconque la capturera et la ramènera aux États-Unis (un grand nombre de mercenaires entraînés par Blackwater et autres sociétés de sécurité privées voudront probablement répondre à cette offre pour empocher les deux millions de dollars de récompense), il – et cela ne manque pas d'ironie – maintient toujours en détention cinq Cubains qui ont tenté d'empêcher des attaques terroristes contre Cuba. Je fais ici allusion aux Cuban Five, qui ont enquêté sur le terrorisme et qui en retour ont été accusés de terrorisme. J'en profite pour appeler à leur libération – Liberté pour les Cuban Five!

L'offensive de ce même gouvernement contre Assata semble avoir intégré la logique même du terrorisme dont on l'accuse à tort. Car à quoi espère-t-on parvenir, si ce n'est inciter, en leur faisant peur, les nouvelles générations d'activistes à abandonner le combat? Le FBI essaie me semble-t-il de persuader ceux et celles qui sont aujourd'hui les petits-enfants de la génération d'Assata, et donc de la mienne, de se détourner de différentes luttes – contre les violences policières, le complexe industrialo-carcéral, les violences faites aux femmes, l'occupation

de la Palestine ou pour la défense du droit des immigrées.

Et je pense qu'à Chicago, vous devriez vous méfier tout particulièrement de la façon dont on cherche à présenter Assata comme une tueuse de policier. Il faut rappeler qu'elle avait les mains en l'air quand on lui a tiré une balle dans le dos, ce qui a momentanément paralysé le bras qu'elle aurait dû soi-disant utiliser pour saisir un revolver. Vous devriez vous méfier, parce que si l'on en croit l'Alliance contre la répression raciste et politique de Chicago, 63 personnes ont été tuées par la police de Chicago ces quatre dernières années. Et 253 autres personnes – dont 172 Noir·es et 27 Latinos et Latinas – se sont fait tirer dessus.

Vous devriez même terriblement vous méfier, parce qu'à mesure que la jeunesse se transforme en catégorie « jetable » – elle fait désormais partie de cette population en surplus qu'on estime ne plus pouvoir gérer que par le biais de l'emprisonnement –, les écoles, qui pourtant seraient susceptibles d'apporter un début de solution à ce problème, ferment leurs portes les unes après les autres. Selon Karen Lewis, qui est l'une des dirigeantes syndicales les plus formidables à l'heure actuelle, quelque 61 écoles, à Chicago, sont aujourd'hui menacées de fermeture.

Cette entrée en matière nous amène directement au cœur de notre débat sur le féminisme et les luttes anti-carcérales, qui ouvrent selon moi

des perspectives théoriques et pratiques fondamentales pour le XXIe siècle. Assata Shakur est une parfaite illustration, du point de vue des luttes et des théories féministes, de la manière dont l'implication des femmes noires dans les luttes révolutionnaires a permis de renverser les postulats idéologiques qui prévalaient alors sur les femmes.

En effet, à la fin du XXe siècle, de nombreux débats ont porté sur la définition de la catégorie « femme » : des controverses, notamment, pour savoir qui était inclus dans cette catégorie et qui en était exclu. Ces controverses sont essentielles, à mes yeux, pour comprendre pourquoi il y a eu une certaine réticence parmi les femmes non blanches – mais également chez celles qui, parmi les femmes blanches, étaient issues de milieux pauvres et ouvriers – à s'identifier au mouvement féministe qui émergeait alors. Nous avons été nombreuses à considérer, à cette époque, le mouvement féministe comme un mouvement trop « blanc » et trop « classe moyenne » – comme un mouvement trop bourgeois.

Et dans une certaine mesure effectivement, le combat pour les droits des femmes a été idéologiquement défini comme un combat pour les droits des femmes blanches de la classe moyenne, évinçant de ce fait les femmes noires et latinas et les autres femmes non blanches du champ discursif de la catégorie « femme ». Cette catégorie

a fait l'objet de nombreuses remises en cause qui ont contribué à faire émerger ce qui allait être régroupé sous le terme de « théories et pratiques féministes des femmes non blanches ».

Au moment même où ces questions sur l'universalité de la catégorie « femme » étaient soulevées, la catégorie « humain » a fait l'objet de controverses analogues portant en particulier sur l'individualisme sous-jacent au débat sur les droits humains. On s'est interrogé sur la manière dont on pouvait redéfinir cette catégorie, pour pouvoir non seulement y inclure les Africains, les peuples indigènes et les autres populations non-européennes, mais également pour pouvoir l'appliquer à des groupes sociaux et des communautés, et pas seulement à des individus particuliers. C'est dans ce contexte que le fameux slogan « les droits des femmes sont des droits humains » commença à émerger, dans le sillage de la conférence mondiale sur les femmes organisée à Nairobi, au Kenya, en 1985.

Je suppose que certaines personnes ici présentes ont dû assister à cette conférence, n'est-ce pas ? J'aperçois là-bas quelques mains qui se lèvent... Ce fut un moment réellement extraordinaire.

C'était la première fois qu'une très importante délégation de femmes non blanches venues des États-Unis assistait à une conférence mondiale sur les femmes, et je crois que c'est aussi la première fois qu'elles jouèrent un rôle actif dans

une assemblée internationale. Le problème, c'est que nous étions nombreuses à l'époque à penser qu'il fallait élargir la catégorie « femme » pour qu'elle puisse intégrer les femmes noires, latinas, amérindiennes, etc. Nous pensions qu'il serait ainsi possible de régler le problème de l'exclusivité de cette catégorie. Ce que nous n'avions pas encore réalisé, c'est qu'il allait falloir repenser la catégorie tout entière : il ne suffisait pas d'intégrer simplement davantage de femmes dans une catégorie inchangée.

Quelques années auparavant, en 1979, une affaire très révélatrice s'était produite autour de Sandy Stone, une femme blanche qui travaillait à l'époque pour la maison de disques féministe Olivia Records. Certains d'entre vous se souviennent peut-être d'Olivia Records ? Sandy Stone fut alors la cible d'attaques de la part de femmes qui se définissaient elles-mêmes comme des féministes lesbiennes, et qui lui reprochaient de ne pas être véritablement une femme – elles lui reprochaient d'introduire une « énergie masculine » dans un collectif féminin. Il s'est finalement avéré que Sandy Stone était une transsexuelle, et elle écrivit plus tard quelques ouvrages précurseurs dans le développement des études transgenre. Cette femme n'était pas considérée comme une femme parce qu'elle avait été désignée de « sexe masculin » à la naissance. Mais cela ne l'empêcha pas ensuite de revendiquer une autre identité de genre.

Revenons cependant au présent : un certain nombre d'universitaires et d'activistes s'intéressent aujourd'hui à des questions telles que le rapport entre abolition de la prison et non-conformité de genre. On leur doit quelques-unes des théories les plus intéressantes actuellement, de même que des idées et des approches du militantisme des plus stimulantes.

Mais avant de poursuivre sur ces questions, permettez-moi d'ouvrir une parenthèse : j'ai eu l'occasion ce matin d'assister à un colloque très intéressant sur l'hôpital psychiatrique et la prison, organisé par le professeur Bernard Harcourt du département de sciences politiques, que nous pouvons applaudir au passage. J'ai assisté à deux brillants exposés de Michael Rembis et Liat Ben-Moshe. J'espère que vous avez tous et toutes eu l'occasion de les entendre. On tient souvent pour acquis que des questions telles que l'enfermement psychiatrique et l'emprisonnement des personnes souffrant d'un handicap mental et intellectuel sont des questions marginales. Il se trouve cependant que c'est précisément le contraire. Comme l'ont souligné les deux interventions, il y a beaucoup à apprendre sur les potentialités de l'abolition des prisons et des politiques de non-incarcération – de même que sur les possibilités de démantèlement du complexe industrialo-carcéral – en étudiant avec attention la désinstitutionnalisation des asiles et des établissements psychiatriques.

Ceci étant dit, j'aimerais aborder maintenant un autre thème, un autre combat malheureusement trop souvent considéré comme marginal dans le combat plus général pour l'abolition des prisons.

Pour mieux comprendre ces controverses historiques au sujet de la catégorie « femme », je vous propose de faire un détour par le présent – et par la baie de San Francisco, où j'habite –, pour évoquer une association appelée Transgender, Gender Variant, Intersex Justice Project (TGI Justice Project) – « projet pour la justice en faveur des personnes trans, non-conformes à leur genre et intersexuées ». Cette association est dirigée par des femmes trans non blanches. Sa directrice s'appelle Miss Majors. [Applaudissements dans la salle.] Eh bien, je dirai à Miss Majors qu'elle a été très applaudie à Chicago ! Cela n'est pas sans importance, parce qu'elle a grandi dans les quartiers sud de la ville, pas très loin d'ici d'ailleurs. Elle se décrit elle-même comme une Noire, une aînée trans MTF[1], ancienne militante et ancienne détenue, qui est née et a grandi dans le sud de Chicago. Elle a participé aux émeutes de Stonewall en 1969, mais elle m'a raconté qu'elle n'avait pas été véritablement politisée jusqu'aux lendemains de la mutinerie de la prison d'Attica.

1. Abréviation pour « Male to Female ».

Je me suis entretenue avec elle il n'y a pas longtemps, et j'ai appris à cette occasion que la personne qui avait éveillé sa conscience politique était « Big Black », un des accusés d'Attica qui fut jusqu'à sa mort un de mes amis proches. Big Black – Frank Smith de son vrai nom – était un des leaders de la révolte d'Attica. Il a d'ailleurs fini par gagner son procès contre l'État de New York. Miss Majors l'a rencontré en prison. Elle m'a raconté que non seulement il acceptait sans réserves son apparence et son identité de genre, mais qu'il lui avait ouvert les yeux sur beaucoup de choses, notamment sur les liens entre le racisme, l'impérialisme et le capitalisme.

Le TGI Justice Project est une organisation locale, essentiellement constituée de femmes trans et de femmes trans non blanches, qui a pour objectif de défendre leurs droits et de les protéger. Ces femmes doivent se battre pour être acceptées dans la catégorie « femme » d'une manière qui n'est pas sans rappeler la manière dont les Noires et les femmes non blanches durent lutter pour être intégrées dans cette catégorie, alors même qu'elles s'étaient vu attribuer le genre féminin dès la naissance. Ces femmes ont une démarche profondément féministe, que nous aurions tout intérêt à connaître et dont nous devrions même nous inspirer.

Miss Majors dit qu'elle préfère qu'on l'appelle « Mademoiselle » plutôt que « Madame » parce

que, en tant que trans, elle n'est pas encore libérée. Je dirais toutefois que la démarche du TGI Justice Project est profondément féministe parce que son action se situe au croisement de la race, de la classe, de la sexualité et du genre. En tant qu'association, il s'attache non seulement à résoudre les difficultés propres aux membres de sa communauté – qui sont les personnes les plus harcelées par la police et les plus souvent arrêtées et incarcérées –, mais il aborde également le problème plus général du complexe industrialo-carcéral. Les femmes trans non blanches atterrissent généralement dans des prisons pour hommes – en particulier quand elles n'ont pas subi une opération de réassignation sexuelle, or elles sont nombreuses à ne pas vouloir subir cette intervention. Mais même quand elles ont été opérées, elles se retrouvent souvent dans des prisons pour hommes. Et une fois incarcérées, elles subissent davantage que tout le monde la violence des matons. Qui plus est, l'institution les désigne comme des cibles privilégiées de la violence masculine, au point que la police n'hésite pas à plaisanter à propos des violences sexuelles que les femmes trans subiront fatalement dans les prisons pour hommes. Les prisons pour hommes sont présentées comme des lieux de grande violence. Mais on s'aperçoit, en particulier quand on se penche sur la situation difficile des femmes trans, que cette violence est souvent encouragée par l'institution elle-même.

J'imagine que vous êtes nombreux à avoir entendu parler de l'affaire CeCe McDonald à Minneapolis. Cette jeune femme trans a été accusée de meurtre à la suite d'une altercation avec un groupe vociférant des insultes à la fois racistes, homophobes et transphobes. Elle est aujourd'hui détenue dans une prison pour hommes dans le Minnesota, où elle purge une peine d'emprisonnement de trois ans et demi. Il faut savoir également qu'en plus de cette violence dont elles sont les victimes, les femmes trans se voient souvent refuser en prison leurs traitements hormonaux, même si elles ont une ordonnance valide.

Ce qui est très intéressant, c'est que l'on apprend énormément de choses sur la portée réelle du système carcéral, sur la réalité du complexe industrialo-carcéral et sur la revendication d'abolition des prisons en s'interrogeant sur les difficultés que rencontrent les personnes trans en détention, en particulier quand il s'agit de femmes. J'ajouterai – et cette idée est au cœur des théories et des pratiques anticarcérales féministes – qu'il nous faut apprendre comment penser, agir et lutter contre ce qui est idéologiquement désigné comme « normal ». Les prisons sont présentées comme « normales ». Cela demande beaucoup d'efforts de persuader les gens de penser au-delà des murs de la prison, d'être capables d'imaginer un monde sans prisons et de se battre pour l'abolition de l'incarcération comme principal mode de châtiment.

On peut se demander dans ce contexte pourquoi les femmes trans – et en particulier les femmes trans noires qui n'ont pas un *passing* évident – sont encore considérées comme autant en dehors de la norme – par presque toute la société.

Au cours des dernières décennies, nous avons naturellement appris beaucoup de choses sur le genre. Je suppose que pratiquement tous ceux et toutes celles qui sont en études féministes ont lu le livre de Judith Butler, *Trouble dans le genre*. Mais vous devriez lire également le dernier ouvrage de Beth Richie, *Arrested Justice : Black Women, Violence and the Prison Nation*, qui est réellement stupéfiant. Je vous conseille en particulier de lire son récit du procès des « Quatre du New Jersey » : l'histoire de quatre jeunes lesbiennes noires qui se promenaient dans Greenwich Village et qui ont fini en prison pour s'être défendues contre la violence masculine. Comme pour aggraver encore cette violence, elles se sont vues ensuite représentées dans les médias comme une « meute de louves lesbiennes ». On voit bien ici comment la race, le genre, la non-conformité de genre peuvent conduire à une bestialisation raciste ! Laquelle constitue une attaque, comme le souligne dans sa thèse l'un de mes étudiants, Eric Stanley, non seulement contre les humains, mais aussi contre les animaux.

Le TGI Justice Project est une organisation anticarcérale. Sa mission est double : offrir de

l'aide aux membres de la communauté tout en menant des actions en faveur de l'abolition des prisons. Elle encourage ainsi un féminisme particulièrement souple, et nous met en garde contre le fait d'être trop attachés à nos objectifs, qu'il s'agisse de nos objets d'étude – et je m'adresse ici aux universitaires réunis dans la salle – ou des actions que nous organisons – et je m'adresse maintenant aux militants.

Le TGI Justice Project nous enseigne que ces objectifs peuvent fluctuer selon nos pratiques. Il nous montre que vouloir s'assimiler à une catégorie déjà existante risque, à bien des égards, d'aller à l'encontre des efforts déployés pour produire quelque chose de radical ou de révolutionnaire. Et il nous prouve que non seulement nous ne devrions pas essayer d'intégrer les femmes trans à une catégorie « femme » inchangée, mais également que cette catégorie doit être transformée pour ne plus seulement refléter des idées normatives sur qui peut être considérée comme femme et qui ne le peut pas.

Par extension, on peut en tirer une autre leçon : il ne faut pas être trop attaché au concept de genre non plus. Car plus on l'étudie attentivement, plus on découvre qu'il est intégré à toute une série de structures sociales, politiques, culturelles et idéologiques. Ses définitions sont donc multiples, et c'est pourquoi le genre ne peut pas être décrit de façon pertinente comme une catégorie binaire

uniquement composée d'un pôle masculin et d'un pôle féminin.

Le fait d'intégrer les femmes trans, les hommes trans, les personnes intersexuées et de nombreuses autres formes de non-conformité dans le concept de genre nous amène à remettre radicalement en cause ses hypothèses normatives.

J'aimerais maintenant partager avec vous cette formidable citation de Dean Spade :

> Il me semble [écrit-il,] que les activistes féministes, queer et trans ont essentiellement essayé de renverser les idéologies culturelles, les pratiques sociales et les normes juridiques qui veulent que certaines parties du corps déterminent l'identité de genre tout comme les rôles et les comportements sociaux genrés. Nous avons lutté contre l'idée qu'avoir un utérus, ou des ovaires, ou un pénis, ou des testicules, puisse être un critère pour définir l'intelligence d'une personne ; un rôle parental adapté, une apparence physique convenable, une identité de genre adéquate, une aptitude au travail, des partenaires et des pratiques sexuelles respectables, ainsi que la capacité de prendre des décisions. Nous nous opposons aux assertions médicales et scientifiques qui soulignent le caractère soi-disant sain des rôles et activités traditionnellement genrés au détriment des corps qui défient ces normes, qui se

> voient ainsi pathologisés. Nous dissipons sans relâche les mythes selon lesquels des parties de notre corps font de nous qui nous sommes (et nous rendent, selon les cas, « moins bien que » ou « mieux que »).

Ce sont aujourd'hui les universitaires et activistes trans qui mènent les recherches les plus intéressantes sur l'idée d'abolition de la prison. J'aimerais ainsi mentionner trois ouvrages récemment publiés à ce sujet. Le premier est une formidable anthologie publiée sous la direction d'Eric Stanley et Nat Smith, *Captive Genders : Trans Embodiment and the Prison Industrial Complex*. Le deuxième, publié récemment par Andrea Ritchie, Kay Whitlock et Joey Mogul, s'intitule *Queer (In) Justice : the Criminalization of LGBT people in the United States*. Dean Spade, enfin, que j'ai cité précédemment – il est incroyablement prolifique, et je ne sais pas comment il arrive à écrire tous ces livres et tous ces articles tout en étant toujours en première ligne des manifestations partout dans le monde –, a récemment écrit un livre intitulé *Normal Life : Administrative Violence, Critical Trans Politics and the Law*.

Ces trois ouvrages ne sont pas seulement féministes parce qu'ils traitent d'un sujet féministe – bien que le racisme, le complexe industrialo-carcéral, la criminalisation, l'enfermement, la violence et le droit soient tous des thèmes que

le féminisme devrait analyser, dénoncer et combattre –, mais essentiellement par leur démarche méthodologique. Or, les méthodologies féministes peuvent nous être fort utiles dans nos pratiques théoriques, tout comme dans nos activités militantes.

Le fait d'appréhender la catégorie « femme » dans ses aspects les plus marginaux – ou en adoptant le point de vue des personnes qui se battent pour y entrer et ce faisant la remettent fondamentalement en question – nous éclaire bien plus que de simplement l'examiner dans ses dimensions normatives. Car si les universitaires, de par leur formation, se méfient de la nouveauté, nous avons aussi tendance, dans le milieu militant, à toujours avoir une idée très claire du chemin à parcourir et des objectifs. Dans les deux cas, nous voulons avoir le *contrôle*. De sorte que nos projets de recherche et nos actions militantes sont formulés de telle manière qu'ils viennent conforter ce que nous savons déjà. Ce qui présente finalement peu d'intérêt ; c'est même assez ennuyeux. Comment laisser alors une part à la surprise, et comment faire pour que celle-ci soit féconde ?

Permettez-moi de faire une petite digression sur la manière dont on peut créer un élément de surprise. Quand j'étais au lycée, j'aimais beaucoup danser le quadrille. [Rires.] Vraiment, j'adorais ça ! Plus tard, au sein du mouvement de libération noir, quelqu'un m'a dit : « Pourquoi est-ce que

tu danses le quadrille ? Les Noir·es ne dansent pas le quadrille ! » Plus récemment, j'ai découvert les Carolina Chocolate Drops, un groupe de folk traditionnel absolument incroyable. Mais je suis également tombée sur une anecdote au sujet d'une meneuse de quadrille à Chicago. Je crois me souvenir qu'elle s'appelle Saundra Bryant, je l'ai lu quelque part sur Internet. Elle a raconté qu'elle avait reçu un jour un coup de téléphone de quelqu'un qui voulait qu'elle mène le quadrille dans son club de danse. Elle lui a répondu : « OK, il faut juste que je regarde mon agenda. » Alors la personne lui a lancé : « Avant que vous regardiez votre agenda, il faut que vous sachiez que c'est un club de quadrille gay. » Saundra Bryant a alors répliqué : « Avant que je regarde mon agenda, il faut que vous sachiez que je suis une meneuse de quadrille noire. » Ainsi, le quadrille est devenu d'un coup d'un seul noir et gay, ce qui a probablement changé un peu la manière dont on le dansait.

Vous pensez peut-être que je me suis un peu éloignée de mon sujet, mais pas tant que ça : j'ai voulu souligner à quel point il est important d'aborder nos recherches théoriques et nos pratiques militantes d'une façon qui permette de développer, d'approfondir et de complexifier notre approche et notre expérience de la liberté.

Le féminisme va bien au-delà de l'égalité de genre, et il dépasse largement la question du genre.

Le féminisme doit prendre en compte le capitalisme – du moins le féminisme auquel je m'identifie, car il existe bien sûr des féminismes très divers. Le féminisme doit s'intéresser au capitalisme, au racisme, au colonialisme et à la post-colonialité, tout comme à la question du handicap, et inclure plus de genres et de sexualités que nous ne pouvons même imaginer. Le féminisme nous encourage à admettre toute une série de connexions entre des discours, des institutions, des identités et des idéologies que nous avons souvent tendance à considérer séparément, mais aussi à développer des stratégies épistémologiques et organisationnelles qui nous permettent de dépasser les catégories « femme » et « genre ». En outre, les méthodologies féministes nous incitent à découvrir des liens qui ne sont pas toujours évidents. Elles nous encouragent à expérimenter certaines contradictions et à découvrir en quoi elles peuvent s'avérer fécondes. Le féminisme nous invite à faire converger des questions qui semblent pourtant distinctes, et à dissocier au contraire des problèmes qui semblent naturellement aller de pair.

On part aujourd'hui du principe que les personnes trans ou non conformes à leur genre étant relativement peu nombreuses (notamment à l'intérieur d'un système carcéral qui représente quelque 2,5 millions d'individus aux États-Unis et plus de 8 millions à travers le monde), on ne voit pas pourquoi elles mériteraient qu'on

leur accorde une attention particulière. Mais à propos des prisons et du complexe industrialo-carcéral, l'approche féministe a toujours été de dire : quand on se penche sur le cas des femmes incarcérées – qui représentent elles aussi un tout petit pourcentage à l'échelle mondiale –, cela nous éclaire bien sûr sur la situation des femmes en prison, mais cela nous informe encore plus sur l'ensemble du système carcéral que si nous nous intéressions exclusivement aux hommes. Dès lors, une approche féministe tire non seulement des conclusions sur la situation des personnes trans et non conformes à leur genre en détention – et sur la manière dont leur sort pourrait être amélioré –, mais elle éclaire également ce que cette situation particulière révèle, à plus grande échelle, sur la nature des sanctions, et donc sur le système carcéral lui-même.

Il est certain que l'on ne peut pas engager une réflexion sur l'abolition des prisons autrement que dans une perspective antiraciste. Il est certain également que cette réflexion implique de remettre en cause les injonctions normatives liées au genre. Ce processus même révèle une violence épistémique : la violence inhérente à la catégorisation binaire du genre dans la société en général.

Envisager le féminisme dans une perspective anticarcérale, et inversement, implique de prendre au sérieux le vieil adage féministe selon lequel « le personnel est politique ». À partir de

Beth Richie, on peut réfléchir à la manière dont la violence institutionnelle de la prison vient dangereusement compléter et élargir d'autres formes de violence plus intimes et plus individuelles, comme les violences au sein du cercle familial ou les agressions sexuelles. On peut également se demander si en emprisonnant des coupables, on ne fait rien d'autre que reproduire les actes de violence que les coupables sont censés avoir commis : en d'autres termes, si la criminalisation ne permet pas au problème de se perpétuer.

Il me semble donc que les personnes qui s'impliquent le plus dans la lutte contre les violences envers les femmes devraient également être en première ligne des luttes anticarcérales. Et les personnes en lutte contre les assassinats commis par la police devraient pareillement s'opposer aux violences dites domestiques – il nous faut en effet garder en tête les liens indiscutables entre la violence dans l'espace public et la violence privée, ou « privatisée ».

Les théories et pratiques anti-carcérales ont donc une dimension philosophique féministe : le personnel est politique. Il y a un lien très fort entre d'un côté les luttes contre les institutions, et d'un autre côté les combats plus individuels pour réinventer nos vies personnelles et nous reconstruire. Nous savons, par exemple, que nous reproduisons fréquemment, à travers nos réactions émotionnelles, les schémas de la justice punitive. Quand

une personne nous agresse, verbalement ou non, comment réagit-on ? Par une contre-attaque. Les méthodes punitives de l'État sont inscrites dans nos réactions émotionnelles. Le politique se reproduit lui-même à travers le personnel. Ce point de vue féministe charrie des influences marxistes – et celle de Foucault, peut-être. La perspective féministe permet ainsi d'envisager la reproduction des rapports qui sous-tendent l'existence d'un système tel que le complexe industrialo-carcéral.

La population incarcérée n'aurait pas pu atteindre, aux États-Unis, le chiffre de près de 2,5 millions de personnes sans notre consentement implicite. Et nous admettons rarement que les institutions psychiatriques sont souvent une composante essentielle du complexe industrialo-carcéral, et nous faisons semblant d'ignorer les recoupements entre les industries pharmaceutiques et le complexe industrialo-carcéral. Il n'en reste pas moins que si nous avions réagi avec plus de force dans les années 1980 et 1990, pendant la période Reagan-Bush et pendant le mandat de Clinton, nous ne serions pas en butte aujourd'hui à un système aussi monstrueux.

Il nous a fallu désapprendre un certain nombre de choses au cours des dernières décennies, à commencer par le racisme – et je ne parle pas ici uniquement des Blancs. Les personnes non blanches ont dû se défaire de l'idée selon laquelle le racisme est une pratique individuelle, qu'il

s'agit essentiellement de préjugés qui peuvent être corrigés par des campagnes de sensibilisation de l'opinion.

Est-ce que vous vous souvenez que Don Imus[1], il y a cinq ans, a traité les joueuses de l'équipe de basket de l'université Rutgers de « putes aux cheveux crépus » ? Cinq ans plus tard, le voici réhabilité ! Il avait été renvoyé de CBS, mais ce geste ne compense pas la mort de Troy Davis, exécuté par la plus raciste de toutes nos institutions, la peine capitale. Aucune psychothérapie ou thérapie de groupe n'est capable de traiter efficacement le racisme dans ce pays, à moins que nous ne commencions par l'attaquer à la racine.

Quant aux prisons, elles sont l'incarnation même du racisme. Comme l'a fait remarquer Michelle Alexander, l'incarcération de masse constitue aux États-Unis un « nouveau Jim Crow ». Mais cela va même au-delà : en tant que pierre angulaire du complexe industrialo-carcéral, les établissements pénitentiaires sont une expression de la rentabilité croissante des châtiments. Ils témoignent d'une stratégie de plus en plus globale qui vise à traiter les personnes non blanches et les populations migrantes venant des pays du Sud comme une population excédentaire, pour ne pas dire jetable.

---

1. Don Imus est un animateur radio américain.

Jetez toutes ces personnes dans une immense poubelle, ajoutez quelques gadgets électroniques sophistiqués pour les contrôler, et laissez-les croupir à l'intérieur ! Et en même temps, créez l'illusion idéologique que la société en général est plus sûre et plus libre parce que les dangereux Noirs et Latinos, les Amérindiens, les Asiatiques et les Blancs malfaisants, et bien sûr les redoutables musulmans, sont sous les verrous !

Et pendant ce temps, les grandes sociétés font des profits et les communautés défavorisées souffrent. L'enseignement public est aussi en crise parce qu'il n'est pas rentable selon les critères marchands. Le système de santé publique en pâtit. Si les condamnations peuvent être rentables, alors pourquoi pas aussi les services de santé ? Tout ceci est absolument scandaleux.

Il est tout aussi choquant que l'État d'Israël utilise des technologies carcérales développées pour les prisons américaines, non seulement pour contrôler plus de 8 000 prisonniers et prisonnières politiques palestinien·nes en Israël, mais également pour exercer un contrôle sur l'ensemble de la population palestinienne. Ces technologies carcérales, comme par exemple le mur de séparation, qui n'est pas sans évoquer le mur de la frontière américano-mexicaine, sont la matérialisation de l'apartheid israélien.

La société G4S a une filiale appelée G4S Secure Solutions, autrefois connue sous le nom

de Wackenhut. Récemment, une filiale de cette filiale, GEO Group – qui est une société pénitentiaire privée –, a tenté de signer un contrat de *naming* avec une université américaine, la Florida Atlantic University, moyennant un chèque d'environ 6 millions de dollars. Mais les étudiant·es se sont mobilisé·es. Ils n'ont pas accepté que le stade de leur université porte le nom d'une société pénitentiaire privée. Et ils ont gagné : le nom a été retiré du stade.

De la Californie (ou du Texas, ou de l'Illinois) à Israël et à la Palestine occupée – en passant, comme on vient de le voir, par la Floride –, nous n'aurions jamais dû laisser cette situation se produire. Nous n'aurions pas dû permettre, au cours des trois dernières décennies, que les choses aillent jusque-là. Et nous ne pouvons pas laisser cette situation perdurer aujourd'hui.

Une autre chose que je souhaitais vous dire, c'est que j'ai vraiment beaucoup d'affection pour les nouvelles générations étudiantes et ouvrières. Deux générations les séparent de la mienne – on dit parfois que la révolution saute une génération, n'est-ce pas ? Mais la génération intermédiaire n'a pas non plus ménagé ses efforts... Ceux et celles d'entre vous qui sont aujourd'hui dans la quarantaine... Si vous n'aviez pas préparé le terrain, il aurait été impossible à cette jeune génération d'émerger. Ce que je trouve formidable, dans cette nouvelle génération, c'est qu'elle a

été profondément influencée par le féminisme. Même si elle ne le sait pas, même si elle refuse de l'admettre. Elle a été marquée par les luttes antiracistes. Et elle n'est pas contaminée par l'homophobie, si néfaste émotionnellement, et qui malheureusement ne date pas d'hier. Les jeunes ouvrent la voie en contestant aujourd'hui conjointement la transphobie, le racisme et l'islamophobie. C'est pourquoi j'aime tant travailler à leurs côtés : cette génération n'est pas accablée comme nous par des décennies d'idéologie autoritaire.

Je n'ai plus que deux ou trois choses à ajouter. J'ai malheureusement dépassé mon temps de parole. C'est dommage, j'ai encore une page entière de notes... [Rires.] Je dirai donc pour finir que c'est précisément grâce aux jeunes que le principe de l'égalité devant le mariage est de plus en plus facilement accepté. Un grand nombre d'entre vous conteste également – et à juste titre – la logique assimilationniste du mariage pour tous et toutes. Nous ne pouvons pas tenir pour acquis qu'à partir du moment où des personnes sont autorisées, à titre individuel, à entrer dans le cercle bourgeois et hétéro-patriarcal de l'institution du mariage, le combat est pour autant gagné.

Les liens entre le féminisme et les luttes anticarcérales constituent, comme vous avez pu vous en rendre compte, un sujet très vaste, et aucune conclusion ne semble appropriée. Au cours de

cet exposé, je n'ai fait que commencer à explorer quelques-uns de ses aspects. Il me resterait beaucoup à dire, mais je suis arrivée au bout de mon temps de parole. Je laisserai donc le dernier mot à Assata Shakur :

> En ce moment [écrivait-elle il y a quelques années], ce n'est pas pour moi que je m'inquiète. Tout le monde doit mourir un jour, et tout ce que je souhaite, c'est m'en aller dignement. Je suis davantage préoccupée par la pauvreté croissante, le désespoir grandissant qui sévissent en Amérique. Je m'inquiète pour les jeunes générations, qui représentent notre futur. Je m'inquiète de l'essor du complexe industrialo-carcéral, qui transforme à nouveau notre peuple en esclaves. Je m'inquiète de la répression, des brutalités policières, de la violence, de la vague grandissante de racisme qui forme aujourd'hui l'arrière-plan politique des États-Unis. Notre jeunesse mérite un avenir, et je considère que nos ancêtres nous ont donné pour mission de lutter pour qu'elle en ait un.

VII. Libération noire : des années 1960 à l'ère Obama

Discours prononcé au Davidson College, en Caroline du Nord, le 12 février 2013.

Permettez-moi de dire, pour commencer, que si le Black History Month est célébré chaque année en février – ce dont les gens se plaignent habituellement parce que c'est le mois le plus court de l'année –, c'est pour des raisons particulières, et notamment parce que cela correspond à l'anniversaire de la mort de Frederick Douglass[1]. Et j'ajouterai que depuis que nous commémorons également la naissance de Martin Luther King à la mi-janvier, nous avons prolongé cette période de célébration, qui dure maintenant au moins un mois et demi. En outre, ceux et celles qui reconnaissent le rôle fondamental que les femmes noires ont joué dans la lutte pour les droits des femmes dans ce pays continuent de célébrer l'histoire noire pendant le Women's History Month[2]. Ce qui veut dire que nous avons maintenant deux mois et demi pour commémorer l'histoire noire : ce n'est pas si mal.

---

1. Frederick Douglass, né esclave, fut l'un des plus célèbres abolitionnistes du XIX[e] siècle.

2. Le « Mois national des femmes dans l'histoire » est célébré aux États-Unis au mois de mars.

L'histoire noire, que ce soit ici, en Amérique du Nord, ou bien en Afrique ou en Europe, a toujours été marquée par un esprit de résistance – un esprit militant, contestataire et progressiste. Je suis donc très heureuse d'avoir été invitée à traiter du thème de la contestation et de la transformation sociale des années 1960 à nos jours.

Quand nous célébrons l'histoire noire, il ne s'agit pas seulement d'honorer les personnes isolées qui ont, au cours de l'histoire, ouvert la voie à la communauté noire – même s'il est très important de reconnaître le rôle joué par ces figures pionnières. À mon sens, ce que nous célébrons à cette occasion, c'est une lutte de plusieurs siècles pour étendre notre libération à tous et à toutes. C'est pourquoi l'histoire noire se confond avec celle des États-Unis, mais également avec celle du monde entier. Ce n'est pas pour rien qu'en 2008, l'élection d'Obama a provoqué une telle euphorie à l'échelle planétaire : le fait qu'un Noir qui se réclamait de la lutte historique pour l'émancipation des Noir·es puisse être élu président des États-Unis a réjoui le monde entier parce qu'en tout lieu, les gens s'identifient à cette lutte sans trêve pour la liberté – ce que Cedric Robinson appelle la « tradition noire radicale ».

Cette tradition peut être revendiquée par tous et toutes, indépendamment de la race ou de la nationalité. Le monde entier a manifesté sa solidarité envers la communauté africaine-américaine.

Frederick Douglass a parcouru l'Europe pour mobiliser l'opinion en faveur de l'abolition de l'esclavage. Ida B. Wells a voyagé en Angleterre, en Irlande et en Écosse pour trouver des soutiens au mouvement contre le lynchage. Et par la suite, comme chacun sait, le Canada a servi de terre d'asile aux esclaves : quand la Fugitive Slave Law[1] empêcha ceux et celles qui avaient fui de trouver refuge quelque part à l'intérieur des États-Unis, le chemin de fer clandestin dut être étendu jusqu'au Canada.

D'autres événements ont bien évidemment marqué l'histoire noire, comme par exemple l'affaire des Scottsboro Boys[2]. Ma mère faisait partie des groupes militants qui se sont mobilisés pour leur libération dans les années 1930 et 1940. Une campagne internationale de soutien fut organisée, même s'il fallut attendre de nombreuses décennies avant que les derniers d'entre eux soient libérés. Dans les années 1950, il y a eu une autre affaire célèbre en Caroline du Nord, le Kissing Case : en 1958, dans la ville de Monroe, un petit garçon noir âgé d'environ six ans a embrassé une petite fille

---

1. La « loi des esclaves fugitifs », adoptée par le Congrès des États-Unis le 18 septembre 1850, étendit la portée de l'esclavage dans les États libres du Nord en stipulant que les esclaves réfugiés là-bas pouvaient être arrêtés et renvoyés vers le Sud. Elle conduisit des milliers d'esclaves à se réfugier au Canada.
2. Cette affaire fait référence à neuf garçons africains-américains âgés de douze à vingt ans accusés, en 1931, d'avoir violé deux femmes blanches dans un train.

blanche avec qui il jouait, et il a été arrêté pour tentative de viol. Si j'évoque cette affaire, ce n'est pas tant à cause de son caractère sensationnel que parce que le battage médiatique qu'elle provoqua en Europe conduisit finalement à la libération du petit garçon. Plus tard, bien évidemment, nombre de prisonniers et prisonnières politiques ont aussi bénéficié de mouvements de solidarité à l'échelle internationale – moi la première.

Alors que j'étais en prison, des campagnes de soutien ont été organisées à peu près partout dans le monde – en Asie, en Afrique, en Amérique latine, en Europe, dans l'ancienne Union soviétique, en Allemagne de l'Est et de l'Ouest. On peut aussi évoquer le cas toujours d'actualité de Mumia Abu-Jamal, dont la situation dramatique suscite davantage de débats publics en Europe qu'ici aux États-Unis. On peut se le rappeler, la fondation du Black Panther Party a enflammé l'imaginaire de la jeunesse à travers tous les États-Unis : non seulement des sections du Black Panther Party se sont créées dans toutes les grandes villes, mais d'autres organisations ont été créées sur le même modèle dans des pays comme la Nouvelle-Zélande. Les Maoris, qui luttaient contre le racisme dans leur pays, ont fondé là-bas un Black Panther Party. Il y en a eu un autre au Brésil, ainsi qu'en Israël.

J'aimerais dès lors que nous réfléchissions au cadre plus vaste dans lequel les mobilisations et les luttes d'émancipation noires ont pu

se développer. Des peuples du monde entier se sont inspirés du mouvement de libération noir pour créer des groupes militants en lutte contre l'oppression dans leur propre pays. En réalité, il a toujours existé une forte symbiose entre les luttes à l'étranger et nos luttes nationales : une relation à la fois d'influence et de réciprocité. La lutte de libération noire menée en Afrique du Sud s'est inspirée en partie des luttes passées des esclaves noir·es américain·es. Et les luttes d'émancipation africaines-américaines, dans les années 1960, se sont en partie inspirées des luttes d'émancipation en Afrique du Sud. Il se trouve que j'ai passé mon enfance dans la ville américaine la plus marquée par la ségrégation : Birmingham, en Alabama. Je me souviens d'avoir entendu parler de l'Afrique du Sud parce que Birmingham était souvent appelée « la Johannesburg du sud des États-Unis ». Martin Luther King s'est inspiré de Gandhi pour initier des campagnes antiracistes non-violentes tandis qu'en Inde, la lutte contre le système des castes a puisé son inspiration dans les luttes noires aux États-Unis. Plus récemment, de jeunes Palestinien·nes des Territoires occupés ont organisé, sur le modèle des Freedom Rides, des « voyages de la liberté » en montant dans des bus réservés aux Israéliens et en se faisant arrêter comme dans les années 1960 les Freedom Riders américains.

Comme je vous le disais, il s'agit donc d'aborder l'histoire noire dans le cadre de ce potentiel-là.

Je dois dire que je suis très préoccupée par notre relation collective à l'Histoire qui, dans ce pays, souffre de sérieuses lacunes. Vous êtes certainement nombreux et nombreuses à connaître cette citation de William Faulkner, qui vaut la peine d'être répétée : « Le passé n'est jamais mort, il n'est même pas passé[1]. » Nous vivons en effet avec les fantômes de notre passé ; nous vivons avec les fantômes de l'esclavage. Je me demande donc pourquoi, alors que nous sommes en 2013, nous n'assistons pas à des célébrations d'envergure du 150e anniversaire de la Proclamation d'émancipation. Vous ne trouvez pas cela étrange ? Je sais qu'Obama a fait une déclaration, le 31 décembre, nous invitant à commémorer cet anniversaire, mais je n'ai eu vent d'aucune célébration. Du coup, je me demande également ce qui est prévu pour le 150e anniversaire du vote du 13e amendement. Un nouveau film, peut-être[2] ?

Continuons sur ce thème : nous vivons avec les fantômes de notre passé. On m'a invitée à parler des mouvements de contestation des années 1960. Mais ces mobilisations n'auraient pas été nécessaires si l'esclavage avait été complètement aboli au XIXe siècle. Le mouvement que nous appelons aujourd'hui « mouvement pour les

1. Citation tirée de *Requiem pour une nonne*, 1951.

2. Allusion au film *Lincoln*, de Steven Spielberg, sorti en 2012.

droits civiques », mais qui était appelé à l'époque par la plupart de ses acteurs et actrices « mouvement de libération », fait apparaître un glissement sémantique intéressant de la « libération » vers les « droits civiques » : comme si la seule manière d'être libre dans notre société consistait à acquérir des droits civiques. Si l'esclavage avait été aboli en 1863, grâce à la Proclamation d'émancipation, ou en 1865, par le biais du 13e amendement, les Noir·es auraient bénéficié d'une citoyenneté entière et d'une parfaite égalité, et il n'aurait pas été nécessaire de se mobiliser à nouveau.

L'une des périodes les plus largement méconnues de l'histoire américaine est la Reconstruction radicale. Ce fut certainement le moment le plus radical de notre histoire. Nous avons eu à cette époque des représentant·es élu·es noir·es – il a fallu attendre ensuite plus d'un siècle pour que cela se reproduise. Les citoyens et citoyennes de ce pays ignorent toujours que ce sont les ancien·nes esclaves qui ont introduit l'enseignement public dans le sud des États-Unis, et que les enfants blancs n'auraient jamais pu accéder à l'instruction sans les campagnes constantes en faveur de l'éducation. Parce que l'éducation équivalait à la libération. Il n'y a pas de libération sans éducation. Cette brève période de Reconstruction radicale – je parle des années qui vont de 1865 à 1877 – s'est accompagnée d'un fort développement économique. D'autre part, plusieurs lois progressistes

ont été votées alors que les Noir·es siégeaient dans les assemblées législatives de différents États, non seulement sur la question raciale, mais également en faveur des droits des femmes.

Pour commémorer correctement le 150e anniversaire de la Proclamation d'émancipation – et il nous restera alors deux ans pour préparer le 150e anniversaire du 13e amendement –, tous les jeunes de ce pays, à partir du lycée et jusqu'au troisième cycle universitaire, devraient lire l'ouvrage de W.E.B. Du Bois, *Black Reconstruction in America*. Dans les années 1960, nous nous sommes attaqué·es à des problèmes qui auraient dû être résolus dans les années 1860. J'insiste sur ce point, car que va-t-il se passer quand arriveront les années 2060 ? Les gens auront-ils encore à résoudre ces mêmes problèmes ? C'est en cela qu'il est important d'imaginer l'avenir, et bien au-delà de notre propre existence. On a l'habitude de dire : d'ici là, j'aurai disparu. Mais c'est le cas de tout le monde, n'est-ce pas ? Si ceux et celles qui se sont impliqués dans le combat contre l'esclavage – je pense à des personnalités telles que Frederick Douglass ou Ida B. Wells – avaient eu une vision aussi étroite et individualiste de leur propre rôle, où serions-nous aujourd'hui ?

Dans les années 1970, en Caroline du Nord, j'ai eu à me battre contre le Ku Klux Klan, qui exerçait un véritable contrôle sur cet État. Je me souviens de l'époque où de grands panneaux

d'affichage annonçaient à l'entrée de différentes localités de Caroline du Nord que les « chevaliers du Ku Klux Klan » souhaitaient la bienvenue aux visiteurs. Ils apparaissaient en public avec leur robe et leur cagoule. J'ai contribué à organiser à Raleigh deux grandes marches contre le Ku Klux Klan. J'étais alors militante dans une association multiraciale, la National Alliance Against Racist and Political Repression[1]. Une partie de nos militant·es blanc·hes traînaient dans les bars fréquentés par le Ku Klux Klan pour glaner des informations sur ce qu'il préparait. Nous étions alors terrifié·es à l'idée que le Ku Klux Klan s'en prenne à nous – étant donné les violences qu'il avait commises contre les Noir·es non seulement dans le passé, mais également dans les années 1960 et 1970.

Quand on évoque le Ku Klux Klan, ou encore la ségrégation raciale, on a tendance à penser que tous ces phénomènes sont nés sous l'esclavage. Mais le Ku Klux Klan a été créé seulement au lendemain de l'esclavage, tout comme la ségrégation raciale : cela s'est produit juste après la période de la Reconstruction noire radicale, dans l'espoir de contrôler les Noir·es désormais affranchi·es. Ceux et celles qui avaient été par le passé asservi·es et enchaîné·es avaient soudain la

1. L'« alliance nationale contre le racisme et la répression politique ».

possibilité de s'exprimer librement : forcément, il y avait des personnes pour qui cette idée était insoutenable. Certaines auraient voulu rétablir l'esclavage. Sans pouvoir aller jusque-là, diverses stratégies ont été mises en place pour régenter les corps noirs libérés.

Si ces stratégies – comme par exemple les violences engendrées par le Ku Klux Klan, ou le système des travaux forcés qui a jeté les bases de l'industrie carcérale actuelle – n'avaient pas été mises en œuvre, les Noir·es affranchi·es auraient davantage réussi à imposer la démocratie dans tout le pays. Les luttes des années 1960 n'auraient pas été nécessaires. Quand on se réfère aujourd'hui aux luttes des années 1950 et 1960, et en particulier au boycott des bus de Montgomery, on évoque inévitablement Martin Luther King ou Rosa Parks. Mais nous devrions également nous intéresser à Jo Ann Robinson, auteur de l'ouvrage *The Montgomery Bus Boycott and the Women Who Started It*[1]. Je ne me lasse jamais d'inciter les gens à se souvenir de ces femmes noires de modeste condition, qui étaient employées comme domestiques, comme blanchisseuses et comme cuisinières : ce sont elles qui ont collectivement refusé de monter dans le bus.

---

1. « Le boycott des bus de Montgomery et les femmes qui en sont à l'origine ».

Ce sont elles que nous devons remercier pour avoir imaginé qu'un autre monde était possible, et pour nous avoir permis de vivre comme nous le faisons aujourd'hui. On peut évoquer Claudette Colvin, qui a fait l'objet d'une merveilleuse biographie, *Twice Toward Justice* : vous devriez tous et toutes la lire, parce que Claudette Colvin a refusé de s'installer à l'arrière d'un bus avant même Rosa Parks. Elle a également été arrêtée avant Rosa Parks.

On peut aussi évoquer l'attentat à la bombe de l'église baptiste de la 16e Rue. La mort de Carole Robertson, Cynthia Wesley, Addie Mae Collins et Denise McNair ce dimanche matin-là, à Birmingham, a une signification symbolique importante : interrompre brutalement l'existence de ces jeunes filles revenait à empêcher qu'elles deviennent des femmes engagées dans le combat pour la libération noire. Quelques mois avant cet attentat, à Birmingham, on a assisté à des manifestations d'enfants. À cette occasion, des enfants ont tenu tête à la police, affrontant les canons à eau des pompiers et leurs chiens : ce furent quelques-uns des moments les plus spectaculaires de toute la campagne pour les droits civiques.

Comme je le disais, le mouvement de libération noir était très ambitieux : il s'agissait de transformer le pays tout entier, et pas seulement d'acquérir des droits civiques dans un cadre inchangé. On a ensuite tenté de récupérer ce mouvement

dans le but de produire une mémoire historique susceptible de s'en tenir au cadre restreint des droits civiques. Je ne cherche pas à insinuer, bien évidemment, que les droits civiques ne sont pas importants. Aujourd'hui, encore, au XXIe siècle, des luttes se mènent pour obtenir des droits élémentaires : la lutte des sans-papiers est un combat pour les droits civiques ; le combat pour défendre les droits des personnes en détention est un combat pour les droits civiques ; le combat pour l'égalité face au mariage des communautés LGBT également. Toutefois, dans les années 1960, l'idée était aussi défendue qu'il ne s'agissait pas seulement d'obtenir des droits formels, mais qu'il fallait également réclamer « quarante acres et une mule » (une promesse faite aux esclaves mais éliminée du programme abolitionniste au XIXe siècle) : il fallait acquérir la liberté économique.

Il s'agissait également d'obtenir des libertés concrètes : l'enseignement gratuit, les soins médicaux gratuits, un logement abordable. Ces questions auraient dû faire partie du programme abolitionniste au XIXe siècle. Or, nous sommes maintenant au XXIe siècle, et on ne peut toujours pas dire que nous bénéficions de logements abordables. Les soins de santé et l'éducation sont devenus des marchandises. L'éducation a été si profondément marchandisée qu'on n'en comprend plus le processus d'acquisition des connaissances tant il est désormais subordonné

à la capacité future de gagner de l'argent. Mais pour en revenir aux revendications de l'époque : il s'agissait aussi de mettre fin à l'emprise raciste de la police sur les communautés noires. C'étaient là quelques-unes des revendications notamment formulées par les Black Panthers.

J'habite à Oakland, en Californie, là où le Black Panther Party a été créé en 1966. Nous y sommes toujours en butte au problème majeur des violences policières racistes : je suis par exemple intervenue récemment lors de la commémoration du dix-septième anniversaire d'un jeune homme qui a été abattu par la police à proximité d'un lycée – n'oublions pas que Trayvon Martin, lui aussi, aurait également eu dix-huit ans aujourd'hui…

Il est enfin important de relever combien certains épisodes de l'histoire des luttes d'émancipation noires sont si facilement intégrés à l'histoire plus générale des luttes démocratiques aux États-Unis tandis que d'autres restent totalement ignorés. Je ne pense pas qu'il existe une seule personne aux États-Unis qui n'ait jamais entendu parler de Martin Luther King. Il y a même probablement très peu de gens à travers le monde qui ne connaissent pas son nom, et c'est évidemment une très bonne chose. À ce propos, notons que le nouveau mémorial Martin Luther King, à Washington, est vraiment impressionnant. J'ai cru comprendre que la citation erronée inscrite dessus – « J'étais le tambour-major de la justice,

de la paix et de la vertu » – allait bientôt être retirée. La citation exacte est en réalité : « Si vous voulez dire que j'étais un tambour-major, dites que j'étais un tambour-major de la paix. Dites que j'étais un tambour-major de la justice, un tambour-major de la vertu. » Il n'en reste pas moins que le monument est assez étonnant. À l'occasion du Martin Luther King Day[1], qui correspondait cette année à la seconde investiture d'Obama, je me suis rendue à Washington pour participer au gala pour la paix organisé par Andy Shallal, avec Mos Def et Sweet Honey in the Rock. En fin de soirée, en petit groupe, nous avons décidé d'aller jeter un coup d'œil au monument. Je ne pensais pas que je serais si émue par ce monument, mais à deux heures et demie du matin, il n'y avait personne, et je dois dire que c'était un spectacle assez incroyable. Nous avons pu nous promener le long du mur et lire les différentes citations inscrites dessus. J'ai pris conscience tout à coup que nous avions effectivement parcouru un long chemin, mais qu'en même temps, nous avions énormément régressé. Comment faire pour résoudre cette équation contradictoire entre progrès et régression ?

Si j'évoque cette anecdote, c'est parce qu'il y a une raison pour laquelle la plupart des gens

1. Jour férié célébrant l'anniversaire de la naissance de Martin Luther King, le troisième lundi du mois de janvier.

n'ont jamais eu l'occasion de se pencher sur le programme en dix points du Black Panther Party : ces dix points, en effet, restent plus que jamais d'actualité. Les aspects de la lutte pour les droits civiques qui sont maintenant incorporés dans le récit officiel de la démocratie américaine coïncident avec un but qu'on peut aujourd'hui considérer comme atteint. Les Noir·es ont obtenu les droits civiques : il n'est plus nécessaire de se battre. Cette lutte de libération appartient donc au passé… Je vous assure que beaucoup de gens raisonnent de cette manière.

Je vous enjoins à faire une recherche sur Google : « programme en dix points du Black Panther Party ». Vous y trouverez la phrase suivante : « Nous voulons l'accès gratuit aux soins médicaux pour tous les Noirs et pour tous les opprimés. » Cette phrase résonne étrangement tandis que certaines franges de la société regardent d'un mauvais œil le programme d'assurance-maladie proposé par Obama – qui est mieux que rien sans doute, mais pas tellement mieux non plus… Vous y lirez également cette phrase : « Nous voulons la liberté pour tous les Noirs et tous les opprimés détenus aujourd'hui dans les établissements pénitentiaires fédéraux, d'État, de comté et municipaux, et dans les prisons militaires. » Là encore cette phrase sonne aujourd'hui avec force tandis qu'il y a 2,5 millions de personnes derrière les barreaux et que, selon Michelle Alexander, il y a dans la

deuxième décennie du XXIe siècle davantage de personnes noires incarcérées, et directement sous le contrôle d'organismes correctionnels, qu'il n'y avait d'esclaves en 1850.

Si nous avons des difficultés à nous confronter à l'Histoire ou à reconnaître comment nous nous situons à l'intérieur de notre propre histoire, c'est également lié à la manière dont les mobilisations de masse sont aujourd'hui souvent traitées par les médias, un processus qui fait qu'elles deviennent vite des actualités dépassées. Cela a par exemple été notable avec le mouvement Occupy, qui a vite été relégué au fin fond des annales de l'histoire. Cette vaste mobilisation a surgi pourtant avec tant de force, dans un contexte qui faisait écho aux processus alors en cours en Égypte ou en Tunisie, mais aussi à la mobilisation des travailleurs et des travailleuses du secteur public dans le Wisconsin – ces connexions étaient très claires à ce moment-là. À la faveur des occupations, la lutte rayonnait dans toutes les grandes villes des États-Unis et dans un grand nombre de petites localités – comme partout à travers le monde.

J'ai personnellement eu l'occasion de passer du temps sur le site d'Occupy à Philadelphie, à New York, à Oakland (où il y a eu cette manifestation absolument incroyable appelant à la fermeture des ports de la côte Ouest), et ensuite à Berlin et à Londres. Le potentiel du mouvement Occupy

était – et est toujours – véritablement énorme. Je voudrais donc que nous réfléchissions aux promesses portées par ce mouvement. Il ne faut pas croire que parce que les tentes ne sont plus là – bien qu'il en reste quelques-unes à certains endroits – le combat des 99 % a été anéanti. Cette brève période n'a-t-elle pas été riche d'enseignements ? Le mouvement Occupy nous a permis de discuter du capitalisme publiquement et ouvertement, ce qui n'avait pas été possible depuis les années 1930. Il me semble donc que nous devrions nous réjouir des nouvelles possibilités offertes par ce mouvement et admettre qu'il a créé un espace politique dont nous profitons encore aujourd'hui. Il ne faut pas croire que puisque les tentes sont désormais démontées, il ne reste plus rien. Bien au contraire. Les expulsions, en particulier, mobilisent encore énormément d'activistes.

D'autre part, nous avons été témoins, plus récemment, de la réélection d'Obama. À ce stade, tous ceux et toutes celles qui avaient vu en Obama un nouveau messie savaient désormais qu'il n'était rien d'autre que le président des États-Unis d'Amérique, le président d'un pays raciste et impérialiste. Nous espérons tous et toutes, naturellement, que les choses évoluent dans un meilleur sens au cours de ce mandat, mais il y a peu de chances que cela arrive si nous ne nous mobilisons pas à la mesure de ce que la situation exige de nous.

Cette élection a été très instructive, plus que nous n'aurions pu l'imaginer, plus encore que lors du premier mandat. Lors de la première élection d'Obama, tout le monde s'est focalisé, de manière un peu myope, sur ce que représentait ce candidat en tant qu'individu. Nous avons craint cette fois une victoire possible du candidat républicain – ce qui, politiquement, aurait été un désastre. Je me souviens d'avoir dit à tout le monde : je n'irai pas me coucher avant d'avoir entendu le discours de défaite de Romney. Je me souvenais qu'en 2000, j'étais allée me coucher en croyant que Gore avait été élu, et quand je m'étais réveillée le lendemain matin, nous étions plongés dans un cauchemar qui allait durer huit ans. Naturellement, Romney n'avait même pas écrit son discours de défaite, il avait seulement préparé un discours de victoire. La nuit a donc été longue. Mais ce que cette élection nous a appris, c'est que les gens – les jeunes, les Noir·es, les Latinos et les Latinas – ne se laissent pas intimider par les tactiques les dissuadant de voter. Ils ont attendu cinq, six ou même sept heures devant leurs bureaux de vote. On aurait pu croire qu'on était en Afrique du Sud à l'époque où ont été organisées les premières élections post-apartheid. Ces dernières élections ont donc constitué un phénomène passionnant, ne l'oublions pas : elles ont révélé beaucoup de choses, non seulement sur notre pays, mais aussi sur ce que nous sommes capables d'accomplir.

Parlons maintenant des différences de vote entre les deux genres : beaucoup plus de femmes que d'hommes ont voté pour Obama (55 % des femmes contre 44 % des hommes). Parmi la population noire, 96 % des femmes ont voté pour Obama et 87 % des hommes. De même, 76 % des femmes latinos ont voté pour Obama, contre 65 % des hommes. Mais comment faut-il interpréter le fait que la majorité des hommes blancs ont voté pour Romney ? C'est inquiétant, réellement inquiétant. C'est à mon sens révélateur de la persistance d'un certain racisme. Mais en même temps, cela nous montre que la population blanche masculine n'a plus le contrôle exclusif de ce qui se passe au plan national. C'est une grande victoire. Entre parenthèses, si vous êtes un homme et que vous êtes blanc, vous n'avez pas nécessairement à vous identifier au groupe « hommes blancs » tel que je le désigne ici.

J'aimerais également mettre l'accent sur la campagne pour les droits des migrant·es. C'est là un point sur lequel Obama mérite d'être grandement critiqué. J'ai évidemment nombre de reproches à lui faire. Je pense notamment que le camp de Guantanamo aurait dû être fermé depuis longtemps. Et nous n'aurions pas dû aller en Afghanistan. En même temps, je m'attache à cultiver une approche féministe qui me permet de jouer sur la contradiction, de sorte que je peux soutenir Obama tout en étant extrêmement critique à son égard.

Je déplore, par ailleurs, le degré de platitude de la discussion politique contemporaine. Par exemple, il est devenu impossible de parler de classe ouvrière. Depuis quand appartenons-nous tous et toutes à la « classe moyenne » ? Et quand bien même, ceux et celles qui appartiennent objectivement à la « classe moyenne » peuvent toujours s'identifier à la classe ouvrière. Le fait que nous ne puissions plus parler de la classe ouvrière est symptomatique d'un problème. J'évoquais l'intérêt d'avoir ouvert la discussion sur le capitalisme : l'une de ses conséquences consiste à réintroduire la classe ouvrière dans nos analyses. Car si on ne peut pas parler de classe ouvrière, comment être à même de parler des personnes pauvres ? Comment considérer les personnes au chômage ? Comment évoquer ces personnes qui font désormais partie de la population excédentaire produite par le capitalisme mondial et le processus de désindustrialisation qui a commencé à prendre forme dans les années 1980 ?

C'est ainsi que nous devons également militer pour les droits des migrant·es, parce que cette question est étroitement liée au processus de mondialisation. Je pense que c'est une bonne chose qu'Obama envisage de traiter la question, mais l'enjeu porte bien au-delà du Dream Act. Le Dream Act n'est pas rien, mais il ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan. C'est à peine une première étape. À ce propos, je rappelle aux

personnes opposées au Dream Act, au prétexte que la citoyenneté s'ouvre aux personnes engagées dans les forces armées, qu'on peut être, je le répète, contre l'armée et en même temps soutenir le Dream Act. Tout comme on peut soutenir les droits des personnes LGBT dans l'armée et réclamer le démantèlement du Pentagone.

Quant aux luttes LGBT, il n'est pas uniquement question du mariage sur lequel, je ne sais pas pourquoi, tout tend aujourd'hui à se focaliser. Vous savez, il est possible que la question de l'égalité du mariage soit importante sur le plan des droits civiques, mais il est nécessaire d'aller plus loin : notre tâche ne consiste pas à appliquer les normes hétéronormatives à toute personne qui s'identifie à la communauté LGBT. D'ailleurs, il faut se souvenir qu'une des discussions les plus stimulantes à avoir animé le mouvement pour les droits des homosexuel·les s'est jouée pendant sa phase féministe, et elle concernait sa critique du mariage – l'institution du mariage a, en plus, été utilisée sur le plan idéologique pour opprimer les Noir·es pendant l'esclavage (et jusqu'à aujourd'hui) – souvenez-vous quand Bush a affirmé que ce dont les gens avaient besoin, c'était de se marier ? Comme si les personnes noires démunies n'avaient besoin que d'une chose, de se marier, pour que tous leurs problèmes disparaissent ! Quand je parle de « critique du mariage », il ne s'agit pas de remettre en cause des rapports intimes et des liens affectifs,

ni l'attachement que l'on peut ressentir envers la personne avec qui nous aimerions passer notre vie. Il ne s'agit pas de cela, mais de l'institution du mariage en tant qu'institution conçue pour garantir la reproduction du capital.

Notre activité militante doit aussi mettre en œuvre des stratégies permettant de contrer l'islamophobie et la xénophobie : défendre, par exemple, la communauté musulmane qui est gravement menacée par les tentatives d'amalgames entre l'islam et le terrorisme. L'islamophobie tue, même au sein de communautés qui n'ont rien à voir avec l'islam : des Sikhs, par exemple, ont été assassinés parce que pris à tort, à cause de leur turban, pour des musulmans. Comme je l'ai dit précédemment, les droits des migrant·es constituent un enjeu majeur et dépassent largement la question du Dream Act et de l'obtention de la citoyenneté. Il s'agit de considérer mieux ceux et celles dont la force de travail fait en grande partie tourner l'économie : ouvriers agricoles, travailleurs domestiques, etc., c'est-à-dire les emplois autrefois occupés par les Noir·es. C'est à considérer comme un nouveau chapitre des luttes de libération noires.

Si j'avais plus de temps, je le consacrerais à la question du handicap. Ayant malheureusement dépassé mon temps de parole, je me contenterai donc d'énumérer ce que je vous aurais dit si j'avais eu plus de temps. Il aurait fallu par exemple

détailler la politique alimentaire et le système agroalimentaire capitalistes qui rendent tant de gens malades et qui infligent tant de souffrance aux animaux. Il m'aurait également fallu parler davantage de la Palestine : tous ceux et celles qui s'identifient aux luttes d'émancipation africaines-américaines devraient de toute évidence s'identifier aujourd'hui avec nos sœurs et nos frères de Palestine.

Pour conclure, s'il s'agit de militer pour une transformation sociale, il y a un principe qu'il convient de garder à l'esprit ; ce principe a été érigé par Martin Luther King, et devrait être le mot d'ordre de tous nos mouvements : « La justice est indivisible. Une injustice commise quelque part est une menace pour la justice dans le monde entier. »

VIII. Solidarités transnationales

Discours à l'université du Bosphore, à Istanbul, le 9 janvier 2015[1].

Hrant Dink[2] reste un symbole extrêmement fort de la lutte contre le colonialisme, le génocide et le racisme. Qui a pensé qu'il était possible d'anéantir son rêve de justice, de paix et d'égalité doit désormais savoir qu'en l'assassinant, ses meurtriers n'ont fait que créer des milliers d'autres Hrant Dink, car les gens, partout dans le monde, se sont écriés : « Nous sommes tous des Hrant Dink ! » Son combat est toujours vivant. Nous ne devons avoir de cesse de produire une agitation intellectuelle incitant à une prise en compte à l'échelle des masses des répercussions actuelles du génocide arménien : c'est primordial si l'on veut lutter contre le racisme, le génocide et la colonisation à l'échelle mondiale. L'esprit de Hrant Dink est toujours vivant et son écho de plus en plus puissant.

---

1. Allocution donnée lors d'une conférence organisée à la mémoire de Hrant Dink, journaliste et écrivain turc assassiné en 2007. Étaient notamment présents Naomi Klein, Noam Chomsky, Arundhati Roy et Loïc Wacquant.
2. Journaliste et écrivain turc d'origine arménienne, assassiné par un nationaliste turc en 2007.

Permettez-moi de dire également que je suis très heureuse que cette rencontre en souvenir de la vie et de l'œuvre de Hrant Dink me donne l'occasion de séjourner pour la première fois en Turquie. Il aura fallu de très nombreuses décennies pour que je visite enfin ce pays. C'est difficile à croire, car je rêve d'Istanbul depuis ma jeunesse, et en particulier parce que je sais que la géographie particulière de la Turquie, son histoire politique et sa vie intellectuelle – ainsi que cette université elle-même –, ont énormément marqué quelqu'un qui a eu sur moi une grande influence formatrice et qui est devenu un ami très proche : James Baldwin. Je vous confierai également que, alors que j'étais encore une toute jeune militante – au fur et à mesure que je vieillis, mes souvenirs et mes pensées me ramènent de plus en plus vers ma jeunesse –, je me souviens d'avoir lu Nâzim Hikmet[1], dont les paroles m'ont inspirée comme elles ont inspiré à cette époque tous les communistes. D'autre part, alors que j'étais en prison, j'ai été réconfortée par de nombreux messages de solidarité venus de Turquie. J'ai donc du mal à croire que ce soit mon premier voyage ici.

Et puisque c'est mon premier voyage en Turquie, je voudrais remercier toutes celles et tous ceux qui, à cette époque, se sont personnellement associé·es

1. Poète communiste turc.

à la campagne pour ma libération, ainsi que toutes celles et tous ceux dont les parents, et peut-être même les grands-parents, ont participé à la mobilisation internationale en ma faveur. Au-delà du fait que j'étais sur la liste des dix personnes les plus recherchées par le FBI – ce qui me vaut aujourd'hui des applaudissements : c'est très révélateur des surprises qui nous attendent si l'on vit suffisamment longtemps, et du pouvoir de transformation de l'Histoire –, au-delà, donc, de ce fait, ce qui m'apparaît aujourd'hui beaucoup plus important, c'est la vaste campagne internationale qui a rendu possible ce qu'on pensait être impossible. Contre toute attente, nous avons eu gain de cause face aux figures les plus puissantes des États-Unis à cette époque. N'oublions pas en effet que Ronald Reagan était à ce moment-là gouverneur de la Californie, que Richard Nixon était président des États-Unis et que J. Edgar Hoover était à la tête du FBI.

Les gens me demandent souvent comment je voudrais que l'on se souvienne de moi. Je leur réponds que je ne me soucie guère de la façon dont on pourra se souvenir de moi à titre individuel. Ce que j'aimerais que l'on garde en mémoire, c'est que le mouvement de soutien en faveur de ma libération a été victorieux. Cette victoire a abattu des obstacles a priori insurmontables, malgré mon innocence. On supposait que la force du système était telle, aux États-Unis, que j'allais soit finir dans une chambre à gaz, soit passer le reste de

mon existence derrière les barreaux. C'est donc à la faveur de ce mouvement que je suis parmi vous aujourd'hui.

D'autres mouvements de solidarité ont ensuite renforcé mes liens avec la Turquie. Plus récemment, je me suis efforcée de contribuer à des actions de soutien afin de contester les prisons de type F en Turquie pour appuyer les détenu·es qui ont entamé une « grève de la faim jusqu'à la mort ». Je me suis également impliquée dans la fondation d'un mouvement de solidarité autour d'Abdullah Ocalan et d'autres détenu·es politiques comme Pinar Selek.

Mes rapports avec ce pays ayant été de longue date déterminés par ce contexte de solidarité internationale, j'ai intitulé mon discours « Solidarités transnationales : résister au racisme, au génocide et à la colonisation » afin d'évoquer des futurs possibles, et les chemins qui pourraient nous permettre de relier entre eux différents mouvements à travers le monde, et en particulier aux États-Unis, en Turquie et en Palestine occupée.

Le terme de « génocide » répond généralement à des conditions précises, définies par la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide adoptée le 9 décembre 1948, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, à la suite du fléau fasciste. Nombre d'entre vous connaissent certainement le texte en question, mais permettez-moi de vous en lire

un passage : « Le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, intégralement ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux tels que : le meurtre de membres du groupe ; l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; l'application de mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ; et le transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. »

Cette convention a été adoptée en 1948 mais n'a pas été ratifiée par les États-Unis avant 1987, soit presque quarante ans plus tard. Cependant, à peine trois ans après son adoption, une pétition a été présentée devant les Nations unies par le Civil Rights Congress[1] américain, qui accusait les États-Unis de génocide envers la communauté noire. Cette pétition fut signée par des personnalités phares telles que W.E.B. Du Bois, qui était à l'époque en butte aux attaques du gouvernement. Elle fut présentée aux Nations unies à New York par le chanteur Paul Robeson et à Paris par l'avocat des droits civiques William L. Patterson. Ce dernier, militant communiste noir, avait notamment défendu les Scottsboro Boys et

1. « Congrès des droits civiques ».

dirigeait à l'époque le Civil Rights Congress. À son retour aux États-Unis, son passeport lui fut confisqué. Les communistes d'alors, et ceux et celles qui étaient accusé·es de l'être, subissaient de graves attaques de la part du gouvernement.

En préambule à cette pétition, on peut lire :

> Aux ghettos noirs inhumains des villes américaines, aux plantations de coton du Sud s'ajoutent les assassinats racistes à l'échelle de masse, les vies brisées par la volonté délibérée de produire les conditions propices à la mort prématurée, à la pauvreté et à la maladie. Ces actions demandent à être fortement condamnées, pour que cessent ces terribles injustices qui constituent une violation quotidienne, et croissante, de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Le texte se poursuit ainsi :

> Nous affirmons, par conséquent, que les citoyens noirs opprimés des États-Unis qui subissent la ségrégation et les discriminations, et sont depuis longtemps la cible de violences, sont victimes de génocide en raison de politiques systématiques, délibérées et communes à tous les services gouvernementaux.

Les auteurs de cette pétition écrite en 1951 poursuivent ensuite en soulignant qu'ils fourniront des preuves qui attestent, conformément à la Convention des Nations unies, du meurtre de membres de leur groupe. Ils font allusion à des assassinats commis par la police, par des milices, par le Ku Klux Klan et d'autres organisations racistes. Ils indiquent que ces preuves se rapportent à des milliers de personnes « battues à mort aux travaux forcés, dans les arrière-salles des bureaux des shérifs, dans des cellules de prisons et des commissariats de police, et dans les rues de nos villes » et ce en toute légalité. Ils soulignent également qu'il suffit alors qu'une personne noire ne dise pas « monsieur », n'ôte pas son chapeau ou ne s'écarte pas devant un Blanc pour être assassiné.

Si je mentionne cette pétition, c'est d'abord parce que l'accusation de génocide aurait pu tout aussi bien être lancée, à l'époque, à propos du massacre du peuple arménien, des marches de la mort, des enlèvements d'enfants et des tentatives d'acculturation. J'ai eu l'occasion de lire les souvenirs très émouvants de Fethiye Çetin[1] sur sa grand-mère d'origine arménienne, *Le Livre de ma grand-mère*. Je suis sûre que tout le monde dans cette salle connaît ce livre. J'ai également appris

1. Avocate turque d'origine arménienne, militante pour les droits humains.

que quelque 2 millions de Turcs avaient au moins un grand-parent arménien, mais qu'à cause du racisme actuel, peu d'entre eux sont en mesure de connaître leur histoire familiale.

En lisant Fethiye Çetin, je me suis souvenue des travaux de l'anthropologue marxiste français Claude Meillassoux. Ce silence imposé au sujet de la généalogie familiale m'a rappelé le concept de « mort sociale » qui est au cœur de sa définition de l'esclavage – l'esclave est pour lui une personne « non née ». Évidemment, le fait de ne pas être reconnu comme faisant partie d'une lignée n'est pas sans causer de lourds dégâts psychiques à l'échelle collective. Aux États-Unis, les Afro-descendant·es de mon âge connaissent bien ce sentiment d'être incapable de retracer le parcours de ses ancêtres – dans mon cas, par exemple, celui de l'une de mes grands-mères. Le fait d'être coupé de ses origines affecte à la fois le présent et l'avenir. *Le Livre de ma grand-mère* décrit le processus de nettoyage ethnique, les marches de la mort, les assassinats commis par les autorités locales, et raconte notamment cette histoire terrible : alors qu'elle traversait un pont, une des ancêtres de l'auteure a jeté deux de ses petits-enfants dans l'eau et s'est assurée qu'ils étaient bien noyés avant de se jeter elle-même dans la rivière. Pour moi, cette scène fait écho à des récits canoniques de mères esclaves qui, aux États-Unis, tuaient leurs enfants afin de leur épargner la violence de

l'esclavage. Le roman de Toni Morrison, *Beloved*, pour lequel elle a reçu le prix Nobel, s'appuie sur un récit similaire, inspiré de l'histoire vraie de Margaret Garner.

Si j'évoque cette pétition de 1951 contre le génocide, c'est aussi parce qu'un grand nombre des situations qui y sont décrites persistent aujourd'hui encore aux États-Unis. Il faut avoir en tête à quel point la violence d'État raciste contemporaine, aux États-Unis, plonge ses racines dans un passé génocidaire – qui inclut, bien évidemment, la colonisation des populations autochtones du continent américain. Un ouvrage récent de l'historien Craig Wilder étudie la manière dont les universités de la Ivy League – Harvard, Yale, Princeton, etc. –, connues dans le monde entier, ont été complices de l'institution esclavagiste. Toutefois – et c'est là à mon sens le point le plus important de son étude –, il constate qu'il est impossible de raconter l'histoire de l'esclavage et de l'enseignement supérieur américain sans en même temps raconter l'histoire de la colonisation génocidaire du peuple amérindien.

Je pense qu'il est important de s'intéresser aux implications méthodologiques, à plus grande échelle, de ce type d'approche. Nos histoires, en effet, ne se déroulent jamais isolément. Nous ne pouvons pas réellement faire le récit de notre histoire propre sans connaître celle des autres. Et souvent, nous découvrons que ces autres histoires

sont en réalité le miroir de notre propre histoire. La mise en garde de la sociologue féministe noire Jacqui Alexander, « Tirez des leçons de l'histoire de vos sœurs », prend ainsi tout son sens. Il s'agit d'un processus dialectique qui nous oblige à constamment raconter de nouveau notre histoire – à la réviser, à la redire et à la réactualiser sans cesse. Ainsi, nous ne pouvons pas feindre d'ignorer les facteurs liés à la race, à la classe, à l'ethnicité, à la nationalité, au genre ou au handicap.

Je ne peux pas préjuger de la manière dont le peuple turc – j'ai appris, depuis que je suis ici (même si cela ne fait que deux jours et demi), qu'il vaudrait peut-être mieux parler des « gens qui vivent en Turquie » – se confronte au passé impérial de ce pays. Mais je sais, pour l'avoir appris de Hrant Dink, de Fethiye Çetin et d'autres encore, qu'il doit pouvoir être possible de parler librement, de s'exprimer en toute liberté. Les méthodes de purification, et notamment les prétendus « échanges de population » à la fin de l'Empire ottoman, qui ont infligé d'innombrables violences à de très nombreux peuples – les Grecs, les Syriens, et bien sûr les Arméniens –, doivent être reconnus comme des faits historiques. Mais les catastrophes doivent aussi apparaître dans le débat public, tout comme l'histoire du peuple kurde – c'est la condition d'une véritable politique de transformation sociale.

Je voudrais ajouter qu'aux États-Unis, nous avons le grand désavantage de ne pas savoir

comment parler du génocide infligé aux populations autochtones. Nous ne savons pas comment parler de l'esclavage. Si nous savions le faire, nous n'aurions pas supposé qu'il suffisait qu'un Noir soit élu président pour faire un grand pas vers l'ère post-raciale. Nous n'arrivons pas à admettre que nous vivons sur des terres colonisées. Et pendant ce temps, les Amérindien·nes vivent dans des réserves dans le plus grand dénuement. Leur taux d'incarcération est extrêmement élevé – c'est d'ailleurs le taux d'incarcération par habitant le plus élevé des États-Unis –, et ils et elles sont largement victimes de maladies telles que l'alcoolisme et le diabète. Par ailleurs, les équipes sportives continuent à se moquer des populations autochtones avec des noms désobligeants à caractère raciste, comme les Washington Redskins (« les Peaux-Rouges de Washington »). Nous ne savons pas non plus comment parler de l'esclavage, sauf, peut-être, à ne l'envisager que du point de vue des victimes et des persécuteurs, le seul qui continue à polariser l'attention et à avoir des implications.

Je dirai cependant que de plus en plus, de jeunes activistes apprennent à tisser des liens entre ces processus. C'est pourquoi quand on tente d'analyser la persistance des violences racistes, qui visent principalement la jeunesse noire – et dont on a beaucoup entendu parler ces derniers temps –, il ne faut pas oublier de replacer cette violence raciste dans son contexte.

En Turquie, vous êtes certainement au courant que l'automne et l'été derniers à Ferguson, dans le Missouri, et partout à travers le pays – à New York, à Washington, à Chicago, sur la côte Ouest –, et même ailleurs dans le monde, les gens sont descendus dans la rue pour faire savoir leur refus catégorique de souscrire à cette violence d'État raciste : « Pas de justice, pas de paix, pas de police raciste ! » Il s'agissait de s'opposer haut et fort aux agissements systématiques de la police et à la connivence des procureurs avec elle, et de clamer que les vies noires comptent. Black Lives Matter[1] : les vies noires comptent. Et nous descendrons dans la rue et nous élèverons la voix jusqu'à ce que les choses changent. Les réseaux sociaux ont été inondés cet automne de messages de solidarité envoyés par des gens du monde entier, non seulement en réponse à la décision de ne pas inculper le policier qui a tué Michael Brown à Ferguson, mais aussi en réponse à la décision du grand jury dans l'affaire Eric Garner à New York. Les manifestations qui se sont déroulées pratiquement dans le monde entier ont prouvé très clairement le vaste potentiel de ces solidarités transnationales.

Nous allons peut-être enfin nous émanciper de l'individualisme derrière lequel nous nous

1. Slogan du mouvement Black Lives Matter, né en 2013 dans la communauté afro-américaine.

retranchons à l'heure du néolibéralisme. Les idéologies néolibérales nous conduisent à nous focaliser sur des victimes individuelles, des coupables individuels. Mais comment imaginer résoudre l'immense problème de la violence d'État raciste en demandant à quelques policiers de porter le fardeau de notre histoire et en croyant qu'en engageant des poursuites, en nous vengeant de la sorte, nous allons progresser vers la disparition du racisme ? Si ces très importantes expressions de solidarité ont pu surgir à travers le monde, ce n'est pas uniquement parce que quelques policiers ont échappé à des poursuites judiciaires. Je ne veux pas dire que les individus n'ont pas à rendre compte de leurs actes. Chaque individu qui se livre à un acte de racisme, à un acte de terreur d'une telle violence, devrait naturellement être tenu pour responsable. Mais ce que je veux dire, c'est que nous devons souscrire à des projets qui s'attaquent aux conditions socio-historiques qui rendent ces actes possibles.

Depuis un certain temps maintenant, je suis impliquée dans le combat pour l'abolition de la peine de mort et de la prison comme principales institutions punitives. Je précise que ce n'est pas simplement par empathie envers les victimes de la peine capitale et des peines d'emprisonnement, qui sont en très grande majorité des personnes non blanches : c'est parce que ces formes de châtiment ne fonctionnent pas. Si l'on considère que

la majorité des personnes qui sont en prison le sont parce que la société les a abandonnées, et qu'elles n'ont pas eu accès à l'éducation, au travail, au logement ou aux soins de santé, alors il va de soi que la prison n'y change rien. Mais je tiens à dire aussi qu'il y a d'autres problèmes que la répression et la prison ne permettent pas de résoudre.

En effet, les violences sexuelles ne sauraient trouver de réponse sécuritaire. Le « féminisme carcéral » est un concept qui s'est récemment diffusé : il regroupe des formes de féminisme qui réclament la criminalisation et l'incarcération de ceux qui se livrent à des violences sexistes. Il se trouve que ce féminisme fait le jeu de l'État dans la mesure même où il se focalise sur la violence d'État et la répression comme seules solutions à l'hétéropatriarcat et, plus spécifiquement, aux agressions sexuelles. Mais l'emprisonnement n'est pas non plus efficace contre ceux qui sont directement impliqués dans les actions répressives de l'État, c'est-à-dire les policiers. Bien qu'ils soient personnellement influencés par le racisme et tendent à réprimer les communautés non blanches (les policiers blancs ne sont d'ailleurs pas les seuls à être marqués par cette influence ; les policiers noirs et non blancs sont influencés de la même manière par la définition raciste du travail policier), ils sont en quelque sorte encouragés à commettre des actes de violence : l'impulsion ne vient pas directement d'eux. Le fait de nous

concentrer sur un individu en particulier comme s'il constituait un cas isolé nous amène donc à reproduire involontairement la violence même que nous pensons contester.

Comment dépasser ce schéma qui amène à se concentrer principalement sur des coupables individuels ? Dans le cas de Michael Brown, à Ferguson, les images parues dans les journaux et à la télévision, montrant des policiers en uniforme avec des armes militaires, rendaient bien compte de la militarisation de la police. Cette militarisation policière s'est faite en partie avec l'aide du gouvernement israélien, qui participe à l'entraînement des forces de police américaines depuis la période de l'après-11 Septembre. Il se trouve d'ailleurs que le chef de la police du comté de Saint-Louis, Timothy Fitch – Ferguson étant une petite ville du comté de Saint-Louis –, a reçu une formation de « lutte anti-terroriste » en Israël. Des shérifs et des responsables de la police des quatre coins du pays, des agents du FBI et des démineurs ont été envoyés en Israël pour y suivre une formation anti-terroriste.

Ce que je veux que vous compreniez, c'est que même si les violences policières à caractère raciste, particulièrement envers la communauté noire, ont une très longue histoire qui remonte à l'époque de l'esclavage, le contexte actuel est absolument déterminant. Et quand on analyse la manière dont le racisme s'est intensifié et régénéré au contact

des théories et des pratiques de la lutte antiterroriste, on est naturellement amené à envisager la possibilité d'alliances politiques qui nous feront progresser dans la direction des solidarités transnationales. Ce que j'ai trouvé intéressant, dans les manifestations de Ferguson l'été dernier, c'est que les palestinien·nes se sont rendu compte à partir des images qu'ils et elles voyaient sur les réseaux sociaux et à la télévision que les bombes lacrymogènes qui étaient utilisées à Ferguson étaient exactement les mêmes que celles qui étaient utilisées contre eux en Palestine occupée. De fait, une société américaine, Combined Systems, Incorporated, marque toutes les bombes lacrymogènes qu'elle produit des initiales « CTS » (Combined Tactical Systems). Les activistes en Palestine ont donc adressé des conseils à la jeunesse de Ferguson, via Twitter, sur la manière d'affronter les gaz lacrymogènes, notamment : « Ne vous éloignez pas trop de la police. Si vous restez à proximité, elle ne peut pas utiliser les gaz lacrymogènes. »

Il y a donc, comme vous le voyez, un lien entre la militarisation de la police aux États-Unis – qui nous permet d'envisager sous un autre angle la prolifération des actes de brutalités policières à caractère raciste – et les agressions constantes contre la population en Palestine occupée et en Cisjordanie, et en particulier à Gaza, où la population a subi l'été dernier des violences guerrières.

Pour en revenir au tout sécuritaire, le mouvement anti-carcéral a toujours insisté sur l'importance de faire des liens entre les agressions contre les femmes à l'intérieur des prisons et le projet plus vaste d'abolition des prisons. Et ce projet plus vaste demande que nous comprenions comment nous nous situons par rapport aux efforts de solidarité transnationale. Cela signifie qu'il nous faut analyser de multiples dimensions de nos vies – qui vont des rapports sociaux au contexte politique –, mais également notre vie psychique. Il est intéressant qu'à l'heure du capitalisme mondialisé, les grandes sociétés aient appris à faire cette analyse : elles ont compris comment pénétrer certains aspects de nos existences qui nous conduisent à exprimer nos rêves intimes en termes marchands ; nous avons intériorisé la valeur d'échange d'une manière que les auteurs du *Capital* n'auraient jamais pu imaginer. Mais c'est un autre sujet, qui pourrait faire l'objet d'une autre conférence.

Ce que je voudrais souligner, c'est que les multinationales ont clairement saisi comment des problématiques que nous avons tendance à considérer comme distinctes sont en fait liées. Une de ces sociétés, G4S, joue un rôle très important dans l'occupation israélienne de la Palestine : elle est notamment impliquée dans la gestion des prisons et l'équipement technologique des checkpoints. Elle a été également impliquée dans la mort de

migrant·es sans papiers. G4S exploite également des prisons privées en Afrique du Sud – c'est aujourd'hui le plus grand employeur de tout le continent africain. Cette multinationale possède et exploite des prisons, fournit les armées en matériel militaire, assure la sécurité de stars du rock et gère également des centres d'aide aux femmes victimes de violences et des centres pour « jeunes filles à risque ». Si je mentionne toutes ces activités, c'est parce qu'il semble que G4S a su saisir les liens entre différentes problématiques comme nous aurions dû le faire il y a longtemps.

En parlant de multinationales : j'ai entendu dire qu'ici, les étudiant·es avaient protesté avec succès contre Starbucks. Est-ce bien aujourd'hui le dernier jour où les boissons Starbucks seront disponibles sur ce campus ? Alléluia ! D'autant plus que le café turc dépasse largement tout ce que Starbucks pourra jamais offrir.

Pour finir, je citerai un dernier exemple, également tiré des États-Unis bien qu'il reflète une pandémie mondiale qui n'épargne aucun pays : le problème des violences sexuelles, du harcèlement sexuel et des agressions sexistes. Il se trouve que la violence conjugale n'est pas sans lien avec la violence d'État. Ceux qui se livrent à des violences conjugales, où apprennent-ils à commettre des actes de violence ? Qui leur apprend que cette violence est acceptable ? Je souhaiterais mentionner le cas d'une jeune femme qui s'appelle Marissa

Alexander. Vous connaissez les noms de Michael Brown et Eric Garner ? Eh bien, vous pouvez maintenant ajouter celui de Marissa Alexander à cette liste. Cette jeune femme noire a été contrainte d'en venir à des moyens exceptionnels pour empêcher son mari violent de s'en prendre à elle. Elle a tiré un coup de feu en l'air. Personne n'a été touché, mais Marissa Alexander a été condamnée à vingt ans de prison pour avoir tenté de se défendre d'une agression sexiste – et ce précisément dans la circonscription judiciaire où Trayvon Martin, dont vous devez vous souvenir du nom, a été abattu, et où George Zimmerman, son meurtrier, a été acquitté. Récemment, après avoir fait appel et obtenu d'être rejugée, elle s'est vue menacée de voir sa peine transformée en soixante années de prison. Elle a donc engagé une procédure de négociation de peine, ce qui signifie qu'elle portera un bracelet électronique dans la période à venir.

Les violences racistes et sexuelles ne sont pas seulement tolérées mais elles sont explicitement – ou pour le moins implicitement – encouragées. Quand ces formes de violence sont reconnues comme telles – car elles sont très souvent cachées et occultées –, elles constituent le plus souvent les formes extrêmes de l'exclusion de la discrimination structurelles. Cette analyse mériterait d'être plus poussée, mais je conclurai en disant que le plus grand défi auquel nous sommes confronté·es si nous voulons établir des solidarités transnationales,

c'est d'arriver à comprendre ce que les féministes décrivent souvent sous le terme d'« intersectionnalité » – pas tant l'intersectionnalité liée à la notion d'identité que l'intersectionnalité des luttes.

N'oublions pas l'incroyable impact, dans le monde entier, des rassemblements sur la place Tahrir et du mouvement Occupy. Et puisque nous sommes ici, à Istanbul, n'oublions pas non plus les mobilisations de la place Taksim et du parc Gezi. On a souvent prétendu que ces mouvements n'avaient pas de leaders : qu'il n'y avait pas de manifeste, pas de programme, pas de revendications, et que ces mouvements ont échoué de fait. Mais je voudrais rappeler une distinction que Stuart Hall, mort il y a à peine un peu plus d'un an, nous a incités à faire : celle entre le « résultat » et l'« impact ». Il y a une différence entre le résultat et l'impact. Beaucoup de gens estiment que, dans la mesure où les campements ont été détruits et que rien de tangible n'a été produit, ces mouvements n'ont débouché sur rien. Mais quand on pense à l'impact de ces actions inventives et novatrices, et de ces moments où les gens ont appris comment vivre ensemble sans l'appareil d'État, et résoudre certains problèmes sans céder à la tentation d'appeler la police, cela doit nous servir de modèle pour les actions que nous engagerons dans l'avenir afin de construire des solidarités transnationales. Notre objectif n'est-il pas de repousser dans le monde entier les frontières de la liberté et

de la justice, comme Hrant Dink nous a exhortés à le faire – en Turquie, mais aussi en Palestine, en Afrique du Sud, en Allemagne, en Colombie, au Brésil, aux Philippines, aux États-Unis ?

Si c'est effectivement l'objectif que nous poursuivons, nous allons devoir faire quelque chose d'assez extraordinaire : nous allons devoir porter très loin nos efforts. Nous ne pouvons pas continuer comme d'habitude. Nous ne pouvons pas nous contenter d'un mouvement mi-figue mi-raisin. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être dans la modération. Nous allons devoir – grâce à l'union de tous nos esprits, grâce à notre intelligence collective et grâce à nos très nombreuses forces – être prêt·es à résister et à dire non.

IX. De Ferguson à Paris, marchons pour la dignité !

Le 31 octobre 2015 était organisée à Paris une marche contre les violences policières à l'appel d'un collectif de femmes non blanches. Cette Marche pour la dignité a réuni une dizaine de milliers de personnes dans les rues de Paris. Angela Davis avait appelé à cette marche le 8 mai 2015, à l'occasion des dix ans du Parti des indigènes de la république. La tribune qui suit est parue un mois avant la marche dans Mediapart.

Une transformation historique est en cours dans les métropoles occidentales. Depuis 2013, les États-Unis traversent une vague de contestation profonde des institutions policières et judiciaires. À la suite de la mort de trois hommes noirs – Trayvon Martin, puis Michael Brown et Eric Garner entre les mains de la police –, un mouvement a vu le jour pour réclamer la justice sociale et raciale, sous le nom de « Black Lives Matter ».

« Les vies noires comptent », dit littéralement le slogan. Cet énoncé prescriptif dénonce une politique systématisée qui veut que la vie d'une personne africaine-américaine soit moins importante que celle d'une personne blanche. La violence à l'encontre des Africains-américains ne se manifeste en effet pas seulement par des brutalités isolées, mais par une discrimination systémique au sein des institutions judiciaires et policières : les

crimes racistes commis par les forces de l'ordre (et parfois par des citoyens blancs) restent impunis, sont sciemment couverts par les instances de répression et sont socialement validés par les arbitrages judiciaires.

Cette réalité est un secret de polichinelle. En faire le récit relève du lieu commun, mais il faut des milliers de personnes dans les rues pour l'imposer dans le débat public. Et c'est ce qui s'est produit : en deux ans, la question des violences policières est devenue incontournable dans le paysage médiatique et politique états-unien. Ce tournant est le fruit d'initiatives multiples, des marches contre les violences policières jusqu'aux interpellations de candidats électoraux, en passant par une occupation résolue des réseaux sociaux, blogs et plates-formes numériques. Cette vague contestataire est l'un des mouvements les plus prometteurs depuis Occupy Wall Street pour ceux qui luttent en faveur de la justice sociale et de l'égalité.

En France, une initiative des plus prometteuses rassemble une pluralité de militantes, issues des horizons sociaux et politiques les plus divers, pour lutter contre le racisme d'État, l'islamophobie, la rromophobie, la négrophobie, et leur point de cristallisation principal : les violences policières. Ces femmes, toutes issues de l'immigration et des quartiers populaires, ont appelé à une « marche de la dignité » le 31 octobre, pour réclamer la fin de l'arbitraire policier et raciste.

Cet appel a d'ores et déjà reçu un soutien impressionnant. Il est absolument unitaire au sein des luttes de l'immigration et des quartiers populaires. De nombreuses associations de terrain, qui luttent au quotidien contre l'islamophobie, la négrophobie ou encore la rromophobie, en sont partie prenante. À l'initiative de militants associatifs, des cars seront affrétés depuis la province vers Paris. Du côté de la gauche radicale française, il faut noter que la plupart de ses organisations ont appelé à cette manifestation. À l'international, de nombreux groupes autour de Black Lives Matter ont apporté leur soutien. C'est le cas aussi de Podemos ou encore de la coalition turque HDK à laquelle est affilié le principal parti d'opposition de gauche pro-kurde, le HDP.

Si cette initiative fait sens du côté de ceux qui subissent les discriminations de façon systématique, elle a donc aussi le potentiel d'être un mouvement rassembleur, un moment fort des mobilisations sociales au sens large et pour l'ensemble des forces progressistes. Elle porte aussi un message internationaliste, car il s'adresse à toutes celles et ceux qui luttent contre le système mondial de la suprématie blanche, soutenu par les États impérialistes et leurs politiques néocoloniales à l'étranger, carcérales et sécuritaires à l'intérieur.

Il n'est à cet égard pas anodin que cette mobilisation ait lieu en pleine offensive israélienne

à Jérusalem et dans les colonies. Israël est aujourd'hui un pilier de ce système néocolonial, par son rôle de gendarme du Moyen-Orient, son régime d'apartheid à l'égard des Palestiniens et son rôle d'avant-garde dans le complexe militaro-carcéral et la promotion des technologies de maintien de l'ordre. Pour les marcheurs français, cette conjoncture est riche d'analogies, tant la France a une position proactive dans les technologies sécuritaires (drones, surveillance, armes prétendument non létales), et tant son gouvernement appuie systématiquement les initiatives israéliennes.

Enfin, cet appel est lancé en France par ce que, dans le monde anglophone, nous avons l'habitude d'appeler des « femmes de couleur » (*women of color*). Cette dimension résonne particulièrement avec les combats que j'ai eu à mener. Hier comme aujourd'hui, les femmes non blanches ont eu une place spécifique dans le système raciste. Du rôle de soutien de famille des Africaines-américaines jusqu'aux femmes, sœurs et filles d'hommes victimes du système policier et carcéral, nous, femmes de couleur, avons toujours joué un rôle d'avant-garde dans la lutte antiraciste. Je suis heureuse de voir de nouvelles générations de femmes reprendre ce flambeau, et réaffirmer la dignité de millions de voix écrasées, humiliées, de familles brisées, et d'héritages rompus.